



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)  
 (Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 NOVEMBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 12th, 1949

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.  
23879 — 1-52

## Lettres patentes

### Beaudoin Manufacturing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: Lucien Beaudoin, gérant, Georges Beaudoin, vendeur, et Albert Beaudoin, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, vendre des articles en cuir ou dérivés de ce produit, sous le nom de "Beaudoin Manufacturing Company Limited", avec un capital de \$74,000 divisé en 740 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

## Letters Patent

### Beaudoin Manufacturing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating: Lucien Beaudoin, manager, Georges Beaudoin, salesman, and Albert Beaudoin, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell leather articles, or articles from the said product, under the name of "Beaudoin Manufacturing Company Limited", with a capital stock of \$74,000 divided into 740 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**B. F. M. Limitée**  
**B. F. M. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1949, constituant en corporation: Fernand Beaudin, Gaston-A. Forest, industriels, et Jean Côté, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire commerce, fabriquer des matériaux de construction de toutes sortes, fer et acier et objets en fer et acier, papier, papeterie, véhicules automobiles, quincaillerie, sous le nom de "B.F. M. Limitée" — "B.F.M. Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Bijouterie Latendresse Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation: Jean-Paul Latendresse, bijoutier, Madeleine Henrichon, vendeuse, épouse commune en bien de Jean-Paul Latendresse, et dûment autorisée par lui, tous deux de Ville Lasalle, et René Latendresse, journalier, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijoux, de montres, de diamants, sous le nom de "Bijouterie Latendresse Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Camille Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1949, constituant en corporation: Claude Marchand, Guy Marchand, marchands, de Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois, et Jean St-Onge, marchand, de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de mercerie, vêtements de toutes sortes et objets d'ornementation, sous le nom de "Camille Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**B. F. M. Limitée**  
**B. F. M. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Fernand Beaudin, Gaston A. Forest, industrialists, and Jean Côté, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in and manufacture building requisites of all kinds, iron, steel and ironware and steel ware, paper, stationery, motor vehicles, hardware, under the name of "B.F.M. Limitée" — "B.F.M. Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 750 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Bijouterie Latendresse Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating: Jean-Paul Latendresse, jeweller, Madeleine Henrichon, saleslady, wife common as to property of said Jean Paul Latendresse, and duly authorized by him, both of the town of Lasalle, and René Latendresse, labourer, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in jewellery, watches, diamonds, under the name of "Bijouterie Latendresse Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Camille Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1949, incorporating: Claude Marchand, Guy Marchand, merchants, of Valleyfield, judicial district of Beauharnois, and Jean St-Onge, merchant, of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To deal in haberdashery, wearing apparel of all kinds and dress accessories, under the name of "Camille Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal or par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Buckingham) Ltd.  
Magasin Continental (Buckingham) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Charles-Eugène Gilbert, dit Chouinard, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter et vendre des marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie et de quincaillerie, des épiceries, des articles de librairie, sous le nom de "Continental Store (Buckingham) Ltd." — "Magasin Continental (Buckingham) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Continental Store (Buckingham) Ltd.  
Magasin Continental (Buckingham) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Charles Eugène Gilbert, dit Chouinard, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell dry goods, novelties, ironware and hardware, groceries and stationery of all kinds, under the name of "Continental Store (Buckingham) Ltd." — "Magasin Continental (Buckingham) Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Campbellton) Ltd.  
Magasin Continental (Campbellton) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Charles-Eugène Gilbert, dit Chouinard, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter et vendre des marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie et de quincaillerie, des articles de librairie, sous le nom de "Continental Store (Campbellton) Ltd." — "Magasin Continental (Campbellton) Ltée" avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Continental Store (Campbellton) Ltd.  
Magasin Continental (Campbellton) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Charles Eugène Gilbert, dit Chouinard, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell dry goods, novelties, ironware and hardware and stationery of all kinds, under the name of "Continental Store (Campbellton) Ltd." — "Magasin Continental (Campbellton) Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Hawkesbury) Ltd.  
Magasin Continental (Hawkesbury) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Charles-Eugène Gilbert, dit Chouinard, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter et vendre des marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie et de quincaillerie, des épiceries, des articles de librairie, sous le nom de "Continental Store (Hawkesbury) Ltd." — "Magasin Continental (Hawkesbury) Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

**Continental Store (Hawkesbury) Ltd.  
Magasin Continental (Hawkesbury) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Charles Eugène Gilbert, dit Chouinard, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell dry goods, novelties, ironware and hardware groceries, and stationery of all kinds, under the name of "Continental store (Hawkesbury) Ltd." — "Magasin Continental (Hawkesbury) Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Montreal) Ltd.  
Magasin Continental (Montréal) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Charles-Eugène Gilbert, dit Chouinard, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

fabriquer, acheter et vendre des marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie et de quincaillerie, des épiceries, des articles de librairie, sous le nom de "Continental Store (Montreal) Ltd."—"Magasin Continental (Montréal) Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Continental Store (Montreal) Ltd.  
Magasin Continental (Montréal) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating Rosario Desbiens, accountant, Charles Eugène Gilbert, dit Chouinard, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell dry goods, novelties, ironware and hardware, groceries and stationery of all kinds, under the name of "Continental Store (Montreal) Ltd."—"Magasin Continental (Montreal) Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Continental Store (Quebec) Ltd.  
Magasin Continental (Québec) Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Rosario Desbiens, comptable, Charles-Eugène Gilbert, dit Chouinard, commerçant, et Léon-Georges Gagnon, comptable public, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter et vendre des marchandises sèches, nouveautés, articles de ferronnerie et de quincaillerie, des épiceries, des articles de librairie, sous le nom de "Continental Store (Quebec) Ltd."—"Magasin Continental (Québec) Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Continental Store (Quebec) Ltd.  
Magasin Continental (Québec) Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Rosario Desbiens, accountant, Charles Eugène Gilbert, dit Chouinard, trader, and Léon Georges Gagnon, public accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, buy and sell dry goods, novelties, ironware and hardware, groceries and stationery of all kinds, under the name of "Continental Store (Quebec) Ltd."—"Magasin Continental (Québec) Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Deb-Town Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Ruby Smith, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Alva P. Boyd, sténographe, fille majeure, de la cité de Montréal, et A. Hyman Mettarlin, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits textiles, robes, vêtements et accessoires, sous le nom de "Deb-Town Inc.", avec un capital de

**Deb-Town Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Ruby Smith, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, Alva P. Boyd, stenographer, spinster, of the city of Montreal, and A. Hyman Mettarlin, notary, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and deal in textiles, dresses, wears and accessories, under the name of "Deb-Town Inc.", with a capital stock of \$20,000

\$20,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

#### Economaster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1949, constituant en corporation: Lucien DeQuoy, commerçant, Roger St-Pierre, comptable, Bernard Nantel, avocat, Madeleine Crépeau et Jacqueline Gougeon, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et en général faire le commerce de tous les appareils de chauffage, sous le nom de "Economaster Inc.", avec un capital-actions divisé en 500 actions sans valeur au pair ou nominale et la compagnie commencera ses opérations avec une somme de \$2,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Lucien De-Quoy, trader, Roger St-Pierre, accountant, Bernard Nantel, advocate, Madeleine Crépeau and Jacqueline Gougeon, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in all kinds of heating apparatus, under the name of "Economaster Inc.", with a capital stock divided into 500 shares without par or nominal value, and the company shall begin its operations with a sum of \$2,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

#### Economaster Inc.

#### Giroux & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois octobre 1949, constituant en corporation: Gérard Giroux, constructeur, Dame Marcelle Clark Giroux, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gérard Giroux, et René Giroux, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction en général, sous le nom de "Giroux & Frères Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Gérard Giroux, builder, Dame Marcelle Clark Giroux, wife separate as to property by marriage contract, of said Gérard Giroux, and René Giroux, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Giroux & Frères Inc." with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

#### Giroux & Frères Inc.

#### Greene Bros Signs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1949, constituant en corporation: Saul G. Greenspoon, David S. Greenspoon, manufacturiers, et Hilda Greenspoon, ménagère, épouse séparée de biens de David S. Greenspoon et dûment autorisée par lui, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'enseignes éclairées à l'électricité, au néon ou autres gaz ou par d'autres substances ou éléments, sous le nom de "Greene Bros Signs Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Saul G. Greenspoon, David S. Greenspoon, manufacturers, and Hilda Greenspoon, housewife, wife separate as to property of David S. Greenspoon, and duly authorized by him, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in signs illuminated by electricity, neon or other gas, or other substances or elements, under the name of "Greene Bros Signs Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 2,000 common shares of the par value of \$5 each, and 900

#### Greene Bros Signs Ltd.

chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1949, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., avocat, Morris Shuter, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Harry Batshaw, C.R., avocat, de la cité de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme marchands, importateurs, manufacturiers et distributeurs de fourrures, peaux, vêtements de fourrures, habits et vêtements, sous le nom de "J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**J. O. Desjardins Co. Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1949, constituant en corporation: Alice Boire, fille majeure, sténographe, Claude Ducharme, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Guy Desjardins, avocat de l'Abord-à-Plouffe, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de fabricants, manufacturiers, marchands de meubles meublants de toutes sortes, sous le nom de "J. O. Desjardins Co. Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 4,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 12299, Boulevard Reed, Cartierville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-0 L. DÉSILETS.

**Joseph Walsh Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat, et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Joseph Walsh, marchand, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme encanteurs publics et privés, sous le nom de "Joseph Walsh

preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-0 Deputy Attorney General.

**J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1949, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., advocate, Morris Shuter, accountant, both of the city of Montreal, and Harry Batshaw, K.C., advocate, of the city of Westmount, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealers in, importers, manufacturers and distributors of furs, pelts, fur garments, clothing and wearing apparel under the name of "J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-0 Deputy Attorney General.

**J. O. Desjardins Co. Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1949, incorporating: Alice Boire, spinster, stenographer, Claude Ducharme, advocate, both of the city of Montreal, and Guy Desjardins, advocate, of "L'Abord-à-Plouffe, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as makers, manufacturers of and dealers in furnitures of every kind, under the name of "J. O. Desjardins Co. Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 4,800 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 12299 Reed Boulevard, Cartierville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Joseph Walsh Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Joseph Walsh, merchant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of public and private auctioneers, under the name of "Joseph Walsh

Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**Jos. Fortin & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Jos Fortin, commerçant, Claude Fortin, étudiant, et Pauline Fortin, fille majeure, tous trois domiciliés à Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épicerie, grain, foin, provisions de ferme de toutes sortes, sous le nom de "Jos Fortin & Fils Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Edifice C.P.R., rue Henderson, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Les Propriétaires de Maisons Uniques Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: J. Edouard Quevillon, commis, Raymond Lapointe, commis de bureau, et Marcel Jourdain, contrôleur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer l'esprit civique chez les membres de la corporation, sous le nom de "Les Propriétaires de Maisons Uniques Inc."

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Mac-Ann Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1949, constituant en corporation Max S. Kaufman, avocat, Marvin Riback, avocat, tous deux de la cité de Montréal et Leonore Gloven, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et, en général, faire le commerce de toutes sortes de machines, outils, métaux, produits en métal et appareils électriques, sous le nom de "Mac-Ann Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**Jos. Fortin & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Jos. Fortin, trader, Claude Fortin, student, and Pauline Fortin, spinster, all three domiciled at Sillery, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in groceries, grain, hay, farm products of every kind, under the name of "Jos. Fortin & Fils Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the C.P.R. Building, Henderson Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Les Propriétaires de Maisons Uniques Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: J. Edouard Quevillon, clerk, Raymond Lapointe, office clerk, and Marcel Jourdain, comptroller, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop the spirit of citizenship amongst the members of the corporation, under the name of "Les Propriétaires de Maisons Uniques Inc."

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Mac-Ann Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Marvin Riback, advocate, both of the City of Montreal, and Leonore Gloven, secretary, spinster, of the City of Outremont, all in the the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, and generally deal in all kinds of machines, utensils, metal, metal products and electrical appliances, under the name of "Mac-Ann Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**Metropolitan Braids Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre octobre 1949, constituant en corporation: William Cheifetz, vendeur, Evelyn London Cheifetz, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Cheifetz et dûment autorisée par lui, et Moses Moscovitch, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de galons, étoffes, tissus et produits textiles de toutes descriptions, sous le nom de "Metropolitan Braids Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**Metropolitan Braids Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1949, incorporating: William Cheifetz, salesman, Evelyn London Cheifetz, housewife, wife separate as to property of the said William Cheifetz and duly authorized by him, and Moses Moscovitch, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in braids, cloths, fabrics and textiles, of all descriptions, under the name of "Metropolitan Braids Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 700 preferred shares of the par value of \$50. each, and 100 common shares of the par value of \$50 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**Obrun Fashions Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq octobre 1949, constituant en corporation: Jack Oberfeld, Issie Rubin et Allan Rubin, tous manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de toutes sortes de tissus, robes et autres vêtements, sous le nom de "Obrun Fashions Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**Obrun Fashions Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of October, 1949, incorporating: Jack Oberfeld, Issie Rubin and Allan Rubin, all manufacturers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in all kinds of fabrics, dresses and other garments, under the name of "Obrun Fashions Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**Paragon Jewellery Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat, de la cité d'Outremont, Gerald-Eugène Sullivan, avocat, de Beaconsfield, et Claire Lapointe, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme bijoutiers et horlogers, sous le nom de "Paragon Jewellery Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

**Paragon Jewellery Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Albert Malouf, advocate, of the city of Outremont, Gerald-Eugène Sullivan, advocate, of Beaconsfield, and Claire Lapointe, secretary, spinster, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of silversmiths and clock makers, under the name of "Paragon Jewellery Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**Restaurant Coronet, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

**Restaurant Coronet, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Paul Turgeon, comptable, Marthe Morel et Anne-Marie Lajeunesse, sténographes, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de restaurateur, sous le nom de "Restaurant Coronet, Inc.", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

#### Ronald Caron Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit septembre 1949, constituant en corporation: Ronald Caron, Abe Pantel, marchands, Norma Ornstein et Suzanne Claude, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de meubles, effets de ménage, quincaillerie, accessoires de plomberie et appareils électriques, sous le nom de "Ronald Caron Ltée", avec un capital de \$30,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

#### Shamie Realities, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1949, constituant en corporation: Joseph Helal, avocat, et conseil en loi du Roi, Nathan Harold Caplan, Samuel Lyon Caplan, notaires, Ann Rachel Caplan et Ida Stein, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer et gérer les opérations d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Shamie Realities, Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune et en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057 L. DÉSILETS.

#### Simon's Camera Exchange Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois octobre 1949, constituant en corporation: Jack Rudner, Irwin Cohen, avocats et Celia Co-

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Paul Turgeon accountant, Marthe Morel and Anne-Marie Lajeunesse, stenographers, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keeper, under the name of "Restaurant Coronet, Inc.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

#### Ronald Caron Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of September, 1949, incorporating: Ronald Caron, Abe Pantel, merchants, Norma Ornstein and Suzanne Claude, stenographers, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, household effects, hardware, plumbing supplies, electrical appliances, under the name of "Ronald Caron Ltée", with a capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of a par value of \$100, each, and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

#### Shamie Realities, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1949, incorporating: Joseph Helal, advocate and King's Counsel, Nathan Harold Caplan, Samuel Lyon Caplan, notaries, Ann Rachel Caplan and Ida Stein, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on and manage the operation of the realty company under the name of "Shamie Realities, Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of \$100 each and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

#### Simon's Camera Exchange Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of October, 1949, incorporating: Jack Rudner, Irwin Cohen, advocates, and Celia Cohen, stenographer,

hen, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de cameras et autres appareils et accessoires de photographie, sous le nom de "Simon's Camera Exchange Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1949.

L'Assistant-procureur géral,  
26057 L. DÉSILETS.

**St-Lawrence Metals Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du sept octobre 1949, constituant en corporation: Georges Couture, industriel, Rita Couture, secrétaire, et Cécile McGee, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Construire, vendre et autrement aliéner tous matériaux ou outils, machineries, équipements et appareils; des navires, et bateaux de toute espèce, des bâtiments de tout genre, sous le nom de "St-Lawrence Metals Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le sept octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**Textelle, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre octobre 1949, constituant en corporation: Jean-P. Héroux, Robert Letendre, marchands, et Rita Raymond, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de produits textiles, sous le nom de "Textelle, Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 760, ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre octobre 1949.

L'Assistant-procureur général,  
26057-o L. DÉSILETS.

**The Traffic Club of Montreal Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente septembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre A. Marchand, Frederick T. Parker et Francis J. McCann, tous

spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in cameras and other photographic apparatus and supplies, under the name of "Simon's Camera Exchange Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 200 preferred shares having a par value of \$100 each, and 300 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057-o Deputy Attorney General.

**St-Lawrence Metals Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventh day of October, 1949, incorporating: Georges Couture, industrialist, Rita Couture, secretary, and Cécile McGee, stenographer, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To build, sell and otherwise dispose of all kinds of materials or tools, machinery, equipment and apparatus; ships, boats and vessels of all kinds, under the name of "St-Lawrence Metals Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**Textelle, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1949, incorporating: Jean P. Héroux, Robert Letendre, merchants, and Rita Raymond, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in textile products, under the name of "Textelle, Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 760 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of October, 1949.

L. DÉSILETS,  
26057 Deputy Attorney General.

**The Traffic Club of Montreal Incorporated**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1949, incorporating without share capital: Pierre-A. Marchand, Frederick T. Parker, and Francis J. McCann, all

gérants de circulation, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir à ses membres des moyens de récréation et de formation intellectuelle et physique, sous le nom de "The Traffic Club of Montreal Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1949.

L'Assistant-procureur général,

26057

L. DÉSILETS.

traffic managers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide for its members means of recreation and mental and physical instruction, under the name of "The Traffic Club of Montreal Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited to \$50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1949.

L. DÉSILETS,

26057-o

Deputy Attorney General.

## Département du Travail

### AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 3365 du 1er septembre 1944 et amendements, relatif aux métiers de barbiers, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec.

A l'article I dudit décret, la description de la zone IV sera modifiée comme suit:

a) Le village de St-Georges de Cacouna, la municipalité de l'Île Verte et les municipalités de St-Arsène et de Ste-Françoise seront radiés.

b) Les mots "et un rayon de 10 milles de leurs limites" seront remplacés par les mots "et un rayon de 2 milles de leurs limites".

Durant les trente (30) jours à compter de la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949.

26066-o

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les deux règlements spéciaux du Comité conjoint du commerce d'horlogerie et de bijouterie des Cantons de l'Est, concernant la tenue du registre et le rapport mensuel, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 275-C du 4 mars 1948 et publiés dans la *Gazette officielle de Québec* du 13 mars 1948, ont été modifiés par l'arrêté en conseil numéro 1221-D du 2 novembre 1949, en y ajoutant les mots "et ses modifications" après les mots "le décret numéro 163 du 12 février 1948".

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949

26081-o

## Department of Labour

### NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 3365 of September 1, 1944, and amendments, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Quebec.

In section I of the said decree, the description of zone IV will be amended as follows:

a) The village of St. Georges de Cacouna, the municipality of L'Île Verte and the parish municipalities of St. Arsene and Ste. Françoise will be stricken off.

b) The words "and a radius of ten (10) miles from their limits" will be replaced by the words "and a radius of two (2) miles from their limits".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12 1949.

26066-o

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the two special by-laws of the Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Townships, concerning the keeping of a register and the monthly report, approved by Order in Council number 275-C of March 4, 1948, and published in the *Quebec Official Gazette* of March 13, 1948, have been amended by Order in Council number 1221-D of November 2, 1949, and the words "and its amendments" are added after the words "decree number 163 of February 12, 1948".

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949.

26081-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, commerce de gros, lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3723 du 6 octobre 1944, et amendements.

On demande que la clause suivante soit ajoutée à la suite du premier alinéa de l'article VII:

"Lorsque le Jour de Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le premier jour non férié qui suivra le Jour de Noël et celui qui suivra le Premier de l'An seront des jours chômés et payés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26081-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) that the Fur Industry Parity Committee, wholesale trade, has submitted to him a request to amend the decree number 3723 of October 6, 1944, and amendments.

It is requested that the following clause be added at the end of the first paragraph of section VII: "When Christmas and New Year's Day fell on Sunday, the first working day following Christmas Day and the one following New Year's Day shall be considered as holidays with pay."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949. 26081-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3516 du 21 septembre 1944, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Windsor et un rayon de 3 milles de ses limites:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"b) En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler à la vente ou à la livraison des marchandises couvertes par le décret et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente ou à la livraison des marchandises couvertes par le décret."

2° Le paragraphe suivant sera ajouté à l'article IV:

"e) *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en plus des heures régulières déterminées au présent article, doit être rémunéré au taux de salaire et demi, par rapport au salaire régulier, ledit taux étant calculé au prorata du salaire hebdomadaire."

3° L'article IX sera remplacé par le suivant:

"IX. Après une année de service, tout salarié a droit à un congé annuel payé de sept (7) jours consécutifs basé sur deux pour cent (2%) de son salaire de l'année écoulée. En cas de fraction d'année, tout salarié a droit à un congé payé de une demi-journée par mois, calculé au prorata de 2% de son salaire pour cette fraction d'année."

4° L'article XIV sera remplacé par le suivant:

"XIV. Dans le cas où l'employeur loge et nourrit son salarié, il a le privilège d'exiger de ce dernier un montant n'excedant pas \$4.00 par semaine pour chambre et pension ou \$1.25 pour la chambre seulement."

5° A l'article XV, le taux horaire de "0.25" sera remplacé par "\$0.35".

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3516 of September 21, 1944, relating to the commercial establishments in the town of Windsor and a radius of 3 miles from its limits:

1. Subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"b) Outside the hours mentioned above, no employee shall work at the same or delivery of merchandise to which the decree applies and no employer or professional employer shall cause work to be done by an employee in the same or delivery of merchandise to which the decree applies."

2. The following subsection will be added to section IV:

"e) *Overtime*: All work performed in excess of the standard hours determined in the present section shall be paid for at the rate of time and a half, based on the regular rate of pay, the said rate to be computed at pro rata of the weekly wages."

3. Section IX will be replaced by the following:

"IX. After one year of service, every employee is entitled to an annual vacation of seven (7) consecutive days with pay equal to two per cent (2%) of his wages for the year elapsed. In case of fraction of year, every employee is entitled to a vacation of one half day per month paid at the rate of two per cent (2%) of his wages for such fraction of year."

4. Section XIV will be replaced by the following:

"XIV. When an employer provides his employee with room and board, he may charge \$4.00 per week for room and board or \$1.25 per week for room only."

5. In section XV, the hourly rate of "0.25" will be replaced by "\$0.35".

6° L'article XVI sera remplacé par le suivant:

"XVI. Les taux de salaire ne doivent pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

|                 | Par semaine |
|-----------------|-------------|
| 25%—Classe "A". | \$20.00     |
| 25%—Classe "B". | 18.00       |
| 25%—Classe "C". | 15.00       |
| 25%—Classe "D". | 13.00       |

Le taux de salaire de l'apprenti est de \$11.00 par semaine; après six (6) mois d'expérience, il doit recevoir le taux de salaire prévu par la classe à laquelle il appartient.

Dans le cas où il n'y a qu'un salarié régulier sur la liste de paye, il est considéré comme appartenant à la classe "B".

Dans le cas où il y a deux salariés réguliers, un de ces salariés est considéré comme appartenant à la classe "A" et l'autre est considéré comme appartenant à la classe "D".

7° La demande présentée par l'Association des Marchands détaillants du Canada (Québec), inc., succursale de Windsor, à l'effet d'être traitée comme partie contractante de deuxième part, sera considérée.

Durant les trente (30) jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26081-0

#### AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2861 du 17 juillet 1946, relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Richmond, la municipalité de Melbourne et un rayon de 3 milles de leurs limites:

1° Le paragraphe "b" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"b) En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler à la vente ou à la livraison des marchandises couvertes par le décret et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente ou à la livraison des marchandises couvertes par le décret."

2° L'article V-A suivant sera ajouté:

"V-A. *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en plus des heures régulières déterminées au présent article, doit être rémunéré au taux de salaire et demi, par rapport au salaire régulier, ledit taux étant calculé au prorata du salaire hebdomadaire."

Durant les trente (30) jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26081-0

6. Section XVI will be replaced by the following:

"XVI. The following shall be the minimum rates of wages:

|                | Per week |
|----------------|----------|
| 25%—Class "A". | \$20.00  |
| 25%—Class "B". | 18.00    |
| 25%—Class "C". | 15.00    |
| 25%—Class "D". | 13.00    |

The apprentice shall receive a minimum of \$11.00 per week; after six (6) months of experience, he shall receive the wage rate provided for the class to which he belongs.

When there is but one regular employee on the payroll, he is considered as belonging to class "B".

When there are two regular employees, one is considered as belonging to class "A" and the other is considered as belonging to class "D".

7. The request of The Retail Merchants Association of Canada (Quebec), inc., Windsor Branch to be treated as contracting party of the second part will be considered.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 12, 1949. 26081-0

#### NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2861 of July 17, 1946, relating to the commercial establishments of the town of Richmond, the municipality of Melbourne and a radius of 3 miles from their limits:

1. Subsection "b" of section IV will be replaced by the following:

"b) Outside the hours mentioned above, no employee shall work at the sale or delivery of merchandise to which the decree applies, and no employer or professional employer shall cause work to be done by an employee in the sale or delivery of merchandise to which the decree applies."

2. The following section V-A will be added:

"V-A. *Overtime*: All work done in excess of the regular hours determined in the present section shall be paid for at the rate of time and a half, based on the regular rate of pay, the said rate to be computed at pro rata of the weekly wages."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Québec, November 12, 1949. 26081-0

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section III du décret numéro 3173 du 16 août 1949, relatif à l'Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ladite section III, concernant l'industrie du marbre, de la façon suivante:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (S.R.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the decree No. 3173 of August 16, 1949, relating to the Building Material Industry, Part III, have submitted to him a request to amend the said part III, relating to the Marble Industry, as follows:

A partir du 1er mars 1950, les taux de salaires minima apparaissant à l'article II, pour chacun des métiers ci-après mentionnés, sont remplacés par les suivants:

1. As from March 1, 1950, the minimum rates of wages mentioned in Article II for each one of the following trades shall be replaced by the following ones:

| "Métiers"   | Taux horaires        | "Trades"                               | Wage rate per hour |
|---|----------------------|--|--------------------|
| Tailleur et poseur de marbre .....                            | \$1.54               | Marble cutter and setter .....         | \$1.54             |
| Tailleur de marbre à la main .....                            | 1.32                 | Hand Cutter .....                      | 1.32               |
| Apprenti tailleur de marbre:                                  |                      | Apprentice marble cutter:              |                    |
| 1 <sup>e</sup> année .....                                    | 0.88                 | 1 <sup>st</sup> year .....             | 0.88               |
| 2 <sup>e</sup> année .....                                    | 1.00                 | 2 <sup>nd</sup> year .....             | 1.00               |
| 3 <sup>e</sup> année .....                                    | 1.10                 | 3 <sup>rd</sup> year .....             | 1.10               |
| 4 <sup>e</sup> année .....                                    | 1.21                 | 4 <sup>th</sup> year .....             | 1.21               |
| Préposé au fonctionnement de machines à carborundum .....     | 1.26                 | Carborundum machine operator .....     | 1.26               |
| Tailleur à la machine .....                                   | 1.10                 | Machine cutter .....                   | 1.10               |
| Apprenti préposé au fonctionnement de machines à carborundum: |                      | Apprentice carbundum machine operator: |                    |
| 1 <sup>er</sup> semestre .....                                | 0.95                 | 1 <sup>st</sup> six months .....       | 0.95               |
| 2 <sup>e</sup> semestre .....                                 | 1.00                 | 2 <sup>nd</sup> six months .....       | 1.00               |
| 3 <sup>e</sup> semestre .....                                 | 1.10                 | 3 <sup>rd</sup> six months .....       | 1.10               |
| Polisseur à la main et à la machine .....                     | 1.10                 | Hand and machine polisher .....        | 1.10               |
| Apprenti polisseur:   |                      | Apprentice polisher:                   |                    |
| 1 <sup>er</sup> trimestre .....                               | 0.95                 | 1 <sup>st</sup> three months .....     | 0.95               |
| Après trois mois .....  | 1.10                 | after three months .....               | 1.10               |
| Mouleur de terrazzo .....                                     | 1.26                 | Terrazzo Caster .....                  | 1.26               |
| Préposé au compresseur .....                                  | 1.10                 | Compressorman .....                    | 1.10               |
| Ajusteur de scie .....  | 1.10                 | Saw setter .....                       | 1.10               |
| Aide et manœuvre .....  | 0.88                 | Helper and labourer .....              | 0.88               |
| Préposé au fonctionnement des scies:                          |                      | Sawyerman on gang saws:                |                    |
| 1 <sup>er</sup> trimestre .....                               | 0.95                 | 1 <sup>st</sup> three months .....     | 0.95               |
| Après trois mois .....  | 1.10                 | after three months .....               | 1.10               |
| Polisseur de face .....                                       | 1.10                 | Bed rubber Face .....                  | 1.10               |
| Polisseur de bouts .....                                      | 1.10                 | Bed Rubber End .....                   | 1.10               |
| Préposé aux grues .....                                       | 1.10                 | Craneman .....                         | 1.10               |
| Gardien .....   | par semaine \$30.00" | Watchman .....                         | per week \$30.00"  |

2° Du 21 novembre 1949 au 28 février 1950 inclusivement, les ouvriers soumis au présent décret auront droit en plus des taux horaires de l'échelle des salaires du décret N° 3173 du 16 août 1944, amendé par le décret N° 1720 du 16 décembre 1948, à un boni de cinq pourcent (5%) en surplus des taux qui y sont mentionnés tant pour le travail régulier que pour le travail supplémentaire. Ce boni de cinq pourcent (5%) tombera automatiquement à partir du 1er mars 1950.

2. From November 21, 1949 to February 28, 1950 inclusively, the employees under the present decree will be entitled to a bonus of five percent (5%) in extra to the wage rates per hour as mentioned in Decree No. 3173 of August 16, 1944, and amended by Decree No. 1720 of December 16, 1948, both for regular work and overtime. This bonus of five percent (5%) will terminate automatically on March 1, 1950.

3° L'article III sera remplacé par le suivant:

3. Section III shall be replaced by the following:

"III. *Durée régulière du travail:* A partir du 1er mars 1950, les heures de travail des ouvriers des métiers qualifiés sont les suivantes: neuf (9) heures par jour réparties entre 7.00 a.m. et 5.30 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante-cinq (45) heures. Il n'y a aucune limitation quotidienne de la durée du travail pour les surveillants, mais le maximum hebdomadaire est de soixante (60) heures.

"III. *Regular duration of labour:* As from March 1, 1950, hours of work in respect of qualified tradesmen shall be as follows: nine (9) hours per day between 7.00 a.m. and 5.30 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursday and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty-five (45) hours per week. There is no daily limitation of the duration of work of watchmen, but the weekly maximum is sixty (60) hours.

Cependant, la durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis tailleurs de marbre est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, le tout formant un total de quarante (40) heures par semaine.

Tout travail supplémentaire sera payé au taux de temps et demi.

Tout travail exécuté entre minuit et 7.00 a.m., doit être rémunéré à raison de salaire double."

4° L'article IV, sera remplacé par le suivant:

"IV. Travail exécuté en dehors des heures normales: Lorsqu'il est demandé à un ouvrier de travailler en dehors des heures de travail normales, il sera rémunéré comme suit:

a) lorsque le début du travail se fait avant midi, les conditions de travail demeurent les mêmes, soit 8 heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

b) lorsque le travail commence après-midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, les cinq (5) premières heures de travail sont payées à temps simple, les deux (2) heures suivantes sont payées à temps et demi, la huitième (8ème) heure est payée à temps double, ainsi que les suivantes éventuelles.

c) tout travail exécuté après minuit sera rémunéré à temps et demi; cependant la huitième (8ème) heure et les heures subséquentes seront payées à temps double."

5° L'article V sera remplacé par le suivant:

"V. Les jours de la Confédération et de la Fête du Travail devront être payés à temps simple si l'ouvrier ne travaille pas et à condition que ces fêtes ne tombent pas un dimanche. Si l'ouvrier travaille, il sera payé à temps triple."

6. Le paragraphe (b) de l'article VI, sera remplacé par le suivant:

"b) Un employeur ne peut employer plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; cependant, il est permis d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon tailleur de marbre à la main."

7. Les présentes conditions de travail et de salaire seront en vigueur jusqu'au 28 février 1951. Cependant si le 1er septembre 1950 il y avait une majoration d'au moins trois (3) points ou plus dans l'indice de la vie (indice publié par le bureau de la statistique du gouvernement fédéral pour la ville de Montréal) en prenant pour base l'indice au 1er septembre 1949, les taux de salaires seraient majorés de un cent pour chaque point d'augmentation (les fractions de point étant à négliger.

Cette augmentation s'arrêtera le 28 février 1951, date d'expiration du contrat collectif.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949.

26081-0

However, the maximum duration of work of marble cutters and apprentice marble cutters shall be of eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a total of forty (40) hours per week.

Work done in excess of the standard hours shall be paid at the rate of time and a half.

Work done between 12.00 midnight and 7.00 a.m. shall be paid at double rate."

4. Section IV shall be replaced by the following:

"IV. Operations carried outside regular working hours: Whenever an employee is requested to work outside regular working hours, he shall be paid as follows:

a) if the work starts before noon, working conditions are the same, 8 hours at regular rate and all work performed in addition to the regular day's work shall be paid at the rate of time and half.

b) if the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the first five (5) hours shall be paid at regular rate, the two (2) following hours at time and half and the eighth (8) hour shall be paid at double rate, as well as the succeeding ones.

c) any work executed after midnight shall be paid in time and half, however the eighth (8) hour and the following ones shall be paid at double rate."

5. Section V shall be replaced by the following:

"V. Dominion Day and Labour Day shall be paid at regular rate if the employee is not working and provided these holidays do not fall on a Sunday. If the employee is working he shall be paid at triple rate."

6. Paragraph (b) of Article VI Apprenticeship shall be replaced by the following:

"b) No employer shall have more than one (1) apprentice to three (3) qualified tradesmen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each hand cutter."

7. The present conditions of work and wages rates shall be in force until February 28, 1951. However, if on September 1, 1950, there is an increase of at least three (3) points or more in the index of cost of living (index published by the Department of Statistics of the Federal Government for Montreal City) taking as basis the index as at September 1, 1949, the wage rates would be raised by one cent each point of increase (decimal fractions being omitted).

This increase shall cease on February 28, 1951, expiry date of the collective contract.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949.

26081-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des conventions collectives (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre

D'UNE PART:

L'Association des maitres-imprimeurs, Saguenay-Lac St-Jean;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national des imprimeurs de Chicoutimi Inc.; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* a) Dans le décret, le mot "Compagnon" signifie un ouvrier typographe, linotypiste, monotypiste, pressier, relieur ou clicheur, qui a un certificat de qualification lui donnant droit au salaire minimum stipulé ci-après.

b) Le mot "Apprenti" signifie un ouvrier junior, typographe, linotypiste, monotypiste, pressier, relieur ou clicheur, ou toute personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés ci-haut et qui a droit d'être rémunéré suivant l'échelle des salaires prévue par la période d'apprentissage.

c) Sous le nom de "Typographe", sont compris: les compositeurs à la main, les préposés à l'imposition et les metteurs en page.

d) Sous le nom de "Linotypiste", sont compris: les préposés à la composition de la matière, sur les machines à composer et à couler "Linotype".

e) Sous le nom de "Monotypiste" sont compris: les préposés à la composition de la matière sur les machines à composer et à couler "Monotype".

f) Sous le nom de "Pressier", sont compris les pressiers de cylindres, de platine et leurs assistants, les fileurs sur presse, cylindres et platines.

g) Sous le nom de "Relieur", sont compris: les hommes de banc, les réglers, les relieurs, les préposés à la couture et à l'assemblage, les brocheurs, les coupeurs et les autres divisions de métiers.

h) Sous le nom de "Clicheur", sont compris: les préposés à la clicherie et au coulage des matrices."

II. *Jurisdiction territoriale:* La jurisdiction territoriale de la présente convention, comprend les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay.

III. *Durée du travail:* La semaine de travail sera de quarante-quatre (44) heures. La journée de travail sera répartie entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., les cinq (5) premiers jours de la semaine; et entre 8.00 a.m. et midi le samedi.

IV. *Salaires minima:* a) Le salaire minimum pour les "Compagnons", sera de une piastre et quinze (\$1.15) l'heure. Ce taux s'applique à toutes les entreprises qui ont 8 employés et plus. Dans les autres entreprises, le taux de salaire des compagnons sera de une piastre et cinq (\$1.05) l'heure.

b) Les "Filles" employées à la "Reliure", recevront les salaires minima suivants:

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maitres-Imprimeurs, Saguenay—Lac St. Jean."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Imprimeurs de Chicoutimi Inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* a) In the decree, the word "Journeyman" means a typographer, linotypist, monotypist, pressman, bookbinder or stereotyper with a certificate of competency which entitles him to the minimum wage rate hereafter stipulated.

b) The word "Apprentice" means a junior typographer, linotypist, monotypist, pressman, bookbinder or stereotyper, or any person learning any one of the trades mentioned above and entitled to a remuneration based upon the wage scale provided for the period of apprenticeship.

c) The word "Typographer" shall include: hand composition employees, imposition employees and page-setters.

d) The word "Linotypist" shall include: composition employees on composing and casting machines "Linotype".

e) The word "Monotypist" shall include: composition employees on composing and casting machines "Monotype".

f) The word "pressman" shall include: cylinder and platen pressman and their assistants, cylinder and platen press feeders.

g) The word "Bookbinder" shall include: benchmen, rulers, bookbinders, sewing and assembling employees, stapling and cutting machine operators and the other branches of the trade.

h) The word "Stereotyper" shall include: stereotyping and die casting employees.

II. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present agreement applies to the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay.

III. *Duration of work:* The work week shall be one of forty-four (44) hours. The day shall be worked between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five (5) days of the week, and between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

IV. *Minimum wages:* a) The minimum wage rate for Journeymen shall be one dollar and fifteen cents (\$1.15) per hour. This rate applies to all concerns with 8 or more employees. As for the other establishments, the wage rate of journeymen shall be one dollar and five cents (\$1.05) per hour.

b) Bookbinding female employees shall receive the following minimum wages:

|  | <i>l'heure</i> |  | <i>per hour</i> |
|--|----------------|--|-----------------|
| Premier semestre (1100 heures) . . . . .   | \$0.34         | First six months (1100 hours) . . . . .  | \$0.34          |
| Deuxième semestre (2200 heures) . . . . .  | 0.37           | Second six months (2200 hours) . . . . . | 0.37            |
| Troisième semestre (3300 heures) . . . . . | 0.43           | Third six months (3300 hours) . . . . .  | 0.43            |
| Quatrième semestre (4400 heures) . . . . . | 0.47           | Fourth six months (4400 hours) . . . . . | 0.47            |
| Cinquième semestre (5500 heures) . . . . . | 0.49           | Fifth six months (5500 hours) . . . . .  | 0.49            |
| Sixième semestre (6600 heures) . . . . .   | 0.51           | Sixth six months (6600 hours) . . . . .  | 0.51            |

c) La paye aura lieu toutes les semaines.

d) *Travail supplémentaire*: Le travail supplémentaire sera rétribué au taux et demi ( $1\frac{1}{2}$ ) après la semaine régulière et normale de travail laquelle sera diminuée, quant à son nombre d'heures, par les fêtes chômées, les absences motivées et la maladie.

i. Pour les employés de nuit, la semaine régulière de travail sera de quarante-quatre (44) heures.

ii. Tous les employés de nuit seront payés dix pour cent (10%) de plus que les taux horaires des employés de jour.

e) Les propriétaires, gérants ou surintendants d'imprimerie, travaillant le métier seront considérés comme "Compagnon".

V. *Jours de fêtes chômées*: Les fêtes suivantes seront chômées et payées: le Premier de l'An, l'Épiphanie, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël. L'Ascension et le Vendredi-Saint, ce dernier jusqu'à midi, seront chômés mais non payés. Si ces fêtes tombent le dimanche, il y aura congé le lundi ou salaire double s'il y a du travail ce jour-là.

VI. *Congé annuel payé*: Chaque employé bénéficiera d'une semaine entière de congé après une année de service, et ce congé sera accordé au temps jugé opportun après entente entre l'employeur et l'employé. Après la deuxième année, il aura droit à une journée additionnelle de congé payé et ainsi de suite jusqu'à deux semaines.

De plus, ce congé sera rémunéré suivant le salaire de l'employé concerné, sur la base de quarante-quatre (44) heures, pour chaque semaine entière.

VII. *Disposition spéciale*: Tous salariés masculins ou féminins actuellement rémunérés à un taux horaire de gages plus élevé que celui fixé dans la présente convention ne devront subir aucune diminution de salaire. Tous les taux de salaires fixés dans la présente convention sont considérés comme des taux minima.

VIII. *Apprentissage*: a) Dans aucun cas les apprentis ne devront être âgés de moins de seize (16) ans à l'époque de l'entrée en apprentissage et devront posséder un certificat de septième (7ème) année. La durée de l'apprentissage sera de cinq (5) ans pour les typographes; de cinq (5) ans pour les pressiers; de cinq (5) ans pour les relieurs; de trois (3) ans pour les relieuses.

b) On allouera un apprenti au premier compagnon salarié soit: typographe, pressier ou relieur, et on aura droit à un apprenti additionnel lorsque dans l'un ou l'autre des métiers on emploiera deux compagnons, et pour chaque fois que l'on aura atteint le nombre additionnel de deux compagnons. Un employeur pourra demander un nombre additionnel d'apprentis au Comité Paritaire, qui aura la faculté de décider des besoins de l'industrie.

c) *Taux de salaires*: Les apprentis seront rémunérés comme suit:

|                              | <i>l'heure</i> |
|------------------------------|----------------|
| Premier semestre . . . . .   | \$0.35         |
| Deuxième semestre . . . . .  | 0.36           |
| Troisième semestre . . . . . | 0.39           |

c) The pay shall be remitted every week.

d) *Overtime*: Overtime shall be paid at the rate of time and a half ( $1\frac{1}{2}$ ), in excess of the regular and standard work week which shall be reduced, in respect of its number of hours, by the holidays and absences due to illness or other justifiable causes.

i. For night working employees, the regular work week shall be one of forty-hour (44) hours.

ii. All night-working employees shall be paid ten per cent (10%) more per hour than the day-working employees.

e) Owners, managers or superintendants doing trade work shall be considered as "Journey-men".

V. *Holidays*: The following holidays shall be kept and paid: New Year's Day, Epiphany Day, St. Jean-Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception Day and Christmas Day. Ascension and Good Friday, the latter until noon, shall be kept but not paid. Would the above holidays fall on Sunday, the following Monday shall be kept as a holiday otherwise double time shall be paid.

VI. *Annual vacation with pay*: Every employee shall benefit by a complete week of vacation after one year of service, and such vacation shall be given at a time agreed upon between the employer and the employee. After the second year, he is entitled to an additional day of vacation with pay, and so forth up to two weeks.

Furthermore, this holiday shall be paid according to the wages of the employee concerned, on the basis of forty-four (44) hours for each complete week.

VII. *Special provision*: Every male or female employee actually receiving an hourly rate higher than the one set by the present agreement shall suffer no wage reduction. All wage rates determined in the present agreement are considered as minimum rates.

VIII. *Apprenticeship*: a) No apprentice shall be under sixteen (16) years of age at the time he commences his apprenticeship; he shall hold a seventh-year certificate. The duration of apprenticeship shall be one of five (5) years for typographers; five (5) years for pressmen; five (5) years for bookbinders; three (3) years for female bookbinders.

b) An apprentice shall be allowed to the first journeyman, i.e.: typographer, pressman or bookbinder; and additional apprentice may be employed when two journeymen are working in anyone of the trades and for each two additional journeymen. An employer may beg the Parity Committee for an additional number of apprentices; the said committee shall have the power to determine the requirements of the industry.

c) *Rates of wages*: The apprentices shall be remunerated as follows:

|                             | <i>per hour</i> |
|-----------------------------|-----------------|
| First six months . . . . .  | \$0.35          |
| Second six months . . . . . | 0.36            |
| Third six months . . . . .  | 0.39            |

|                          |      |                          |      |
|--------------------------|------|--------------------------|------|
| Quatrième semestre. .... | 0.40 | Fourth six months. ....  | 0.40 |
| Cinquième semestre. .... | 0.50 | Fifth six months. ....   | 0.50 |
| Sixième semestre. ....   | 0.54 | Sixth six months. ....   | 0.54 |
| Septième semestre. ....  | 0.60 | Seventh six months. .... | 0.60 |
| Huitième semestre. ....  | 0.65 | Eighth six months. ....  | 0.65 |
| Neuvième semestre. ....  | 0.78 | Ninth six months. ....   | 0.78 |
| Dixième semestre. ....   | 0.80 | Tenth six months. ....   | 0.80 |

IX. *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvellera automatiquement le 1er juin de chaque année à moins que l'une des parties ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60), ni de moins de trente (30) jours avant le 1er juin de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

X. Aucune des dispositions de la présente convention ne doit être préjudiciable aux conditions existantes, avant la date de sa signature.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec le 12 novembre 1949. 26084-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail dans les cité et canton de Granby, rendue obligatoire par le décret numéro 1354 du 13 octobre 1948, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret, et amendement, de la façon suivante:

1° Le paragraphe "j" suivant sera ajouté à la fin de l'article I:

"j) Le terme "restaurant-épicer" désigne toute personne, compagnie, corporation ou association qui fait, en plus de la vente de l'épicerie, la vente au détail des fruits, amandes, tabacs, cigarettes, liqueurs douces, crème glacée, bonbons, pâtisseries, lait, crème et pain; qui prépare et sert, en outre, de légères collations et des rafraichissements au public consommateur qui en paie le prix."

2° Le paragraphe suivant sera ajouté à la fin de l'article II:

"S'il s'élevait un doute sur la classification d'un des commerces régis par le présent décret, le Comité paritaire a le droit de faire telle classification et de déterminer dans quelle catégorie doit être classé le commerce intéressé."

3° L'article III sera remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail*: a) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le présent décret, sera de cinquante-quatre (54) heures.

Ces heures de travail sont réparties comme suit:

1° Dans les magasins de produits alimentaires:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.;

Le vendredi: entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m.

2° Dans les magasins de ferronnerie et quincaillerie:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m.;

IX. *Duration of the decree*: The decree will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It will renew itself automatically on June 1st of each year unless either contracting party notifies the other in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day prior to June 1st of each year. Such notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

X. None of the provisions of the present agreement shall be prejudicial to the conditions existing before the date of its signing.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949 26084-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in the city and township of Granby, rendered obligatory by the decree number 1354 of October 13, 1948, have submitted to him a request to amend the said decree, and amendment, as follows:

1. The following subsection "j" will be added at the end of section I:

"j) The words "restaurant-keeper and grocer" mean any person, company, corporation or association who, besides selling grocery, does the retail sale of fruits, almonds, tobacco, cigarettes, soft drinks, ice cream, bonbons, pastries, milk, cream and bread, and prepares and serves light lunches and refreshments to the public who pays the price thereof."

2. The following paragraph will be added at the end of section II:

"Should there be a doubt as to the classification of a trade governed by the present decree, the Parity Committee has the right to proceed to such classification and to determine in which category the trade involved is to be classified."

3. Section III will be replaced by the following:

"III. *Duration of work*: a) The standard work week in the establishments governed by the present decree shall be one of fifty-four (54) hours.

These hours shall be distributed as follows:

1. In food products stores:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 7.00 a.m. and 6.00 p.m.

Friday: between 7.00 a.m. and 10.00 p.m.

2. In hardware stores:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 8.00 a.m. and 6.00 p.m.

Le vendredi: entre 8 a.m. et 10.00 p.m.  
 3° Dans tous les autres établissements commerciaux assujettis au décret:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: entre 8.30 a.m. et 6.00 p.m.;

Le vendredi: entre 8.30 a.m. et 10.00 p.m."

4° Le paragraphe 3 de l'article III sera remplacé par le suivant:

"3) Notwithstanding ce qui précède, dans les restaurants-épicerie, les heures de travail seront celles nécessaires à l'entreprise, mais la vente de l'épicerie sera totalement prohibée avant et après les heures de travail des épiciers-bouchers."

5° Le paragraphe "b" de l'article III sera remplacé par le suivant:

"b) Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 au 24 décembre inclusivement, et les deux jours précédant le Premier de l'An, de même que la veille des fêtes chômées mentionnées à l'article IV, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à dix heures du soir, sans supplément de salaire pour le travail fait durant cette période."

6° L'article VI sera remplacé par le suivant: "VI. *Taux des salaires minima*: Aux fins du présent décret, le salaire minimum de la semaine régulière de travail est le suivant:

a) *Commis réguliers du sexe masculin*:

1° Dans les magasins de produits alimentaires:

| <i>Par semaine:</i>           |         |
|-------------------------------|---------|
| Durant la 1ère année. . . . . | \$15.00 |
| Durant la 2ème année. . . . . | 20.00   |
| Durant la 3ème année. . . . . | 24.00   |

Après trois ans d'expérience, la classification et les salaires sont comme suit:

|                                  |         |
|----------------------------------|---------|
| 1/3 dans la classe "A" . . . . . | \$35.00 |
| 1/3 dans la classe "B" . . . . . | 31.00   |
| 1/3 dans la classe "C" . . . . . | 27.00   |

2° Dans tous les autres établissements commerciaux assujettis:

|                                  |         |
|----------------------------------|---------|
| 60% dans la classe "A" . . . . . | \$28.00 |
| 25% dans la classe "B" . . . . . | 22.00   |
| 15% dans la classe "C" . . . . . | 16.00   |

b) *Commis réguliers du sexe féminin*:

|                                  |         |
|----------------------------------|---------|
| 75% dans la classe "A" . . . . . | \$18.00 |
| 25% dans la classe "B" . . . . . | 16.00   |

c) *Commis surnuméraires*:

| <i>L'heure</i>   |        |
|------------------|--------|
| Hommes. . . . .  | \$0.50 |
| Femmes . . . . . | 0.40   |

d) *Livreur (54 heures de travail)*:

| <i>Par semaine</i>                           |         |
|--|---------|
| Camions (de moins de 5,000 livres) . . . . . | \$28.00 |
| Camions (de 5,000 livres et plus) . . . . .  | 32.00   |

e) *Messenger*:

Bicyclette et entretien à la charge de l'employeur . . . . . \$15.00

Bicyclette et entretien à la charge de l'employé . . . . . 19.00"

7° Le paragraphe "i" suivant sera ajouté à la fin de l'article VII:

"i) Dans un restaurant-épicerie, aucun employeur ou salarié ne peut travailler à la vente de produits ordinairement vendus par l'épicier en dehors des heures de travail déterminées pour les épicerie, à l'exception cependant du lait, de la crème, des pâtisseries, des fruits, des amandes, liqueurs douces, crème glacée, bonbons pain, tabacs et cigarettes. Tout nouveau restaurateur qui veut vendre des produits d'épicerie ou de boucherie non énumérés dans le présent article doit séparer par une cloison étanche ce commerce d'épicerie ou de boucherie de son commerce de restaurateur."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle*

Friday: between 8.00 a.m. and 10.00 p.m.

3. In the other commercial establishments governed by the decree:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: between 8.30 a.m. and 6.00 p.m.

Friday: between 8.30 a.m. and 10.00 p.m."

4. Subsection 3 of section III will be replaced by the following:

"3) Notwithstanding the foregoing, in restaurant-groceries, the hours of work shall be those required by the enterprise, but the sale of grocery is absolutely prohibited before and after the hours of work in groceries and butcher-shops."

5. Subsection "b" of section III will be replaced by the following:

"b) During the Holidays period, i.e. from December 20 to December 24 inclusive, and the two days before New Years' Day and the eve of holidays mentioned in section IV, the hours of work may be extended until 10.00 p.m. without extra pay for work performed during such period."

6. Section VI will be replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates*: For the purposes of the present decree, the minimum wages for the regular work week are as follows:

a) *Regular male clerks*:

1. In food products stores:

| <i>Per week</i>               |         |
|-------------------------------|---------|
| During the 1st year . . . . . | \$15.00 |
| During the 2nd year . . . . . | 20.00   |
| During the 3rd year. . . . .  | 24.00   |

After three years of experience, the classification and wages are as follows:

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| 1/3 in class "A" . . . . . | \$35.00 |
| 1/3 in class "B" . . . . . | 31.00   |
| 1/3 in class "C" . . . . . | 27.00   |

2. In all other commercial establishments hereby governed:

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| 60% in class "A" . . . . . | \$28.00 |
| 25% in class "B" . . . . . | 22.00   |
| 15% in class "C" . . . . . | 16.00   |

b) *Regular female clerks*:

|                            |         |
|----------------------------|---------|
| 75% in class "A" . . . . . | \$18.00 |
| 25% in class "B" . . . . . | 16.00   |

c) *Extra clerks*:

| <i>Per hour</i>  |         |
|------------------|---------|
| Male. . . . .    | \$ 0.50 |
| Female . . . . . | 0.40    |

d) *Delivery man (54 hours of work)*:

| <i>Per week</i>                       |         |
|---------------------------------------|---------|
| Truck (less than 5,000 lbs) . . . . . | \$28.00 |
| Truck (5,000 lbs or more) . . . . .   | 32.00   |

e) *Messenger*:

Bicycle and upkeep paid for by employer . . . . . \$14.00

Bicycle and upkeep paid for by employee . . . . . 19.00"

7. The following subsection "i" will be added at the end of section VII:

"i) In a restaurant-grocery, no employer or employee may work at the sale of products ordinarily sold by the grocer outside the hours of work determined for groceries with the exception, however, of milk, cream, pastries, fruits, almonds, soft drinks, ice cream, bonbons, bread, tobacco and cigarettes. Any person setting up in business as a restaurant keeper and wishing to sell grocery or meat products not enumerated in the present section shall have his restaurant and his grocery or meat trade separated by a dividing wall."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official*

de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre. 26084-o

Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949. 26084-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 972 du 30 juin 1948, en ce qui touche les métiers de poseur de marbre, tuiles et terrazzo dans la région de Montréal.

1° A compter du 1er mars 1950, les taux de salaires minima apparaissant à l'article III pour chacun des métiers ci-après mentionnés sont remplacés par les suivants:

|   | <i>l'heure</i> |
|---|----------------|
| Poseur de marbre . . . . .              | \$1.54         |
| Polisseur de marbre à la main . . . . . | 1.21           |
| Poseur de tuile . . . . .               | 1.54           |
| Poseur de terrazzo . . . . .            | 1.54           |
| Polisseur de terrazzo à sec . . . . .   | 1.35           |
| Polisseur de terrazzo humide . . . . .  | 1.15           |

2° A partir du 1er mars 1950, les taux de salaires minima apparaissant aux paragraphes "f" et "h" de l'article XX, seront remplacés par les suivants:

|  |        |
|--|--------|
| f) Apprentis poseurs de marbre, tuile et terrazzo: |        |
| 1e année . . . . .                                 | \$0.95 |
| 2e année . . . . .                                 | 1.05   |
| 3e année . . . . .                                 | 1.21   |
| 4e année . . . . .                                 | 1.35   |
| h) Apprentis polisieurs de terrazzo à sec:         |        |
| les trois premiers mois . . . . .                  | 1.05   |
| deuxième période de trois mois . . . . .           | 1.21   |
| après six mois . . . . .                           | 1.35   |
| Apprentis polisieurs de terrazzo humide:           |        |
| les trois premiers mois . . . . .                  | 1.00   |
| après trois mois . . . . .                         | 1.15   |

3° Du 21 novembre 1949 au 28 février 1950 inclusivement, les salariés soumis au présent décret auront droit, en plus des taux horaires de l'échelle des salaires du décret numéro 972 du 30 juin 1948, amendé par le décret numéro 1390-D du 21 octobre 1948, à un boni de cinq pourcent (5%) en surplus des taux qui y sont mentionnés tant pour le travail régulier que pour le travail supplémentaire. Ce boni de cinq pourcent (5%) tombera automatiquement à partir du 1er mars 1950.

4° Le paragraphe "b" de l'article XXIV "section C", deviendra le dernier alinéa du paragraphe "a" du même article, et le nouveau paragraphe "b" suivant sera ajouté:

"b) *Durée régulière du travail:* A partir du 1er mars 1950, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés sont les suivantes: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante heures (40)."

5° Le paragraphe "c" de l'article XXIV sera remplacé par le suivant:

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to those provisions of the decree number 972 of June 30, 1948, respecting the marble, tile and terrazzo layers in the district of Montreal.

1° As of March 1, 1950, the minimum wage rates mentioned in section III for each one of the trades hereinafter mentioned will be replaced by the following ones:

|   | <i>per hour</i> |
|---|-----------------|
| Marble setter . . . . .                             | \$1.54          |
| Hand Marble Polisher . . . . .                      | 1.21            |
| Tile Setter . . . . .                               | 1.54            |
| Terrazzo Setter . . . . .                           | 1.54            |
| Terrazzo polishing machine operator (dry) . . . . . | 1.35            |
| Terrazzo polishing machine operator (wet) . . . . . | 1.15            |

2° As of March 1, 1950, the minimum wage rates mentioned in section XX, subsections "f" and "h", will be replaced by the following ones:

|   |        |
|---|--------|
| f) Apprentice in the trades of marble, tile and terrazzo setters: |        |
| 1st year . . . . .  | \$0.95 |
| 2nd year . . . . .  | 1.05   |
| 3rd year . . . . .  | 1.21   |
| 4th year . . . . .  | 1.35   |
| h) Apprentice terrazzo polishing machine operator (dry):          |        |
| 1st three months . . . . .  | 1.05   |
| Second period of three months . . . . .                           | 1.21   |
| After six months . . . . .  | 1.35   |
| Apprentice terrazzo polishing machine operator (wet):             |        |
| 1st three months . . . . .  | 1.00   |
| After three months . . . . .                                      | 1.15   |

3° From November 21, 1949 to February 28, 1950 inclusively, the employees under the present decree will be entitled to a bonus of five percent (5) in extra to the wage rates per hour as mentioned in decree No. 972 dated June 30, 1948, and amended by Decree No. 1390-D of October 21, 1948, both for regular work and overtime. This bonus of five percent (5%) will terminate automatically on March 1, 1950.

4° Subsection "b" of section XXIV "part C", will become the last paragraph of subsection "a" of the same section, and the following new subsection "b" will be added:

"b) *Regular duration of labour:* As of March 1, 1950, the maximum hours of work in respect of qualified tradesmen, shall be as follows: eight (8) hours per day between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week."

5° Subsection "c" of section XXIV will be replaced by the following:

"c) *Travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire, i.e. celui qui est exécuté en plus du nombre d'heures régulières de travail doit être rémunéré à temps et demi.

*Travail exécuté en dehors des heures normales*: Lorsqu'un salarié est requis de travailler en dehors des heures de travail normales, il sera rémunéré comme suit:

1. lorsque le début du travail se fait avant midi, les conditions de travail demeurent les mêmes, soit 8 heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

2. lorsque le travail commence après midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, les cinq (5) premières heures de travail sont payées à temps simple, les deux (2) heures suivantes sont payées à temps et demi, la huitième (8ème) heure est payée à temps double, ainsi que les heures suivantes éventuelles.

3. tout travail exécuté après minuit sera rémunéré à temps et demi; cependant, la huitième (8ème) heure et les heures subséquentes seront payées à temps double.

4. les jours de la Confédération et de la Fête du Travail doivent être payés à temps simple si le salarié ne travaille pas et à condition que ces fêtes ne tombent pas un dimanche. Si le salarié travaille, il doit être payé à temps triple."

6° Au paragraphe "d-1" dudit article XXIV, les mots "du lieu du domicile du salarié" sont ajoutés après les mots "pour fin du déplacement".

7° Le paragraphe "f" dudit article XXIV sera remplacé par le suivant:

"f) A compter du 21 novembre 1949, les conditions d'apprentissage seront les suivantes:

1. la limite d'âge des apprentis sera de 18 à 25 ans.

2. la durée de l'apprentissage sera de: 4 années pour les poseurs de marbre, tuile et terrazzo; 6 mois pour les polisseurs de terrazzo à sec; 3 mois pour les polisseurs de terrazzo humide.

3. le nombre d'apprentis n'excèdera pas un par trois ouvriers qualifiés de chacun des métiers assujettis au présent décret.

4. cependant, pour permettre aux apprentis actuellement en cours de formation de terminer leur apprentissage, les employeurs ayant présentement un prorata supérieur à 1 apprenti pour 3 ouvriers qualifiés seront autorisés à le maintenir jusqu'au moment où leurs apprentis deviendront des ouvriers qualifiés. Si un tel employeur venait à manquer d'ouvrage provisoirement, il pourrait prêter un ou plusieurs apprentis à un autre employeur pouvant les employer et ce dernier sera ainsi autorisé provisoirement à dépasser tel prorata.

5. seuls les apprentis ayant fait un stage d'apprentissage à la Commission d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment pourront obtenir une carte d'apprenti émise sous la surveillance du comité conjoint et qui aura été approuvée au préalable par la Commission d'apprentissage.

6. après sa première année d'apprentissage l'apprenti devra subir un examen s'il désire que sa carte d'apprentissage soit renouvelée pour la deuxième année. Cet examen sera passé au centre d'apprentissage de ladite Commission. Si l'apprenti échoue à l'examen, il sera rejeté du métier.

7. lorsqu'un apprenti termine sa quatrième année, il devra passer un dernier examen au centre d'apprentissage de la Commission. Sa carte de compagnon ne lui sera donnée que s'il

"c) *Overtime*: All work performed in addition to the regular day's work shall be paid at the rate of time and half.

*Operations carried outside regular working hours*: Whenever an employee is requested to work outside regular working hours, he shall be paid as follows:

1. if the work starts before noon, working conditions are the same, 8 hours at regular rate and all work performed in addition to the regular days' work shall be paid at the rate of time and half.

2. if the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the first five (5) hours shall be paid at regular rate, the two following hours at time and half and the eighth (8) hour shall be paid at double rate, as well as the succeeding ones.

3. any work executed after midnight shall be paid at time and half; however the eighth (8) hour and the following ones shall be paid at double rate.

4. Dominion Day and Labour Day shall be paid at regular rate if the employee is not working and provided these holidays do not fall on a Sunday. If the employee is working, he shall be paid at triple rate."

6° In subsection "d-1" of the said section XXIV, the words "from the City limits" are replaced by the words "from the employee's home".

7° Subsection "f" of the said section XXIV will be replaced by the following:

"f) As from November 21, 1949, apprenticeship shall be as follows:

1. Age limit for apprentices shall be 18 to 25 years old.

2. The period of apprenticeship shall be as follows: 4 years for marble, tile and terrazzo setters; 6 months for terrazzo polishing machine operator (dry); 3 months for terrazzo polishing machine operator (wet).

3. The number of apprentices shall not exceed one (1) apprentice for each three (3) qualified tradesmen of each category of the trades mentioned in the present decree.

4. However, apprentices actually being trained shall be permitted to terminate their apprenticeship; consequently, employers having actually a quota superior to 1 apprentice for 3 qualified tradesmen shall be authorized to keep the same quota until their apprentices become qualified tradesmen. If such an employer is temporarily without work, he may lend one or more apprentices to another employer and this employer shall then be authorized temporarily to exceed his quota.

5. Apprenticeship cards (or working permit) approved by the Joint Committee shall be issued only in favour of apprentices who have taken an apprenticeship course at the Building Trades Training Centre and such cards shall be endorsed by the Training Centre.

6. Apprenticeship card shall be renewed for a second year only after the apprentice has passed an examination at the termination of his first year of apprenticeship. This examination shall take place at the Training Centre. If the apprentice does not succeed, he shall be rejected by the trade.

7. When an apprentice terminates his fourth year, he shall pass a final test at the Training Centre. A journeyman's card shall be given to him only if he succeeds in his examination. If



Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26084-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949. 26084-o

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

#### D'UNE PART:

La Boulangerie Racine Ltée., La Boulangerie Excelsior.

#### Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National des Employés de la Boulangerie et Pâtisserie de Granby, Inc. pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "employeur" signifie tout individu société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrages.

b) Le mot "salarié" comprend tout apprenti, manoeuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société.

c) Les mots "distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries" signifient le vendeur, solliciteur et collecteur qui est en charge d'une livraison de pain, de gâteaux et de pâtisseries, qu'elle soit faite en voiture à traction animale ou en camion ou de toute autre manière possible.

d) Les termes "1er boulanger" et "1er pâtissier" désignent un ouvrier affecté à la direction du personnel et de la production.

e) Le terme "boulanger" signifie un ouvrier qui possède les qualifications requises dans la fabrication du pain, des brioches ou tout autre produit à base de levure.

f) Le terme "pâtissier" signifie un ouvrier qui possède les qualifications requises dans la préparation complète des gâteaux, des biscuits ou pâtisseries de toutes sortes.

g) Le terme "homme de four" signifie un ouvrier qui est affecté à la surveillance de la cuisson du pain et des pâtisseries de toutes sortes.

h) Le terme "pâtissier spécialisé" signifie tout ouvrier spécialisé dans la fabrication de tous gâteaux de fantaisie, pièces montées ou glacage de fantaisie.

#### II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction territoriale*:

La jurisdiction territoriale du décret comprendra la ville de Granby et un périmètre de cinq (5) milles de rayon autour de ses limites.

b) *Jurisdiction industrielle*: La jurisdiction industrielle du décret comprendra tout atelier de boulangerie ou de pâtisserie situé dans la jurisdiction territoriale définie au paragraphe précédent.

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

#### ON THE ONE PART:

"La Boulangerie Racine Ltée" "La Boulangerie Excelsior"

#### And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat national des Employés de la Boulangerie et Pâtisserie de Granby, inc.", for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the following conditions:

I.—*Definitions*: For the purposes of the decree, the following words shall have the meaning hereinafter given:

a) The word "employer" means any individual partnership, firm or corporation who contracts for a hiring of work.

b) The word "employee" means any apprentice, labourer or unqualified workman, qualified worker or journeyman, artisan, clerk or employee who works individually, by shift or partnership.

c) The words "bread, cake and pastry distributor" means the seller, canvasser and collector who is in charge of the delivery of bread, cake and pastry, whether it be made with a horsedrawn vehicle, a truck or any other way.

d) The words "head baker" and "head pastry-cook" mean an employee in charge of the personnel and production.

e) The word "baker" means an employee with the competency required for the baking of bread, brioches or any other product made with yeast.

f) The word "pastry-cook" means an employee with the competency required for the preparation of cakes, biscuits or pastries of all kinds.

g) The words "oven man" mean an employee whose work is to check the baking of bread and pastries of all kinds.

h) The words "specialized pastry-cook" means an employee specialized in the making of fancy cakes, icing, etc.

II. *Jurisdiction*: a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the town of Granby and a perimeter of five (5) miles of radius around its limits.

b) *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree shall comprise any bakery or pastry shop situated in the territorial jurisdiction defined in the preceding subsection.

Les ateliers situés en dehors de la juridiction territoriale mentionné au paragraphe "a" du présent article, mais qui vendent toute ou une partie de leur production dans les limites de ladite juridiction seront également assujettis aux dispositions du décret.

III. *Taux de salaires:* a) Les taux minima de salaires hebdomadaires suivants doivent être payés dans chacune des catégories ci-après mentionnées:

| <i>Catégories</i>   | <i>Salaires horaires</i> |
|---|--------------------------|
| 1er pâtissier et 1er boulanger. . . . .   | .70                      |
| 1er homme du four. . . . .  | .60                      |
| 2e boulanger. . . . .   | .60                      |
| 2e pâtissier. . . . .   | .60                      |
| Pâtissier spécialisé. . . . .   | .70                      |
| <i>Apprentis:</i>   |                          |
| 1ère année. . . . .   | .35                      |
| 2e année. . . . .   | .40                      |
| 3e année. . . . .   | .45                      |
| Tout employé occupé à une opération autre que celles mentionnées ci-haut, recevra cinquante (.50) cents de l'heure. |                          |
| <i>Employés féminins:</i>   |                          |
| 60% classe "A" . . . . .  | .45                      |
| 20% classe "B" . . . . .  | .40                      |
| 20% classe "C" . . . . .  | .35                      |
| <i>Un et deux employés:</i>   |                          |
| 1er trimestre d'emploi dans la classe "C". . . . .  | .35                      |
| 2e trimestre d'emploi dans la classe "B". . . . .   | .35                      |
| 3e trimestre d'emploi dans la classe "A". . . . .   | .45                      |

The shops situated outside the territorial jurisdiction mentioned in paragraph "a" of the present section, but which sell all or a part of their production within the limits of the said jurisdiction shall also be governed by the provisions of the decree.

III. *Rates of wages:* a) The following weekly minimum rates of wages shall be paid in each of the categories hereinafter mentioned:

| <i>Categories</i>  | <i>Hourly rates</i> |
|--|---------------------|
| Head pastry-cook and head baker. . . . .   | \$0.70              |
| Head oven man. . . . .   | 0.60                |
| 2nd baker. . . . .   | 0.60                |
| 2nd pastry-cook. . . . .   | 0.60                |
| Specialized pastry-cook. . . . .   | 0.70                |
| <i>Apprentices</i>   |                     |
| 1st year. . . . .  | 0.35                |
| 2nd year. . . . .  | 0.40                |
| 3rd year. . . . .  | 0.45                |
| Every employee doing an operation not mentioned above shall receive fifty cents (\$0.50) per hour. |                     |
| <i>Female employees</i>  |                     |
| 60% Class "A". . . . .   | 0.45                |
| 20% Class "B". . . . .   | 0.40                |
| 20% Class "C". . . . .   | 0.35                |
| <i>One and two employees:</i>  |                     |
| 1st three months of service in class "C" . . . . .   | 0.35                |
| 2nd three months of service in class "B" . . . . .   | 0.40                |
| 3rd three months of service in class "A" . . . . .   | 0.45                |

| <i>Total des salariés</i> | <i>Classe A</i> | <i>Classe B</i> | <i>Classe C</i> | <i>Total number of employees</i> | <i>Class A</i> | <i>Class B</i> | <i>Class C</i> |
|---------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| 3                         | 1               | 1               | 1               | 3                                | 1              | 1              | 1              |
| 4                         | 2               | 1               | 1               | 4                                | 2              | 1              | 1              |
| 5                         | 3               | 1               | 1               | 5                                | 3              | 1              | 1              |
| 6                         | 3               | 2               | 1               | 6                                | 3              | 2              | 1              |
| 7                         | 4               | 2               | 1               | 7                                | 4              | 2              | 1              |
| 8                         | 4               | 2               | 2               | 8                                | 4              | 2              | 2              |
| 9                         | 5               | 2               | 2               | 9                                | 5              | 2              | 2              |
| 10                        | 6               | 2               | 2               | 10                               | 6              | 2              | 2              |
| 11                        | 6               | 3               | 2               | 11                               | 6              | 3              | 2              |
| 12                        | 7               | 3               | 2               | 12                               | 7              | 3              | 2              |
| 13                        | 7               | 3               | 3               | 13                               | 7              | 3              | 3              |
| 14                        | 8               | 3               | 3               | 14                               | 8              | 3              | 3              |
| 15                        | 9               | 3               | 3               | 15                               | 9              | 3              | 3              |

*Distributeurs:* Les distributeurs de pain ou pâtisseries recevront un salaire hebdomadaire garanti de \$22.00. Une commission de 10% sur la vente sera accordée aux distributeurs en surplus du montant des ventes de \$135.00.

Les colporteurs ou "jobbers" de pain ou de pâtisseries, c'est-à-dire ceux qui vendent du pain, des gâteaux ou toutes autres pâtisseries au pourcentage ou autrement doivent se faire un salaire d'au moins \$30.00 par semaine, déduction faite des dépenses occasionnées par la livraison de leurs marchandises par automobile, camion ou voiture à traction animale, et du salaire payé à leurs aides.

Au cas où ils ne feraient pas ce salaire, l'employeur doit payer la différence entre le salaire gagné et celui fixé par l'alinéa précédent.

Pour ce qui a trait aux salaires, l'employeur devra tenir compte des années d'apprentissage au service d'une autre boulangerie par un nouvel employé, comme boulanger, biscuitier ou distributeur de pain ou pâtisserie, sur présentation d'un certificat de l'ancien patron, qui sera obligé de lui fournir ce certificat. Le nouvel employé est aussi tenu de présenter ce certificat à son nouveau patron.

III-A. *Salaires supérieurs:* a) Les salaires actuellement supérieurs à ceux stipulés dans le

*Delivery men:* Bread or pastry delivery men shall receive a minimum of \$22.00 per week. A 10% commission on sales shall be granted to the delivery men for sales exceeding the amount of \$135.00

Jobbers or pedlars dealing in bread or pastry, i.e., those who sell bread, cakes or any other pastry on a percentage basis or otherwise, shall make at least \$30.00 per week in excess of the expenses for the delivery of goods by automobile, truck or horse-drawn vehicle, and of the wages of helpers.

Should such wages not be attained, the employer shall be responsible for the difference between the wages made and the one mentioned in the foregoing paragraph.

With regard to the wages, the employer shall consider the year of apprenticeship served in another bakery by a new employee as baker, biscuit-baker or distributor of bread and other pastries upon the production of a certificate from the former employer, who shall have to produce the said certificate. The new employee shall show such certificate to his new employer.

III. *Higher wages:* a) The wages actually higher than those stipulated in the decree shall

décret ne devront pas être réduits au cours de l'existence dudit décret.

b) L'employé en charge d'une livraison de pain, de gâteaux et de pâtisseries, qu'elle soit faite en voiture à traction animale ou en camion ou de toute autre manière possible, sera considéré comme premier homme sur cette voiture et devra retirer le salaire mentionné dans le présent article.

c) Lorsqu'il y a deux (2) vendeurs sur la même voiture ou camion, l'employé en charge de cette livraison sera l'homme responsable et, en retour, retirera le premier salaire; le deuxième homme ne sera qu'un assistant; il sera considéré comme un aide et n'aura droit qu'au salaire mentionné au paragraphe "d" suivant.

d) Le deuxième employé sur une livraison a droit au salaire hebdomadaire suivant:

|                              | <i>l'heure</i> |
|------------------------------|----------------|
| Première année. . . . .      | 0.40           |
| Années subséquentes. . . . . | 0.50           |

e) Tout employé remplaçant dans ses fonctions temporairement ou permanentement, un autre employé dont le salaire est supérieur devra toucher le salaire de celui qu'il remplace.

f) Tout travail supplémentaire devra être rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois un employé bénéficiant d'un salaire supérieur au taux fixé par le décret, doit recevoir, pour son travail supplémentaire, une rémunération calculée au taux actuel majoré de 50%.

IV. *Durée du Travail:* La semaine régulière de travail pour tous les employés masculins sera de cinquante-cinq (55) heures et cinquante (50) heures pour les employés féminins.

V. *Congés annuels payés:* Après un (1) an de service pour son employeur, tout employé régulier a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept (7) jours.

La période de congé prise doit être fixée d'après entente entre l'employeur et l'employé et la rémunération payable à l'employé doit lui être remise avant son départ.

Pour tout ce qui concerne les conditions relatives aux congés annuels payés, on doit référer aux dispositions de l'Ordonnance N° 3 révisée de la Commission du Salaire Minimum.

Toute absence pour des raisons sérieuses ne prive pas l'employé du droit au congé.

VI. *Dispositions spéciales:* a) Les patrons boulangers employant moins de deux (2) hommes n'auront pas le droit d'avoir d'apprenti à leur service. Les patrons employant deux (2) hommes et plus n'auront droit qu'à un apprenti de chaque classe pour chaque catégorie de travail.

b) Pour avoir droit de prendre le salaire du premier boulanger, pâtissier ou distributeur de pain, le patron devra travailler au moins 40 heures dans sa boulangerie comme boulanger ou pâtissier, ou 40 heures sur la voiture comme distributeur de pain.

c) Le salaire des ouvriers-boulangers, des distributeurs de pain, des pâtisseries et des apprentis sera payé chaque semaine dans des enveloppes fournies par le patron.

d) Le patron qui loge et nourrit un salarié ne doit pas lui charger plus de \$9.00 par semaine à la ville et \$7.00 par semaine à la campagne.

e) Les distributeurs de pain, de gâteaux et de pâtisseries ne sont pas responsables envers leur patron de la collection de l'argent, mais sont responsables des argents collectés.

f) *Age de l'employé:* Les enfants de moins de seize ans n'auront pas le droit de travailler dans les boulangeries ou pâtisseries, ni sur les voitures de livraison.

g) Les patrons sont tenus de faire chômer et de payer leurs employés les jours de fêtes chô-

not be reduced for the entire duration of the said decree.

b) The employee in charge of the delivery of bread, cake and pastry, by horse-drawn vehicle, truck or otherwise, shall be considered as first man on that vehicle and shall be paid the wages mentioned in the present section.

c) When there are two (2) sellers on the same vehicle or truck, the employee in charge of that delivery shall be held responsible and, in return, receive the first salary; the second man shall be the assistant; he shall be considered as a helper and receive the wages mentioned in the following subsection "d".

e) The second employee on a delivery shall receive the following wages:

|                           | <i>per hour</i> |
|---------------------------|-----------------|
| First year. . . . .       | \$0.40          |
| Subsequent years. . . . . | 0.50            |

e) Any employee replacing in his functions, temporarily or permanently, another employee whose wage rate is higher, shall receive the wages of the employee so replaced.

f) Overtime work shall be paid at the rate of time and a half. However, an employee actually receiving wages higher than those set by the decree is entitled, for his overtime, to a remuneration computed on his actual rate of pay increased by 50%.

IV. *Duration of work:* The standard work week for all male employees shall be one of fifty-five (55) hours; for female employees, fifty (50) hours.

V. *Annual vacation with pay:* After one year of service for his employer, every regular employee is entitled to an annual vacation with pay of at least seven (7) days.

The vacation period shall be decided upon by agreement between the employer and the employee and the vacation pay shall be given before the vacation.

All conditions pertaining to the annual vacation with pay shall be regulated by the provisions of Ordinance number 3, revised, of the Minimum Wage Commission.

Absences for justifiable causes do not deprive the employee of his right to the vacation.

VI. *Special provisions:* a) The employers with less than two (2) men shall have no apprentice. The employers with two (2) men or more shall have but one apprentice of each class for each category of work.

b) To be entitled to the wages of the head baker, pastry-cook or bread distributor, the employer shall work at least 40 hours in his bakery as baker or pastry-cook, or 40 hours on the vehicle as bread distributor.

c) The wages of bakers, bread distributors, pastry-cooks and apprentices shall be paid weekly in envelopes supplied by the employer.

d) The employer who lodges and boards the employees shall not charge more than \$9.00 per week in town and \$7.00 per week in the country.

e) The bread, cake and pastry distributors shall not be held responsible by their employer for the collection of money, but are responsible for the money collected.

f) *Age of the employee:* Children under sixteen years of age, shall not work in bakeries, pastry-shops or on delivery vehicles.

g) The employers shall give a holiday with pay to their employees on holidays, including

mées, y inclus les fêtes de Dollard, de la Saint-Jean-Baptiste, de la Confédération et du Travail, le lendemain des fêtes de Noël et du Premier de l'An, le Vendredi-Saint et les fêtes religieuses d'obligation.

h) À l'occasion d'une fête chômée et payée qui tombe un jour ouvrable, le salaire hebdomadaire ne devra pas être plus élevé à cause de cette fête.

VII. *Durée du décret*: Le décret entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté en conseil approuvant la présente requête et demeurera en vigueur pour une période d'un (1) an; après cette date il se renouvellera automatiquement à moins qu'une partie n'ait donné à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 jours ni de moins de 30 jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26096-o

#### AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1221 du 2 novembre 1949, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941 chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

##### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1949 au 8 novembre 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$24.00 (salaire minimum établi dans le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires et pourcentages.

##### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

Dollard Day, St. Jean-Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, the day following Christmas and New Year's Day and on religious holidays.

h) The fact that a holiday with pay falls on a working day shall entail no increase on weekly wages.

VII. *Duration of the decree*: The decree shall come into force on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving the present request and shall remain in force for a period of one (1) year; after that date, it renews itself automatically unless one party notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the 60th to the 30th day prior to the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949. 26096-o

#### NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1221 of November 2, 1949, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

##### 1. Assessments

The period of levy extends from November 8, 1949, to November 8, 1950, it is laid in the following manner.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages fixed for journeymen namely \$24.00 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages and percentages.

##### 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during the week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that these reports be filled in and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire pour la période se terminant le 8 novembre 1950.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1950.

Recettes:

|                                |          |
|--------------------------------|----------|
| Cotisations: (1/2 de 1%):      |          |
| Employeurs professionnels..... | \$ 64.00 |
| Artisans.....                  | 130.00   |
| Salariés.....                  | 27.00    |
|                                | \$221.00 |

Déboursés:

|                              |          |
|------------------------------|----------|
| Salaire de l'inspecteur..... | \$180.00 |
| Frais légaux.....            | 10.00    |
| Vérification des livres..... | 10.00    |
| Divers.....                  | 21.00    |
|                              | \$221.00 |

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 12 novembre 1949. 26084-0

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure, N° 11150. Dame Violette Pagé, épouse commune en biens de Hector Jean, domiciliée à Franquelin, a formé contre son mari une demande en séparation de corps et de biens.

Rimouski, ce 9 novembre 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,  
26087-0 GENDREAU & BEAULIEU.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30, and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1950.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST. JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1950.

Receipts:

|                             |          |
|-----------------------------|----------|
| Assessments (1/2 of 1%):    |          |
| Professional employers..... | \$ 64.00 |
| Artisans.....               | 130.00   |
| Employees.....              | 27.00    |
|                             | \$221.00 |

Expenses:

|                              |          |
|------------------------------|----------|
| Salary of the inspector..... | \$180.00 |
| Legal fees.....              | 10.00    |
| Auditing of books.....       | 10.00    |
| Miscellaneous.....           | 21.00    |
|                              | \$221.00 |

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, November 12, 1949. 26084-0

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court, No. 11150. Dame Violette Pagé, wife common as to property of Hector Jean, domiciled at Franquelin, has entered an action against her husband for separation as to bed and board.

Rimouski, November 9, 1949.

GENDREAU & BEAULIEU,  
26087 Attorneys for the plaintiff.

Assemblée

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY CO.

Avis est donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie ci-dessus aura lieu au bureau du secrétaire, 1, rue St-Jean à Rimouski, à 11 heures A.M., le 26 novembre 1949.

Le Secrétaire,  
26068-45-2 P.-E. GAGNON.

Meeting

THE CANADA & GULF TERMINAL RAILWAY CO.

Notice is given that the annual general meeting of the shareholders of the above company will be held at the office of the Secretary, 1 St-Jean Street, Rimouski, at 11 o'clock A.M., on the 26th of November, 1949.

P. E. GAGNON,  
26068-45-2 Secretary.

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—  
Numéro 1198

—  
Number 1198

—  
Québec, le 27 octobre 1949.

—  
Quebec, October 27, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant Governor in Council

—  
Section "B"

—  
Part "B"

—  
CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la peinture dans la province.

—  
CONCERNING an amendment of the decree relating to the paint industry in the province.

—  
ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie de la Peinture à présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1042 du 4 août 1948, relatif à l'industrie de la peinture dans la province de Québec;

—  
WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Paint Industry has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1042 of August 4, 1948, relating to the paint industry in the province of Quebec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 24 septembre 1949;

—  
WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 24, 1949;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre la modification proposée;

—  
WHEREAS no objection has been made against the proposed amendment;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

—  
IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1042, soit modifié comme suit:

—  
THAT the said decree number 1042, be amended as follows:

Le paragraphe 7 de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

—  
Subsection 7 of section IV is deleted and replaced by the following:

"7° Garçons de moins de 18 ans.....\$0.50  
Il ne peut y avoir plus d'un garçon par huit salariés dans chaque atelier."

—  
"7. Boys under 18 years of age.....\$0.50  
The number of boys shall not exceed one to every eight employees in each plant."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

A. MORISSET,

26058-o Greffier du Conseil Exécutif.

26058-o Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

—  
Numéro 1221

—  
Number 1221

—  
Québec, le 2 novembre 1949.

—  
Quebec, November 2, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

—  
Section "A"

—  
Part "A"

—  
CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

—  
CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the district of Sorel.

—  
ATTENDU que, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel;

—  
WHEREAS, pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1764 of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the district of Sorel;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 septembre 1949;

—  
WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 17, 1949;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

—  
WHEREAS the objections to the amendment have been considered in pursuance of the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

—  
IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE ledit décret, numéro 1764, soit modifié comme suit:

—  
THAT the said decree, number 1764, be amended as follows:

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin du paragraphe "a" de l'article II:

"Dispositions spéciales: Nonobstant toute autre disposition, la ville de Belœil n'est pas assujettie aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous son contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte de ladite ville."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

26082-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1198

Québec, le 27 octobre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements:

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 septembre 1949;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° A l'article III, la dernière phrase du sous-paragraphe 3 du paragraphe "b" commençant par les mots "Tout travail fait . . .", est radiée.

2° A l'article III, le dernier alinéa du paragraphe "b" est abrogé et remplacé par le suivant:

"En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié dans un établissement régi par le présent décret."

3° L'alinéa "iv" suivant est ajouté au paragraphe "t" de l'article IV:

"iv. Travail supplémentaire fait après 1.00 p.m. le samedi, du 15 juin au 15 septembre: Salaire double."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

26082-o

Greffier du Conseil Exécutif.

The following provisions are added at the end of subsection "a" of section II:

"Special provisions: Notwithstanding any other provision, the Town of Belœil is not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on its own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance operations on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under its immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying out the same operations under the control of, or by contract for the said town."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

26082-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1198

Quebec, October 27, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor, in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware, paint and building materials trade in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 1090 of March 7, 1940, relating to the hardware, paint and building materials trade in the district of Quebec, for the purpose of amending the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 17, 1949;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. In section III, the last sentence of paragraph 3 of subsection "b" beginning by the words "Work performed . . ." is deleted.

2. In section III, the last sub-paragraph of subsection "b" is repealed and replaced by the following:

"Outside the hours mentioned above, no employee shall work and no employer or professional employer shall cause work to be done by an employee in an establishment governed by the present decree."

3. The following paragraph "iv" is added to subsection "t" of section IV:

"iv. Overtime worked after 1.00 p.m. on Saturday, from June 15 to September 15: Double time."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

26082-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1254

Québec, le 10 novembre 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Entrepreneurs du District de Hull, inc., et les employeurs suivants:

L. P. Vaillancourt, ferblantier-couvreur, Maniwaki; Gilles Ledoux, entrepreneur-général, Maniwaki; Paul-E. Vaillancourt, entrepreneur-général, Maniwaki; Paul Beaulieu, entrepreneur-général, Maniwaki; J.-R. Thibault, électricien, Maniwaki; Raoul St-Louis, entrepreneur-général, Mont-Laurier; Ubald Blouin, entrepreneur-général, Mont-Laurier;

Et, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction du diocèse d'Ottawa, inc.,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 août 1949;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail,

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 août 1949.

I. *Définitions*: Pour les fins du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Carpentier-menuisier*: Le terme "carpentier-menuisier", désigne tout salarié qui fait l'assemblage de pièces de bois, de planches murales en composition, peinturées ou tapissées, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, fait des planchers, pose les châssis et fenêtres, les paravents (bois ou métal), les divisions de portes et de châssis d'acier, prépare les formes à béton (boutique ou chantier) et est préposé à l'exécution de tous les travaux en bois sur un chantier de construction et au grattage des planchers à la main; en un mot, qui exécute tout travail concernant le posage et la réparation de bois.

ORDER IN COUNCIL  
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1254

Quebec, November 10, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Témiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Entrepreneurs du District de Hull, inc.", and the following employers:

L.-P. Vaillancourt, tinsmith-roofer, Maniwaki; Gilles Ledoux, general contractor, Maniwaki; Paul-E. Vaillancourt, general contractor, Maniwaki; Paul Beaulieu, general contractor, Maniwaki; J.-R. Thibault, electrician, Maniwaki; Raoul St-Louis, general contractor, Mont-Laurier; Ubald Blouin, general contractor, Mont-Laurier;

And, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil des Métiers de la Construction du diocèse d'Ottawa inc.",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 13, 1949;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections made have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 13, 1949.

I. *Definitions*: For the purposes of the decree, the following words have the significance hereinafter given to them:

a) *Carpenter-joiner*: The words "carpenter-joiner" mean any employee who assembles wood, painted or papered composition wall-boards, does carpentry work, repairs wooden objects, lays floors, erects windows and window-frames, screens (wood or metal), steel partitions, doors and steel frames, concrete forms (shop or field) and all those doing woodwork on a construction field or scraping floors by hand; in other words all operations including wood laying and repairs.

b) *Peintre*: Le mot "peintre" désigne tout salarié qui fait des travaux de peinture au pinceau ou à la machine pneumatique tels que: vernissage, posage de "shellac", peinture à l'huile, à l'eau ou à l'acide, teinture à l'huile ou à l'acide, travaux d'imitation de bois, de pierre et de métal, polissage, décoration, lettrage, dorage, posage de papier-tenture, de toile murale ou "d'incrusta"; qui procède à la préparation des murs et plafonds avec de la colle ou autres produits similaires, à l'enlèvement du papier-tenture, de la peinture à l'eau ou à l'huile et du vernis avec des produits chimiques ou brûleurs, que ce soit sur le bois, métal ou enduit et qui fait le lavage des peintures à l'eau pour fins de repeinture.

c) *Lettreur pour fins commerciales*: Le terme "lettreur pour fins commerciales" désigne tout salarié qui fait du lettrage avec de la peinture à l'eau, à l'huile, en poudre ou autres ou avec des feuilles d'or et tout ouvrage qui concerne le métier.

d) *Finisseur de ciment*: Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquet et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, répare les fondations et fait tout autre travail connexe.

Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

e) 1. *Ferblantier-couvreur*: Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en amiante, en ardoise, en tôle ou en cuivre, fabrique toutes sortes d'objets en fer-blanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., et qui travaille sur les fournaises à air chaud.

2. *Couvreur (composition)*: Le mot "couvreur (composition)" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en composition, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné.

3. *Ouvrier tôlier (montage)*: Le terme "ouvrier tôlier (montage)" désigne tout salarié qui travaille la tôle à l'atelier (préposé au banc).

f) *Maçon*: Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose toute pierre naturelle ou artificielle et qui tire les joints.

g) *Plâtrier*: Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stucco, prépare les moules pour le coulage d'ornements, et qui exécute tout autre travail avec du "Graftex" ou autres produits similaires, à l'éponge ou à la truelle de bois, à partir de la hauteur de la plinthe.

h) *Briqueteur*: Le mot "briqueteur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, les blocs de ciment, de gypse et de verre, l'aérocrète, et qui tire les joints.

i) *Mécanicien de machine fixe ou portable*: Le terme "mécanicien de machine fixe ou portable" désigne tout salarié préposé à la surveillance de l'érection d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci.

j) *Compagnon électricien*: Le terme "compagnon-électricien" désigne tout salarié qui détient une licence comme tel, en exécution de la Loi des électriciens et des installations électriques.

k) *Chauffeur de bouilloires*: Le terme "chauffeur de bouilloires" désigne tout salarié qui, sous direction, voit au feu des bouilloires d'une machine fixe ou portable, maintient une couche de feu régulière, de manière à économiser le combustible et à maintenir la vapeur à la pression désirée, fait fonctionner et entretient les injec-

b) *Painter*: The word "painter" means any employee who performs painting operations with brush or pneumatic machine, namely; varnishing, shellac coating, oil, water or acid painting, oil or acid dyeing, wood, stone and metal imitation polishing, decorating, lettering, gilding, wall paper and cloth or "incrusta" hanging; does the preparation of walls and ceilings with paste or other similar products, the removal of paper, of water or oil paint and of varnish with chemical products or burners, whether on wood, metal or coating and the washing of water-painted surfaces for the purpose of repainting.

c) *Commercial letterer*: The words "commercial letterer" mean any employee who does lettering work with water, oil, powder or other paints or with gold leaves and any operation connected with the trade.

d) *Cement finisher*: The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; places and lays the sides and coverings in cement, repairs foundations and performs any similar work. Work on walls to be performed after floor work is limited, for the cement finisher, to the height of the plinth.

e) 1. *Tinsmith-roofer*: The words "tinsmith-roofer" mean any employee who performs tile asbestos, slate, sheet-iron or copper, roofing operations; makes all kinds of articles with white metal, sheet-iron or copper, such as cornices, ornamentations, ventilators, gutters, etc., and works on hot-air furnaces.

2. *Roofeer (composition)*: The words "roofer (composition)" mean any employee who performs composition, gravel, asphalt or tarred paper roofing operations.

3. *Sheet metal worker (erection)*: The words "sheet metal worker (erection)" mean any employee performing sheet metal work in the shop (bench work).

f) *Mason*: The word "mason" means any employee who lays any natural or artificial stone, and who does joint pointing.

g) *Plasterer*: The word "plasterer" designates any employee who performs coating operations with plaster, celanite, mortar, cement, stucco and prepares the mouldings for the casting of ornaments, as well as any other operation with "Graftex" or other similar products, with a sponge or wooden trowel, from the height of the plinth.

h) *Bricklayer*: The word "bricklayer" includes any employee who lays brick, terra-cotta, artificial stone, cement, and glass blocks, "aero-crete" and who does joint pointing.

i) *Engineman, stationary or portable*: The words "engineman, stationary or portable" include any employee directing the erection of a power plant or operating same.

j) *Journeyman electrician*: The words "journeyman electrician" mean any employee holding a license as such under the Electricians' and Electrical Installations' Act.

k) *Boiler fireman*: The words "boiler fireman" mean any employee who, under direction, fires stationary or portable engine boilers, maintains an even fire bed with economical use of fuel and thereby keeps up the desired pressure, operates and maintains injectors, water and steam gauges, water and feeding boilers, pumps and other

teurs, les jauges à eau et à vapeur, les bouilloires d'eau et d'alimentation, les pompes et les autres appareils, nettoie les chaudières au moyen d'air ou de vapeur et exécute au besoin tout autre travail connexe, pourvu qu'il ait sa licence, tel que requis par la Loi.

l) *Poseur de lattes*: Le terme "poseur de lattes" désigne tout salarié préposé au posage des lattes métalliques, lattes de bois, lattes artificielles, devant être couvertes de plâtre, sur les solives, les divisions, les cloisons, les colombages, à l'intérieur et à l'extérieur des immeubles, des édifices publics et de tout autre bâtiment.

m) *Poseur de tuile*: Le terme "poseur de tuile" désigne tout salarié qui pose des tuiles et du terrazzo de toutes sortes pour les parquets et les murs et fait au besoin tout autre travail connexe.

n) *Tailleur de pierre*: Le terme "tailleur de pierre" désigne tout salarié qui peut, sous direction, tailler et dresser la pierre aux dimensions requises pour des travaux de construction ou de réparation.

o) *Gréeur*: Le mot "gréeur" désigne tout salarié qui peut, sous direction, procéder au montage des grues, des "derricks", des palans, poser des câbles, des poulies, aider au transport des matériaux, pierre, brique, bois et autres, transporter des pièces de fer servant à la mise en place des structures métalliques afin de permettre aux ouvriers poseurs de fer structural de procéder au rivetage des pièces de charpente dans les édifices publics, les ponts, les viaducs, les tuyaux d'aqueduc, et qui peut, au besoin, exécuter tout autre travail connexe.

p) *Travailleur en armature de béton*: Le terme "travailleur en armature de béton" désigne tout salarié qui amorce et attache avec des liens de broche l'armature pour recevoir le béton, qui pose des solives d'acier et des lattes métalliques pour planchers de béton et qui peut, sous direction, attacher, plier et poser toute l'armature nécessaire à la confection des planchers, des colonnes, des poutres, des escaliers et des murailles.

q) *Manœuvre ou journalier*: Les mots "manœuvre" ou "journalier" désignent tout salarié qui exécute un travail non qualifié.

II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle du décret comprend tous les travaux de construction, d'installation, de réparation, d'entretien, de démolition et de déplacement d'immeubles, de bâtisses, routes, ponts, barrages, rues, quais, trottoirs, terrassements, égouts, viaducs, aéroports, tunnels, puits, canaux, écluses, parcs, terrains de jeu, aqueducs, conduites de gaz, lignes électriques ou téléphoniques, clôtures, tours, panneaux-réclame et de tout ce qui fait partie de ceux-ci, exécutés dans la juridiction territoriale du décret.

Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties au présent décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

*Dispositions spéciales*: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les

appliances, cleans boilers with compressed air or steam, and performs any other related operation, provided he holds the license exacted by the Act.

l) *Lather*: The word "lather" means any employee who lays metal, wood or artificial lathes to be coated with plaster, on joists, partitions, walls, studworks, inside or outside buildings, public buildings or others.

m) *Tile layer*: The words "tile layer" mean any employee who lays all kinds of tiles and terrazzo for floors and walls, and who performs any other related operation.

n) *Stone cutter*: The words "stone cutter" mean any employee who can, under direction, cut stone at sizes required for building or repair works.

o) *Rigger*: A "rigger" is an employee who can, under direction, erect cranes, derricks, hoisting tackle, gear, cables, pullies, etc.: assist in transporting stone, brick, wood materials and others, the iron used in the metallic frameworks, so as to allow the iron worker to rivet the framework in public buildings, bridges, viaducts and water piper, and who does, when required, any other related work.

p) *Concrete steel or rod reinforcing worker*: The words "concrete steel or rod reinforcing worker" mean any employee doing the strengthening, binding and crapping with wire of the bracing to be covered with concrete, who lays steel joists and metal lathes for concrete floors and who can, under direction, bind, bend and erect all the required bracing for the making of floors, piers, beams, stair-cases and walls.

q) *Labourer or common worker*: The words "labourer or common worker" mean any employee performing general work.

II. *Jurisdiction*: a) *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the decree includes all operations pertaining to the construction installation repair, maintenance, demolishing and displacement of buildings, roads, bridges, dams, streets, wharves, sidewalks, earthworks, sewers, viaducts, airports, tunnels, wells, canals, locks, parks, play grounds, aqueducts, gas pipes, electric or telephone wires, fences, towers, sign-boards and to any part thereof, performed within the territorial jurisdiction of the decree.

Steam railroad companies are not governed by the present decree in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

*Special provisions*: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree for repair and maintenance operations on buildings which they own; this also applies to building, rebuilding or maintenance operations on aqueduct, sewer, pavings, side-walks and other similar operations performed under their immediate direction. The exemptions does not apply, however, to contractors or sub-contractors performing such operations by contract or under the supervision of the said

mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

*b) Jurisdiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend le comté de Hull et les cités et villes dans les comtés de Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

Pour les fins d'application, cette juridiction est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante:

*Zone I:* La cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites.

*Zone II:* Le comté de Hull (sauf la cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de ses limites, et les cités et villes dans les comtés de Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

*c)* Nonobstant les dispositions du paragraphe "b" du présent article, les taux de salaires payables dans la zone I sont réduits de 25% lorsqu'il s'agit de travaux de réparation, dont le coût total, salaire et matériaux compris, n'excède pas \$200.00 annuellement.

*d)* Les salariés permanents ou préposés à l'entretien des établissements manufacturiers ou industriels bénéficiant d'un contrat de louage de services pour une période d'au moins six (6) mois ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret.

*e)* Nonobstant les dispositions précédentes, les travaux visés par l'ordonnance numéro 39 de la Commission du salaire minimum, notamment et y compris la construction de routes, camps et autres aménagements nécessaires, aux opérations forestières, tels que digues, écluses, estacades, dalles, etc., ne sont pas assujettis au décret.

*III. Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

| Métiers:   | Salaires horaires |          | Trades:  | Hourly rates |          |
|--|-------------------|----------|--|--------------|----------|
|  | Zones I           | Zones II |  | Zones I      | Zones II |
| Briqueteur . . . . .                                       | \$1.55            | \$1.10   | Bricklayer . . . . .                               | \$1.55       | \$1.10   |
| Calfat . . . . .   | 0.75              | 0.65     | Caulker . . . . .                                  | 0.75         | 0.65     |
| Charpentier-menuisier et mécanicien (Millwright) . . . . . | 1.30              | 1.05     | Carpenter—joiner and millwright . . . . .          | 1.30         | 1.05     |
| Conducteur de camion — construction . . . . .              | 0.75              | 0.70     | Truck driver — construction . . . . .              | 0.75         | 0.70     |
| Conducteur de tracteur . . . . .                           | 0.90              | 0.90     | Tractor operator . . . . .                         | 0.90         | 0.90     |
| Conducteur de tracteur à chenille . . . . .                | 1.25              | 1.10     | Bulldozer operator . . . . .                       | 1.25         | 1.10     |
| Chauffeur (construction) . . . . .                         | 0.85              | 0.70     | Fireman (construction) . . . . .                   | 0.85         | 0.70     |
| Couvreur (amiante, ardoise, tuile) . . . . .               | 0.90              | 0.70     | Roofer (asbestos, slate and tile) . . . . .        | 0.90         | 0.70     |
| Couvreur (composition) . . . . .                           | 0.90              | 0.70     | Roofer (composition) . . . . .                     | 0.90         | 0.70     |
| Electricien . . . . .                                      | 1.05              | 1.00     | Electrician . . . . .                              | 1.05         | 1.00     |
| Finisseur de ciment . . . . .                              | 0.85              | 0.80     | Cement finisher . . . . .                          | 0.85         | 0.80     |
| Finisseur de planchers en mastic . . . . .                 | 0.85              | 0.70     | Mastic floor finisher . . . . .                    | 0.85         | 0.70     |
| Foreur et casseur . . . . .                                | 0.80              | 0.70     | Driller and breaker . . . . .                      | 0.80         | 0.70     |
| Forgeron . . . . .   | 0.90              | 0.85     | Blacksmith . . . . .                               | 0.90         | 0.85     |
| Forgeron — aiguseur de foreuse . . . . .                   | 0.95              | 0.95     | Blacksmith (drill sharpener) . . . . .             | 0.95         | 0.95     |
| Gréeur . . . . .   | 0.80              | 0.80     | Rigger . . . . .                                   | 0.80         | 0.80     |
| Huileur . . . . .  | 0.75              | 0.70     | Oiler . . . . .                                    | 0.75         | 0.70     |
| Homme préposé aux bouilloires . . . . .                    | 0.75              | 0.70     | Kettleman . . . . .                                | 0.75         | 0.70     |
| Maçon . . . . .  | 1.55              | 1.10     | Mason . . . . .                                    | 1.55         | 1.10     |
| Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié):               |                   |          | Labourer, common worker:                           |              |          |
| jusqu'au 1er janvier 1950 . . . . .                        | 0.75              | 0.65     | Until January 1, 1950 . . . . .                    | 0.75         | 0.65     |
| après 1er janvier 1950 . . . . .                           | 0.80              | 0.65     | After January 1, 1950 . . . . .                    | 0.80         | 0.65     |
| Mécanicien — construction . . . . .                        | 0.95              | 0.90     | Mechanic — construction . . . . .                  | 0.95         | 0.90     |
| Ouvrier en armature de béton . . . . .                     | 0.85              | 0.70     | Concrete steel or rod reinforcing worker . . . . . | 0.85         | 0.70     |
| Ouvrier tôlier (montage) . . . . .                         | 1.40              | 1.00     | Sheet metal worker (erection) . . . . .            | 1.40         | 1.00     |
| Peintre, décorateur . . . . .                              | 1.10              | 0.90     | Painter, decorator . . . . .                       | 1.10         | 0.90     |
| Peintre — machine pneumatique . . . . .                    | 1.20              | 1.00     | Painter-pneumatic machine . . . . .                | 1.20         | 1.00     |
| Plâtrier . . . . .   | 1.30              | 1.00     | Plasterer . . . . .                                | 1.30         | 1.00     |

cities, towns or municipal corporations.

*b) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the county of Hull and the cities and towns in the counties of Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

For the purposes of enforcement, this jurisdiction is divided in two (2) zones, as follows:

*Zone I:* The city of Hull and the territory included in a radius of ten (10) miles from its limits.

*Zone II:* The county of Hull (with the exception of the city of Hull and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from its limits, and the cities and towns in the counties of Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

*c)* Notwithstanding the provisions of subsection "b" of the present section the wage rates payable in zone I are reduced by 25% in the case of repair operations whose total cost, including wages and materials, does not exceed \$200.00 annually.

*d)* Permanent employees or maintenance men in manufacturing or industrial establishments, who benefit by a services hiring contract of at least six (6) months in duration are not governed by the provisions of the present decree.

*e)* Notwithstanding the foregoing provisions, all operations governed by Ordinance number 39 of the Minimum Wage Commission, specially and including the construction of roads, camps and other improvements required in forest operations, such as dikes, dams, piers, booms, flumes or chutes, etc. are not governed by the present decree.

*III. Wages rates:* The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereinafter mentioned:

|  |        |      |  |        |      |
|--|--------|------|--|--------|------|
| Plongeur .....   | 2.25   | 2.25 | Divers. ....   | 2.25   | 2.25 |
| Poseur de paravents (bois ou métal, châssis, fenêtres, divisions en acier) ..... | 1.30   | 1.05 | Screen (wood or metal), sash, window, steel partitions erector.... | 1.30   | 1.05 |
| Poseur de "weatherstrips" .....  | 1.30   | 1.05 | Weatherstripper .....  | 1.30   | 1.05 |
| Poseur de lattes en bois .....   | 1.30   | 0.70 | Lather (wood) .....  | 1.30   | 0.70 |
| Poseur de lattes en métal .....  | 1.30   | 0.85 | Lather (metal) .....   | 1.30   | 0.85 |
| Poseur de marbre .....   | 1.00   | 0.90 | Marble layer .....   | 1.00   | 0.90 |
| Poseur de planchers en mastic .....  | 0.85   | 0.70 | Mastic floor layer .....   | 0.85   | 0.70 |
| Poseur de terrazzo .....   | 0.80   | 0.70 | Terrazzo setter .....  | 0.80   | 0.70 |
| Poseur de tuiles .....   | 0.90   | 0.80 | Tile layer .....   | 0.90   | 0.80 |
| Préposé au monte-charge .....  | 0.90   | 0.80 | Freight elevator operator .....                                    | 0.90   | 0.80 |
| Préposé au malaxeur .....  | 0.85   | 0.70 | Mixer operator .....   | 0.85   | 0.70 |
| Préposé au compresseur .....   | 0.85   | 0.70 | Compressor operator .....  | 0.85   | 0.70 |
| Préposé au boisaie (cribman) .....   | 1.00   | 0.95 | Cribman .....  | 1.00   | 0.95 |
| Préposé aux grues .....  | 1.15   | 1.15 | Crane operator .....   | 1.15   | 1.15 |
| Préposé aux pelles mécaniques .....  | 1.40   | 1.25 | Shovel operator .....  | 1.40   | 1.25 |
| Préposé aux pompes .....   | 0.85   | 0.80 | Pump operator .....  | 0.85   | 0.80 |
| Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec) .....                             | 0.75   | 0.70 | Terrazzo polishing machine operator (dry polishing) .....          | 0.75   | 0.70 |
| Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide) .....                          | 0.75   | 0.65 | Terrazzo polishing machine operator (wet polishing) .....          | 0.75   | 0.65 |
| Soudeur .....  | 0.95   | 0.95 | Welder .....   | 0.95   | 0.95 |
| Tailleur de pierre .....   | 1.55   | 1.00 | Stone cutter .....   | 1.55   | 1.00 |
| Travailleur en fer ornemental .....  | 0.85   | 0.85 | Ornamental iron worker .....                                       | 0.85   | 0.85 |
| Vitrier .....  | 1.10   | 0.90 | Glazier .....  | 1.10   | 0.90 |
| Surveillant, par semaine .....   | 30.00  |      | Watchman, per week .....   | 30.00  |      |
| Vérificateur de matériel et pointeur par mois .....                              | 125.00 |      | Material checker and time-keeper—per month .....                   | 125.00 |      |

*Disposition spéciale:* Les charpentiers-menuisiers, briqueteurs, maçons, plâtriers, peintres, ouvriers en armature de béton et journaliers, résidant habituellement dans la zone I, doivent recevoir le taux de salaire établi pour cette zone, s'ils sont embauchés par un employeur pour exécuter des travaux dans la zone II.

**III-A. Dispositions particulières relatives à l'industrie du fer structural, aux mécaniciens de machines à vapeur et aux chaudronniers en construction.**

*a) Travailleur en fer structural:* Le travail de cette catégorie de salariés comprend toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant le montage (ou la fabrication) de fer structural pour bâtiments, ponts, etc., et doit être rémunéré au taux horaire minimum d'un dollar et trente-cinq cents (\$1.35).

La démolition ou le démontage de fer structural doit être rémunéré au même taux que le montage.

Il peut y avoir un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

*b) Mécanicien de machine à vapeur: Etendue du travail:* Le travail du mécanicien de machines à vapeur comprend toute opération se rapportant à l'installation et à l'alignement d'appareils à mouvement alternatif ou rotatif, tels qu'éventails, moteurs, pompes, pulvérisateurs, foyers mécaniques et toute machine à combustion ou autre utilisée pour la production de la vapeur.

Les aides peuvent assister ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous leur surveillance. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide par mécanicien.

La démolition de l'appareillage ci-dessus mentionné ou son démontage pour fins de réinstallation doit être rémunéré au même taux que le montage.

*c) Mécaniciens d'installations à vapeur ou à l'eau chaude:* Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les salariés préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de

**III-A. Special provisions respecting the structural iron industry, steam generation mechanics and construction boilermakers:**

*a) Structural steel erector:* The operations of a structural steel erector shall include all work performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel for buildings, bridges, etc., and shall be remunerated at an hourly wage rate of not less than one dollar and thirty-five cents (\$1.35).

The demolition or dismantling of structural steel shall bear the same as the erection thereof.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five structural steel workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural steel workers employed is less than five (5).

*b) Steam generation mechanics: Scope of work:* The operations of steam generation mechanics shall comprise all work involved in the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers and all fuel burning and other equipment used in the generation of steam.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof for the purpose of re-installation shall bear the same rate as erection.

*c) Steam and hot water generation mechanics:* Notwithstanding the provisions of preceding subsections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly minimum rate of \$1.05

chauffre est de vingt (20) pieds ou moins doivent recevoir un taux horaire minimum de \$1.05 et leur durée hebdomadaire de travail doit être de cinquante-cinq (55) heures sans limite journalière.

Les aides doivent recevoir \$0.80 l'heure et il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

*d) Chaudronnier en construction:* Le travail du chaudronnier en construction comprend toute opération se rapportant à l'installation de chaudière, le montage de pièces métalliques, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage et le roulage de conduits ainsi que l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Il comprend, en plus, le montage de cheminées ou de conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autre métal laminé. La mise en place et l'installation de chaudières portatives ou de réservoirs fait également partie du travail du chaudronnier.

Dans cette catégorie, il peut y avoir un aide-apprenti par cinq (5) ouvriers qualifiés.

*e) Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

| Métiers:   | Salaires horaires |
|--|-------------------|
| Peintre (fer structural) . . . . .   | \$1.25            |
| Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories) . . . . .                               | 1.35              |
| Chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur . . . . .      | 1.35              |
| Aide chaudronnier en construction, monteur, mécanicien de machines à vapeur et soudeur . . . . . | 1.00              |

*f) Apprentissage:* Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:

|                      |     |
|----------------------|-----|
| 1ère année . . . . . | 70% |
| 2ème année . . . . . | 85% |

*IV. Durée du travail:* *a)* Les heures de travail doivent être réparties entre 8.00 a.m., et midi et 1.00 p.m. et 5.00 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et entre 8.00 a.m. et midi le samedi, le tout devant constituer un maximum de quarante-quatre (44) heures par semaine pour les ouvriers de métier.

*b)* Quant aux manœuvres ou journaliers il leur est permis de faire neuf (9) heures par jour, de 7.00 a.m. à 5.00 p.m., le samedi excepté, où le travail finit à midi; cependant, la semaine de travail ne doit pas excéder cinquante (50) heures.

*c)* Toutefois, dans la zone II, la durée du travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine réparties comme suit: les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi: de 7.00 a.m. à midi, et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.; le samedi: de 7.00 a.m. à midi. Tout travail exécuté en dehors de ces heures est considéré comme du travail supplémentaire.

*d)* Il est permis de faire travailler deux ou trois équipes de salariés à condition que chaque équipe travaille au moins sept (7) heures par jour.

*V. Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire exécuté en dehors des heures régulières doit être rémunéré au taux de salaire et demi jusqu'à minuit, et au taux de salaire double après minuit, par rapport au salaire régulier.

Tout travail exécuté les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la Noël, le jour de la

and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours without daily limitation. Their helpers shall be paid \$0.80 per hour and the ratio of helpers to qualified workers shall be one to one.

*d) Construction boilermakers:* The operations of construction boilermakers shall include all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and non-pressure parts.

It shall also comprise the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers conveyors, tanks and other plate work. The placing and installation of portable boilers or tanks shall also be considered as boilermaker's work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five (5) mechanics.

*e) Rates of wages:* The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

| Trades:  | Hourly rates |
|--|--------------|
| Painter (structural steel) . . . . .   | \$1.25       |
| Structural steel erector and welder (all categories) . . . . .                                 | 1.35         |
| Construction boiler maker, steam generator erector and mechanic and welder . . . . .           | 1.35         |
| Helper to construction boiler maker, steam generator erector and mechanic and welder . . . . . | 1.00         |

*e) Apprenticeship:* The wages of the apprentices are the following with regard to the rates hereinabove-mentioned:

|                    |     |
|--------------------|-----|
| 1st year . . . . . | 70% |
| 2nd year . . . . . | 85% |

*IV. Duration of work:* *a)* Working hours shall be distributed between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) and 1.00 p.m. and 5.00 p.m., on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and between 8.00 a.m. and 12.00 (noon) on Saturdays; the said working hours shall constitute a forty-four-hour (44) week for skilled tradesmen.

*b)* The labourers or common workers shall be allowed to work nine (9) hours per day from 7.00 a.m. to 5.00 p.m., except on Saturday, when work shall cease at noon. However, the work week shall not exceed fifty (50) hours.

*c)* However, in zone II, the duration of labour consists of fifty-five (55) hours per week distributed as follows: Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday: 7.00 a.m. to 12.00 (noon), and 1.00 p.m. to 6.00 p.m.; Saturday: 7.00 a.m. to 12.00 (noon). Work performed outside these hours shall be considered as overtime.

*d)* It shall be allowed to have two or three shifts provided each shift works seven (7) hours or more per day.

*V. Overtime:* All overtime work performed outside the regular working hours shall be remunerated at the rate of time and one half until midnight, and at the rate of double time after midnight, with respect to the regular wages.

All work performed on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas

Confédération, le Vendredi Saint et la fête du Travail, doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au salaire régulier.

V-A. Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique.

VI. Les deuxième et troisième équipes ne sont pas sujettes aux heures spécifiées dans le décret pour le commencement et la cessation du travail. Dans la zone I, elles ne doivent pas cependant travailler plus de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine, dans le cas des ouvriers de métiers qualifiés, et plus de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine, dans le cas de journaliers (ouvriers non qualifiés). Dans la zone II, les heures de travail de telles équipes ne doivent pas excéder cinquante-cinq (55) heures par semaine.

Dans le cas de telles équipes, la rémunération est faite aux taux réguliers.

VII. Tout travail urgent ou spécial lequel, pour raisons suffisantes, ne peut être exécuté pendant les périodes régulières de travail déterminées par le décret peut être exécuté en d'autres périodes de la journée en autant que le Comité paritaire en est averti. Ces travaux sont assujettis aux taux horaires établis majorés de \$0.10.

VIII. Nonobstant toutes autres prescriptions, les réparations d'entretien d'immeubles exécutées par les peintres, les charpentiers-menuisiers, les plâtriers, et n'obligeant pas à plus d'une journée de huit (8) heures, sont exemptées des dispositions du décret.

IX. Les salariés doivent être payés régulièrement chaque semaine et on ne doit pas les faire attendre pour leur remettre leur salaire.

Si un salarié est suspendu ou remercié de ses services avant le jour de la paye régulière, l'employeur doit lui remettre son salaire immédiatement.

Lors de la remise du salaire, l'employeur doit également remettre à chacun de ses salariés un document indiquant le nombre des heures de travail et le taux de salaire ainsi que les déductions de toutes sortes faites sur son salaire.

X. *Salariés permanents:* a) Les mots "salarié permanent (préposé à l'entretien)" désignent tout ouvrier qualifié ou non-qualifié de l'industrie du bâtiment qui est engagé à l'année par un même employeur pour l'entretien d'édifices ou d'immeubles; toutefois, pour les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, le salarié préposé à l'entretien doit toujours être détenteur d'une licence conformément aux statuts qui régissent ces métiers. Toutefois, n'est pas considérée comme travail d'entretien la nouvelle construction la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

b) Les salariés permanents préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des convents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvroirs, à l'exception des cimetières, bénéficient des conditions de travail suivantes:

Day, Dominion Day, Good Friday and Labour Day, shall be paid double time, with respect to the regular wages.

V-A. No employer shall have the right to punish or threaten to punish by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absenting himself from work on a catholic religious holiday.

VI. Second and third shifts of workmen are not subject to specified hours of starting and finishing. In zone I, they shall not, however, work more than eight (8) hours per day and forty-four (44) hours per week, in the case of qualified tradesmen, and more than nine (9) hours per day and fifty (50) hours per week, in the case of common labourers. In zone II, such extra shifts shall not work more than fifty-five (55) hours per week. Such extra shifts are paid at the regular rates.

VII. All urgent or special work which, for sufficient reasons, cannot be performed during the regular working periods determined in the decree may be executed at other periods of the day providing the Parity Committee be notified to that effect. Such work shall be paid at the regular hourly rates increased by \$0.10.

VIII. Notwithstanding any other provisions, maintenance repair work in buildings performed by journeymen painters, carpenters — joiners and plasterers and not requiring more than one 8-hour day are exempted from the provisions of the decree.

IX. The employees shall be paid regularly each week, and there shall be no delay in giving them their wages.

Should an employee be discharged before the regular pay day, he shall receive his wages immediately.

At the time of payment the wages, the employer shall give to every one of his employees a note on which the following shall be mentioned the number of hours of work, the wage rate and the deductions of all kinds made on the pay.

X. *Permanent employees:* a) The words "permanent employees" (maintenance men) mean any qualified or unqualified worker of the building trades employed throughout the year by the same employer and engaged upon the upkeep of building property. However, for the trades of electrician and pipe-mechanic the maintenance man shall hold a licence in conformity with the statutes governing such trades. However, no new construction, or reconstruction or reinstallation of any unit in any building shall be construed as maintenance work.

b) Permanent employees (maintenance men) employed in churches chapels, or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, refuges, charity workrooms (*ouvroirs*), with the exception of cemeteries, shall benefit by the following conditions

| Métiers:                                   | Salaires hebdomadaires |         | Trades:                                 | Wages per week |         |
|--|------------------------|---------|---|----------------|---------|
|  | Zones I                | II      |   | Zones I        | II      |
| Compagnons .....                           | \$24.40                | \$22.40 | Journemen .....                         | \$24.40        | \$22.40 |
| Journaliers (ouvriers non qualifiés) ..... | 19.40                  | 17.40   | Labourers (non-qualified workmen) ..... | 19.40          | 17.40   |

c) Les salariés permanents préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidences de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements commerciaux et de magasins doivent recevoir le taux de salaire minimum suivant:

| Métiers:                                   | Salaires hebdomadaires |         |
|--|------------------------|---------|
|  | Zones                  |         |
|  | I                      | II      |
| Compagnons .....                           | \$24.40                | \$22.40 |
| Journaliers (ouvriers non qualifiés) ..... | 19.40                  | 17.40   |

d) La durée maximum du travail pour les salariés permanents préposés à l'entretien est de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière.

e) Tout travail supplémentaire effectué par des salariés permanents préposés à l'entretien doit être rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans la cédule apparaissant à l'article III du décret.

Les salariés permanents préposés à l'entretien qui reçoivent un salaire annuel d'au moins quinze cent soixante (\$1,560.00) dollars et qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles sont par les présentes exclus des taux de salaires pour travail supplémentaire.

f) Les employeurs peuvent déduire du salaire du salarié permanent préposé à l'entretien \$3.00 par chambre et par mois si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction maximum de vingt-cinq (\$0.25) cents par repas est autorisée si le salarié pensionne dans l'établissement.

XI. Tout contrat conclu entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce est de nul effet.

XII. *Apprentissage:* a) Aucun apprenti dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés ne doit commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans révolus ni ne doit être âgé de plus de 25 ans; toutefois, le Comité paritaire, sur requête de l'apprenti intéressé, avec la recommandation de l'organisation professionnelle à laquelle celui-ci appartient, peut admettre à l'apprentissage un candidat âgé de plus de 25 ans qui, pour des raisons graves, n'a pu commencer son apprentissage avant cet âge.

b) Tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le Comité paritaire chargé de l'application du décret, et dont le siège social est à Hull.

c) Ledit registre doit mentionner le nom, le prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti; le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous les employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d) Nonobstant le paragraphe "b" du présent article, les organisations professionnelles ouvrières représentées par la partie contractante de deuxième part ont le droit de faire l'enregistrement des apprentis qui sont devenus leurs membres.

e) Le Comité conjoint des métiers de la construction ou les organisations professionnelles habilitées qui désirent contrôler l'apprentissage de leurs membres doivent fournir à chaque apprenti un "livret d'apprentissage" dans lequel doivent être indiquées les périodes de service avec chaque employeur.

c) Permanent employees (maintenance men) employed in a public or an office building, apartment building or dwellings of all kinds, hotels, commercial establishments and stores shall be paid the following minimum rate:

| Trades:                                 | Wages per week |         |
|---|----------------|---------|
|   | Zones          |         |
|   | I              | II      |
| Journeymen .....                        | \$24.40        | \$22.40 |
| Labourers (non-qualified workmen) ..... | 19.40          | 17.40   |

d) The maximum duration of work for permanent employees (maintenance men) shall be forty-eight (48) hours per week without any daily limitation.

e) All overtime work done by permanent employees (maintenance men) shall be paid in accordance with the hourly rate specified in the particular classification concerned as set forth in the schedule mentioned in section III of the decree.

Permanent employees (maintenance men) who receive a yearly salary of at least fifteen hundred and sixty (\$1,560.00) dollars and who by the nature of their employment are required to answer emergency calls at any time of the day or night for the protection of building or property, are hereby excluded from overtime rates of wages.

f) Employers may deduct \$3.00 per month per room from a maintenance man's salary, if such employee lives therein; a maximum deduction of twenty-five (\$0.25) cents per meal is authorized if the employee boards in the building.

XI. All contracts entered into between an employer and one or more employees on a piece-work or labour contract basis shall be null and void.

XII. *Apprenticeship:* a) No apprentice in one or the other of the building trades hereinafter mentioned shall begin his apprenticeship before 16 years nor after 25 years; however, the Parity Committee upon request from the interested apprentice, with the recommendation of the professional union of which he is a member, may authorize a candidate of more than 25 years to begin his apprenticeship provided he could not have begun his apprenticeship before that age on account of serious reasons.

b) All apprentices shall be inscribed in a register kept by the Parity Committee charged with the enforcement of the decree and whose corporate seat is located in Hull.

c) In such register shall be mentioned the name, age and address of the apprentice; it shall also mention the date on which the apprentice began his apprenticeship together with the proof of the continuity of the training of the apprentice, the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

d) Notwithstanding subsection "b" of the present section, professional trade unions represented by the contracting party of the second part shall have the right to register the apprentices becoming members of their association.

e) The Joint Committee of the building trades or the professional unions authorized to do so wishing to control the apprenticeship of their members shall give each apprentice a booklet called "Apprenticeship Book", in which shall be mentioned the period of work given under each employer. The employers or the employees

Les employeurs ou les salariés doivent indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation du service de l'apprenti.

Les livrets d'apprentissage doivent être bilingues et uniformes, qu'ils soient émis directement par le Comité paritaire ou par les organisations professionnelles habilitées; ces livrets, toutefois, doivent porter le sceau de l'association ou corporation qui les émet.

f) Un employeur, qu'il s'agisse d'une personne ou d'une association ou corporation, a le droit d'embaucher un (1) apprenti dans le ou les métiers qui l'intéressent.

Le présent paragraphe ne s'applique pas cependant aux industries de la plomberie, du chauffage et de l'électricité.

Il est permis d'employer un (1) apprenti par six (6) compagnons (ouvriers qualifiés) ou fraction de ce nombre.

Lorsqu'il y a six (6) compagnons au travail, sans aucun apprenti, l'employeur est obligé d'engager un apprenti avant d'embaucher un septième compagnon.

Cependant, pour le métier de briqueteur, il est permis d'employer un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre.

Un apprenti ne doit pas travailler seul sur un chantier avant d'avoir complété sa deuxième année d'apprentissage.

g) Toutefois, dans la zone II, le pourcentage des apprentis est d'un apprenti par deux compagnons ou fraction de ce nombre.

h) Aucun employeur n'est obligé de garder à son service un apprenti dont le travail exécuté n'est pas satisfaisant. L'employeur a aussi le droit de renvoyer l'apprenti si ce dernier donne des preuves évidentes d'une application insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux usages généralement requis des apprentis de métiers.

i) La pleine période d'apprentissage est comme suit:

| Métiers:                              | Période d'apprentissage |
|---------------------------------------|-------------------------|
| Briqueteurs                           | 4 ans                   |
| Charpentier-menuisiers                | 4 ans                   |
| Poseurs de lattes (métal)             | 4 ans                   |
| Poseurs de marbre                     | 4 ans                   |
| Maçons                                | 4 ans                   |
| Peintres, décorateurs et vitriers     | 4 ans                   |
| Plâtriers                             | 4 ans                   |
| Couvreurs — amiante, ardoise et tuile | 4 ans                   |
| Couvreurs — composition               | 4 ans                   |
| Ouvriers tôliers                      | 4 ans                   |
| Électriciens                          | 4 ans                   |
| Finisseurs de ciment                  | 3 ans                   |
| Poseur de lattes (bois)               | 3 ans                   |
| Travailleurs en fer ornemental        | 2 ans                   |

j) Les taux de salaires payés aux apprentis sont fixés d'après un pourcentage des taux minima payables aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:

1. Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

|             | Zones |     |
|-------------|-------|-----|
|             | I     | II  |
| 1ère année  | 30%   | 40% |
| 2ième année | 45%   | 55% |
| 3ième année | 60%   | 70% |
| 4ième année | 75%   | 85% |

2. Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

|             | Zones |     |
|-------------|-------|-----|
|             | I     | II  |
| 1ère année  | 45%   | 55% |
| 2ième année | 60%   | 70% |
| 3ième année | 75%   | 85% |

shall state, under their signature, the date on which the service of the apprentice has begun and ended.

Apprenticeship books shall be in both English and French and standard whether they be issued directly by the Parity Committee or by professional unions authorized to do so; however such booklets shall bear the seal of the association or corporation issuing them.

f) An employer, whether a person, an association or a corporation, shall have the right to hire one (1) apprentice in the trade or trades in which the latter is interested.

This subsection shall not apply, however, to plumbing, heating and electricity industries.

One apprentice is allowed to each six (6) journeymen or fraction thereof. When six (6) journeymen are employed, and no apprentice, the employer shall have to hire one apprentice before the seventh journeyman is employed.

However, in the bricklaying trade, it is permitted to employ one (1) apprentice to three (3) journeymen or fraction thereof.

An apprentice shall not work alone on a field before having completed the second year of his apprenticeship.

g) However, in zone II, the percentage shall be one apprentice to each 2 journeymen or fraction thereof.

h) No employer is compelled to keep in his service an apprentice whose work should not prove satisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

i) The full period of apprenticeship shall be as follows:

| Trades:                           | Period of apprenticeship |
|-----------------------------------|--------------------------|
| Bricklayers                       | 4 years                  |
| Carpenter-joiners                 | 4 years                  |
| Lathers (metal)                   | 4 years                  |
| Marble setters                    | 4 years                  |
| Masons                            | 4 years                  |
| Painters, decorators and glaziers | 4 years                  |
| Plasterers                        | 4 years                  |
| Roofers — asbestos slate and tile | 4 years                  |
| Roofers — composition             | 4 years                  |
| Sheet metal workers               | 4 years                  |
| Electricians                      | 4 years                  |
| Cement finishers                  | 3 years                  |
| Lathers (wood)                    | 3 years                  |
| Ornamental iron workers           | 2 years                  |

j) The wage rates paid to apprentices shall be based upon a percentage of minimum rates payable to skilled workers in the various trades; such percentage of pay is fixed as follows:

1. For trades of four (4) years of apprenticeship:

|          | Zones |     |
|----------|-------|-----|
|          | I     | II  |
| 1st year | 30%   | 40% |
| 2nd year | 45%   | 55% |
| 3rd year | 60%   | 70% |
| 4th year | 75%   | 85% |

2. For the trades of three (3) years of apprenticeship:

|          | Zones |     |
|----------|-------|-----|
|          | I     | II  |
| 1st year | 45%   | 55% |
| 2nd year | 60%   | 70% |
| 3rd year | 75%   | 85% |

k) Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés, n'est reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

l) Si un apprenti a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la mise en vigueur du décret, il doit fournir au Comité paritaire un état des périodes de temps qu'il a servi chez un employeur. L'apprenti doit aussi fournir un affidavit de ses déclarations; celles-ci sont consignées dans le registre d'apprentissage du Comité paritaire.

m) Les heures de travail des apprentis doivent être les mêmes que celles des salariés qualifiés.

n) Au terme de son apprentissage, l'apprenti doit subir un examen, quant à sa compétence, devant un Bureau d'examineurs, conformément aux dispositions de la Loi.

o) L'apprenti doit rendre de bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et matériaux que l'employeur met à sa disposition. Il doit motiver ses absences à son travail et s'il néglige de le faire, le Comité paritaire a l'autorisation de rayer son nom du livre des registres.

p) L'employeur doit notifier immédiatement le Comité paritaire de l'entrée en apprentissage d'un salarié.

q) Le Comité paritaire et les organisations professionnelles autorisées ont le pouvoir de demander la preuve de l'âge de l'apprenti ainsi qu'un certificat médical démontrant qu'il peut s'engager à l'apprentissage d'un métier quelconque.

r) Le travail supplémentaire de l'apprenti doit être rémunéré aux mêmes conditions que celles déterminées pour des ouvriers qualifiés.

s) Dans le cas où les termes du décret entreraient en conflit de quelque manière que ce soit avec aucun des statuts de la province de Québec régissant certains métiers, tels que les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, ces statuts ont force légale.

t) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et au résultat de leurs examens.

XIII. *Congés payés*: a) *Définitions*: Les termes ci-après mentionnés ont, à moins d'incompatibilité, le sens qui leur est ci-après donné:

*Employeur*: Une personne employant un salarié régi par le présent décret;

*Commission*: La Commission du salaire minimum;

*Livret de congés*: Un livret émis par la Commission, aux fins d'y apposer durant une période de prestations, des timbres de congés payés;

*Période de prestations*: La période s'étendant du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante;

*Timbre*: La marque imprimée ou vignette émise par la Commission, pour représenter les prestations de congés dues par un employeur.

b) *Droits du salarié*:

1. *aux congés payés*: Tout salarié, régi par le présent décret, ayant été au service continu d'un employeur durant une période de prestations a droit, à la fin de telle période, à un congé d'une durée minimum de sept jours consécutifs et à la rémunération pour congés ci-après fixés;

k) No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

l) If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the decree, he shall submit to the Parity Committee a statement of the period of time he has worked for an employer; he shall give an affidavit of his statement. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the Parity Committee.

m) Hours of labour of apprentices shall be the same as those of skilled workers.

n) After his period of apprenticeship, an apprentice shall undergo an examination respecting his competency before a Board of Examiners in conformity with the provisions of the Act.

o) The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of the tools and the materials furnished by his employer. He shall give the reasons for being away from work and in the fault to do so, the Parity Committee will be authorized to strike his name out of the register book.

p) The employer shall notify immediately the Parity Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

q) The Parity Committee of the authorized professional organizations may request the proof of the age of the apprentice together with a medical certificate proving that he may take up apprenticeship in a given trade.

r) Overtime made by an apprentice shall be paid at the same rates as those fixed for skilled workers.

s) Should the provisions of the decree be contradictory in any way with any of the statutes of the Province of Quebec governing various trades, such as the trades of electrician and of pipemechanic, such statutes shall have precedence.

t) The apprentices who have attended a school governed by the Act respecting specialized schools shall receive a credit proportioned to the duration of their studies and to the result of their examinations.

XIII. *Vacations with pay*: a) *Definitions*: In this section, barring incompatibility, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

*Employer*: Any person hiring an employee governed by the present decree;

*Commissions*: The Minimum Wage Commission;

*Vacation with pay stamp book*: A book issued by the Commission for the purpose of affixing therein, during a vacation-with-pay credit period vacation-with-pay credit stamps;

*Vacation with pay credit period*: The period extending from the 1st of May of one year to the 30th of April of the next year;

*Vacation with pay credit stamp*: The printed mark or stamp issued by the Commission, representing the vacation-with-pay credit payable by an employer.

b) *Rights of the employee*:

1. *to a vacation-with-pay*: Every employee governed by the present decree, whose work has been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, to a vacation having a minimum duration of seven consecutive days and to the vacation credit hereinafter determined;

2. à rémunération pour congés: Tout salarié régi par le présent décret, n'ayant pas été au service continu d'un employeur durant une période de prestations, a droit, à la fin de telle période, seulement à la rémunération pour congés ci-après fixée.

c) *Prise de congé:* L'employeur doit donner à son salarié y ayant droit, le congé prévu par le présent article, dans les quatre mois qui suivent la date de la fin d'une période de prestations.

d) *Rémunération pour congés:* La rémunération pour congés à laquelle a droit un salarié régi par le présent décret, représente, pour une période de prestations, la valeur des timbres apposés, pour telle période, dans son livret de congés.

e) *Apposition de timbres:* Tout employeur doit apposer à l'échéance de chaque paie de son salarié, dans le livret de congés de ce dernier, des timbres pour une valeur égale à deux pour cent (2%) du montant brut de telle paie.

f) *Obligations de l'employeur:* Tout employeur doit

1. se procurer de la Commission avant le commencement d'une période de prestations, un livret de congés pour chacun de ses salariés;

2. exiger de tout salarié embauché au cours d'une période de prestations, la remise de son livret de congés et, s'il n'en possède pas, lui en procurer un;

3. conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, durant le temps d'emploi, les livrets de congés de chacun de ses salariés.

4. remettre à chacun de ses salariés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail, son livret de congés.

L'employeur qui fournit à un salarié un livret de congés payés peut en déduire le coût du salaire de ce dernier.

g) *Obligations du salarié:* Tout salarié doit:

1. remettre sans délai son livret de congés à l'employeur qui l'engage au cours d'une période de prestations;

2. réclamer de l'employeur qui l'emploie, son livret de congés à la fin d'une période de prestations ou lors de la résiliation antérieure de son contrat de travail.

h) *Remboursement de la rémunération:* Tout salarié a le droit de réclamer de la Commission, à la fin d'une période de prestations, le remboursement des timbres apposés dans son livret de congés pour telle période.

i) *Propriété du livret de congés payés:* Le livret de congés payés, bien qu'il puisse être en la possession de l'employeur, est la propriété du salarié; la créance qu'il constate est incessible.

j) *Contention interdite:* Est expressément interdite toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article.

XIV. Les contrats à forfait affectant la construction de maisons familiales et qui ont été signés avant l'adoption du présent décret, ne sont pas assujettis à ses dispositions. Tels contrats demeurent cependant assujettis aux dispo-

2. to a vacation credit: Every employee governed by the present decree, whose work has not been continuous with one employer throughout a vacation-with-pay credit period, is entitled, at the end of such period, only to the vacation credit hereinafter determined.

c) *Period during which vacation is to be given:* The employer must give, within four months from the date of expiration of a vacation-with-pay credit period, the vacation to which an employee is entitled according to the present section.

d) *Vacation credit:* The vacation credit to which an employee governed by the present decree is entitled represents, for a vacation-with-pay credit period, a sum of money equivalent to the face value of the stamps affixed in his vacation-with-pay stamp book for said credit period.

e) *Affixing of stamps:* Every employer, at the end of each regular pay period, must affix in his employee's vacation-with-pay stamp book vacation-with-pay credit stamps in an amount equivalent to two per centum (2%) of the gross amount of such pay.

f) *Employer's obligations:* Every employer must.

1. obtain from the Commission a vacation-with-pay stamp book for each of his employees, before the beginning of a vacation-with-pay credit period;

2. require from every employee hired during a vacation-with-pay credit period, the remittance of his vacation-with-pay stamp book and, should he not possess such book, provide him with one;

3. keep each employee's vacation-with-pay stamp book till the end of the vacation-with-pay credit period, or, during the time of employment, should the employee's labour contract be previously cancelled;

4. give back his vacation-with-pay stamp book to each one of his employees, at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract.

The employer who provides his employee with a vacation-with-pay stamp book may deduct from the employee's wages the cost of such book.

g) *Employee's obligations:* Every employee must.

1. without delay, give back his vacation-with-pay stamp book to the employer who hires him during a vacation-with-pay period;

2. at the end of a vacation-with-pay credit period or at the time of the previous cancellation of his labour contract, claim his vacation-with-pay stamp book from the employer who hires him.

h) *Redemption of stamps:* Every employee, at the end of a vacation-with-pay credit period, has the right to claim from the Commission the redemption of the stamps affixed for such period in his vacation-with-pay stamp book.

i) *Ownership of the vacation-with-pay stamp book:* Through in the employer's hands, the vacation-with-pay stamp book belongs to the employee, and the credit shown therein is untransferable.

j) *Forbidden agreement:* Any stipulation of a labour contract for the purpose of granting, to an employee governed by the present decree, conditions less advantageous than those fixed in the present section is strictly forbidden.

XIV. Contracts by the job pertaining to the construction of family houses and signed before the approval of the present decree are not regulated by its provisions. Such contracts shall, however, be governed by the provisions of the

sitions du décret en vigueur à la date de leur signature.

XV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XVI. Le présent décret abroge le décret numéro 968 du 3 juin 1938 et tous ses amendements.

XVII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pendant une période d'une année. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

26095-o A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

XV. At the time of sanction of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds to the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee resulting from the previous decree.

XVI. The present decree repeals the decree number 968 of June 3rd, 1938, and all its amendments.

XVII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective for a period of one year. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before the date of its original expiry or the end of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

26095-o A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

FOUR STAR FASHIONS INC.

FOUR STAR FASHIONS INC.

Un règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie "Four Star Fashions Inc."

By-law enacting the increase of the number of Directors of "Four Star Fashions Inc."

Il a été proposé par M. Jack Starr et secondé par M. Louis Golfman et résolu à l'unanimité.

Moved by Mr. Jack Starr and seconded by Mr. Louis Golfman, and unanimously.

Que la modification du règlement N° 3A de la compagnie, augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre décrétée par les directeurs à leur assemblée tenue le 21 octobre 1949, soit et elle est, par les présentes approuvée, confirmée et ratifiée.

Resolved that the amendment to By-Law No. 3A of the Company increasing the number of the Directors of the Company from three to four, enacted by the Directors at their meeting held on the 21st day of October 1949, be and the same is hereby approved, confirmed and ratified.

Daté à Montréal, le 25 octobre 1949.

Dated at Montreal, this 25th day of October, 1949.

26059 Le Président,  
LOUIS GOLFMAN.

26059-o LOUIS GOLFMAN,  
President.

Tirage au sort des obligations de la Municipalité du village de Deschênes, comté de Gatineau

Drawing of bonds of the Municipality of the Village of Deschênes, County of Gatineau

AVIS AUX CRÉANCIERS

NOTICE TO CREDITORS

Les obligations suivantes, émises sous l'autorité du règlement N° 119 de la Municipalité du village de Deschênes, ont été tirées au sort au Bureau de la Commission Municipale de Québec, le 11 octobre 1949, conformément audit règlement: série "B". Nos C-21, 24, 27, 28 et 59.

The following bonds, issued under the authority of by-law No. 119 of the Municipality of the Village of Deschênes, were drawn by lots at the office of the Quebec Municipal Commission on the 11th of October 1949, in compliance with the said by-law: serial "B". Nos C-21, 24, 27, 28 and 59.

Lesdites obligations seront remboursables au pair au Bureau de la Banque Provinciale du Canada, succursale de la rue Principale, Hull, Québec, le 1er décembre 1949, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds will be redeemable at par at the office of the Provincial Bank of Canada, Main Street Branch, Hull, Quebec, on the 1st of December 1949, date upon which they shall cease to bear interest.

Donné à Deschênes, ce septième jour de novembre 1949.

Given at Deschênes, this seventh day of November 1949.

La Municipalité du Village de Deschênes,  
Le Secrétaire-trésorier,  
26070-o par: RENÉ-L. MÉNARD, Notaire.

The Municipality of the Village of Deschênes,  
by: RENÉ-L. MÉNARD, Notary,  
26070-o Secretary-Treasurer.

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION  
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Extrait des minutes d'une assemblée générale spéciale des membres de "Quebec Brewers Association" tenue en la cité de Montréal, Québec, le 26 janvier 1949 à 10.00 a.m.

"Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le suivant soit décrété comme un règlement de l'association:

Règlement "A"

Un règlement pour amender le règlement IV, article 1 et le règlement VII, article 1 de "Quebec Brewers Association."

"Qu'il soit décrété comme un règlement de "Quebec Brewers Association:"

2. Que l'article 1 du règlement VII, tel que décrété de nouveau le 29 janvier 1948 et publié dans la *Gazette officielle de Québec* en date du 19 juin 1948, soit amendé en rayant le mot "dix" dans sa deuxième ligne et en y substituant le mot "huit".

Copie exacte certifiée, Montréal, 26 janvier 1949.

26060 Le Secrétaire,  
H. GEO. GONTHIER.

IMMEUBLES MEA INC.

Règlement N° VIII

Qu'il soit et il est, par le présent règlement N° VIII de la compagnie, édicté et décrété que l'actif de la compagnie soit distribué aux actionnaires.

Québec, ce 7 novembre 1949.  
(Seau)

26074-o Le Secrétaire,  
L. J. B. LÉPINE.

AVIS D'AUTORISATION

Avis est donné que la compagnie "Select Oils Limited" a été autorisée à vendre ou autrement alinéer, dans la province de Québec, ses actions, titres, actions-certificats, débetures et autre valeurs.

Le siège social dans la Province est au N° 60 ouest, rue St-Jacques, Montréal, s/d Lajoie, Robitaille & Company Limited.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure prise contre elle est M. S. Henri Robitaille, de ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal et dont l'adresse est 60 ouest, rue St-Jacques.

Donné au bureau du Procureur général, le 8 novembre 1949.

26075 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 9 novembre 1949, les règlements généraux et les règlements numéros 13 et 14 de la société "Le Sanatorium St-Jean", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles qu'ajoutées par la Loi 11 Geo. VI, chapitre 65, article 12.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 9 novembre 1949.

26088-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION  
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

Extract from minutes of a special General meeting of the members of "Quebec Brewers Association" held at the City of Montreal, Quebec, on 26th January 1949 at 10.00 a.m.

"It was moved, seconded and unanimously resolved that the following be enacted as a By-Law of the Association":

By-Law "A"

A By-law to amend By-law IV, article 1, and By-law VII, article 1, of "Quebec Brewers Association."

"Be it enacted as a By-law of "Quebec Brewers Association:"

2. That Article 1 of By-law VII, as re-enacted on 29th January 1948 and published in the *Quebec Official Gazette* on June 19th 1948, be amended by deleting the word "ten" in the second line thereof, and by substituting therefor the word "eight".

Certified an exact copy, Montreal, 26th January 1949.

26060-o H. GEO. GONTHIER,  
Secretary.

IMMEUBLES MEA INC.

By-Law No. VIII

Be it, and it is the present By-law No. VIII of the company, enacted and ordered that the assets of the company be distributed among the shareholders.

Quebec, November 7, 1949.  
(Seal)

26074 L. J. B. LÉPINE,  
Secretary.

NOTICE OF AUTHORIZATION

Notice is hereby given that the company "Select Oils Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at No. 60 St. James Street West, Montreal, c/o Lajoie, Robitaille & Company Limited.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. S. Henri Robitaille, of the said City of Montreal, in the judicial District of Montreal, and whose address is 60 St. James Street West.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 8th, 1949.

26075-o JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of November 9th, 1949, approved the general by-laws and by-laws numbers 13 and 14 of the society "Le Sanatorium St-Jean", and such in conformity with the provisions of section 225a of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as added by the Act 11 Geo. VI, chapter 65, section 12.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 9, 1949.

26088 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**UNITED DOMINION MINING COMPANY LTD.**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que le règlement spécial "X" a été décrété par les directeurs de la compagnie "United Dominion Mining Company Ltd.", libre de responsabilité personnelle, en date du 27 octobre 1949, et confirmé par les actionnaires en date du 8 novembre 1949, conformément aux dispositions de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires.  
Montréal, 8 novembre 1949.  
(Sceau)

26077 Le Secrétaire,  
FRANK WILLCOX.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Repentigny", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le neuf septembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Repentigny, comté de L'Assomption.

26089-0 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**SELECTA GIRDLE INC.**

*Sommaire du Règlement Spécial "A"*

"Avis est par les présentes donné, qu'en vertu de l'article 90 de la loi des compagnies de Québec, chapitre 276, "Selecta Girdle Inc." a adopté un Règlement pour la distribution de tout son actif au pro-rata entre ses actionnaires, et a autorisé un de ses officiers à effectuer telle distribution pour et au nom de la Compagnie."

Québec, 28 octobre 1949.  
(Sceau)  
26090-0 Le Secrétaire,  
PIERRE AMYOT.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Laverlochère", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 novembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Laverlochère, comté de Témiscamingue.

26103-0 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 novembre 1949.

**UNITED DOMINION MINING COMPANY LTD.**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Special By-law "X" was enacted by the Directors of "United Dominion Mining Company Ltd.", No Personal Liability, on October 27th, 1949, and confirmed by the Shareholders on November 8th, 1949, under the Provisions of Section 90 of the Quebec Companies' Act, providing for the distribution of the assets of the Company among its Shareholders.

Montreal, November 8th, 1949.  
(Seal)

26077 FRANK WILLCOX,  
Secretary.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Repentigny" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September ninth, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Repentigny, county of L'Assomption.

26089 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**SELECTA GIRDLE INC.**

*Summary of Special By-law "A"*

"Notice is hereby given that under section 90 of the Quebec Companies Act, chapter 276, "Selecta Girdle Inc." has adopted a By-law for the distribution of all its assets rateably amongst its shareholders, and has authorized one of its officers to carry out the said distribution for and in the name of the company."

Québec, October 28, 1949.  
(Seal)  
26090 PIERRE AMYOT,  
Secretary.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Laverlochère" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 9, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Laverlochère, county of Témiscamingue.

26103 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 9, 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Paul, comté de Joliette.

26104-o Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Paul, county of Joliette.

26104 JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

CLÉMENT FRÈRES LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Clément Frères Limitée" s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

26061-o Montréal, ce 4 novembre 1949.  
Le Secrétaire,  
Dame JEANNE CLÉMENT.

AVIS LÉGAL

Conformément à la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276 et amendements), la compagnie "International Corporation of Canada Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera à l'Honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

26062 Daté à Montréal, le 31 octobre 1949.  
Le Secrétaire,  
W. R. HENRY.

LA COMPAGNIE FAGNAN DRIVE YOURSELF  
LIMITÉE  
THE FAGNAN DRIVE YOURSELF COMPANY  
LIMITED

Avis est donné que "La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée", incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Sorel, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

26063-o Daté à Sorel, ce deux novembre 1949.  
Le Secrétaire-trésorier,  
CAMILLE DESMARIAS.

AVIS LÉGAL

AVIS D'APPLICATION POUR ABANDONNER  
LA CHARTE ET LETTRES PATENTES

Avis est donné par les présentes que "Roméo Dorval Limitée", ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, fera application au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec pour permission d'abandonner ses Lettres Patentes et sa charte, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

507 Place d'Armes,  
Chambre 1405, Montréal, Que. 26064-o  
Le Procureur du Requérant,  
HARRY M. BUDYK, C.R.

Charters — Surrender of

CLÉMENT FRÈRES LIMITÉE

Notice is hereby given that the "Clément Frères Limitée" will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter under the Quebec Companies' Act.

26061-o Montreal, November 4th 1949.  
Dame JEANNE CLÉMENT,  
Secretary.

LEGAL NOTICE

Under the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941 Chapter 276 and Amendments) "International Corporation of Canada Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company.

26062-o Dated at Montreal this 31st October 1949.  
W. R. HENRY,  
Secretary.

LA COMPAGNIE FAGNAN DRIVE YOURSELF  
LIMITÉE  
THE FAGNAN DRIVE YOURSELF COMPANY  
LIMITED

Notice is hereby given that "The Fagnan Drive Yourself Company Limited" a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Sorel will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

26063-o Dated at Sorel, this 2nd day of November 1949.  
CAMILLE DESMARIAS,  
Secretary-Treasurer.

LEGAL NOTICE

NOTICE OF APPLICATION FOR SURRENDER  
OF CHARTER AND LETTERS PATENT

Notice is hereby given that "Roméo Dorval Limitée", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent and its charter from and after such date as he may be pleased to fix.

507 Place d'Armes,  
Room, 1405, Montreal, Que. 26064  
Dated at Montreal, this 28th day of October 1949.  
HARRY M. BUDYK, K.C.,  
Attorney for the Applicant.

## AVIS

## STATELY CORPORATION

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Stately Corporation" donne, par les présentes avis, qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 2 novembre 1949.

26065 (Signé) MAC FINIFFTER, Le Secrétaire,

## NOTICE

## STATELY CORPORATION

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Stately Corporation" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council for acceptance of the Surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, November 2nd, 1949.

26065-o (Sgd) MAC FINIFFTER, Secretary.

## AVIS

UNITED DOMINION MINING COMPANY LTD.  
(Libre de responsabilité personnelle)

La compagnie "United Dominion Mining Company Ltd.", libre de responsabilité personnelle, donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général de la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il plaira au Procureur général de fixer.

Montréal, 8 novembre 1949.

(Sceau)

26078 (Signé) FRANK WILLCOX, Le Secrétaire,

## NOTICE

UNITED DOMINION MINING COMPANY LTD.  
(No Personal Liability)

"United Dominion Mining Company Ltd.", No Personal Liability, hereby gives notice that it will make application to the Attorney General of the Province of Quebec, under the Provisions of Section 26 of the Quebec Companies' Act for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montréal, November 8th, 1949.

(Seal)

26078-o FRANK WILLCOX, Secretary.

Canada, province de Québec, district de Montréal

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

## DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

## APPLICATION FOR SURRENDER OF CHARTER

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Durable Bedding Limited", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qui sera fixée par l'Honorable Procureur général.

Daté à Montréal, le 2 novembre 1949.

26079 (Signé) ALBERT PANTEL, Le Président,

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, the "Durable Bedding Limited", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Honourable Attorney General.

Dated at Montreal, this 2nd day of November, 1949.

26079-o ALBERT PANTEL, President.

## Compagnie autorisée à faire des affaires

## Company Licensed to do Business

Avis est donné que la compagnie "J. I. Case Company (Incorporated)" a été autorisé à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

L'agent principal de la compagnie ci-devant mentionnée dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Aimé Sydney Bruneau, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite corporation pour la Province est au bureau de son dit agent

Notice is hereby given that the company "J. I. Case Company (Incorporated)" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the aforementioned Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Aimé Sydney Bruneau, Advocate and King's Counsel, of the City of Montreal.

The principal office of said Corporation for the Province is at the office of its said chief

principal, 275 ouest, rue St-Jacques, dans ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 novembre 1949.

26076 Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

agent, 275 St. James Street West, in the said City of Montreal, in the judicial District of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of November, 1949.

26076-o JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

## Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 3 octobre 1949 du conseil du village de Beaulac, comté de Wolfe, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 9 novembre 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la Gazette officielle de Québec, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 9 novembre 1949.  
26086-o BONA DUSSAULT,  
Ministre des Affaires municipales.

## Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of October 3, 1949, of the council of the village of Beaulac, county of Wolfe, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of November 9, 1949, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the Quebec Official Gazette, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 9, 1949.  
26086 BONA DUSSAULT,  
Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Instruction publique

N° 578-39.

Québec, le 4 novembre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, les lots du cadastre officiel de Sainte-Sabine, Nos 945 à 960 inclusivement: 963, 1404 à 1432 inclusivement; 1447 à 1460 inclusivement et le lot 1462, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Sabine, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
26091-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1416-44.

Québec, le 4 novembre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Valérien, paroisse, dans le comté de Shefford, le lot N° 291 du cadastre officiel de Saint-Valérien et de l'annexer à celle de Saint-Valérien, village, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
26092-45-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 578-39.

Quebec, November 4, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame de Stanbridge, in the county of Missisquoi, the lots of the official cadastre for Sainte-Sabine, Nos. 945 to 960 inclusively; 963, 1404 to 1432 inclusively; 1447 to 1460 inclusively and lot 1462, and to annex them to the school municipality of Sainte-Sabine, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,  
26091-45-2 Superintendent of Education.

No. 1416-44.

Quebec, November 4, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Valérien, parish, in the county of Shefford, lot No. 291 of the Official cadastre for Saint-Valérien, and to annex it to that of Saint-Valérien, village, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,  
26092-45-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel de la Cité du Cap-de-la-Madeleine  
Division d'enregistrement de Champlain.

Avis est par la présente donné que le lot 388-150 est corrigé et le lot 388-151 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1949.  
Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
26085-o AVILA BÉDARD,  
Sous-ministre.

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the City of Cap-de-la-Madeleine  
Registration Division of Champlain

Notice is hereby given that lot 388-150 is corrected and lot 388-151 is added in virtue of Article 217A of the civil Code.

Québec, November the 4th, 1949.  
Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
26085-o AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

AVIS

Cadastré officiel de la paroisse de St-Colomb de Sillery  
Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 47-143 est annulé et les lots 47-140, 47-141 et 47-142 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 octobre 1949.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
AVILA BÉDARD,  
Sous-ministre.

26085-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Colomb de Sillery  
Registration Division of Québec.

Notice is hereby given that lot 47-143 has been cancelled; and lots 47-140, 47-141 and 47-142 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 18th, 1949.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy Minister.

26085-o

AVIS

Cadastré officiel de la cité de Hull, quartier N° I  
Division d'enregistrement de Hull.

Avis est par la présente donné que les lots 246-449 à 246-462, 246-628 (ruelle), partie du lot 4-1, partie du lot 244-625, sont annulés et le lot 244-624 est corrigé en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 24 septembre 1949.

Le Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
AVILA BÉDARD.

26071-o

NOTICE

Official Cadastre of the City of Hull, Ward No. I, Registration Division of Hull.

Notice is hereby given that lots 246-449 to 246-462, 246-628 (lane), part of lot 4-1 part of lot 244-625 are cancelled and lot 244-624 is corrected in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, September the 24th, 1949.

Department of Lands and Forests,  
Cadastral Branch,  
AVILA BÉDARD,  
Deputy-Minister.

26071-o

Greffes de Notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code de Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me W. F. Pratt, notaire demeurant et exerçant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me R. H. Barron, notaire, décédé.

Montréal, 12 novembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

ARTHUR COURTOIS.

26072-o

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code de Notariat, qu'une requête a été présentée à la Chambre des Notaires par Me Gaston Tétreault, notaire demeurant et exerçant à Inverness, district judiciaire d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de Me L. A. Paradis, notaire démissionnaire.

Montréal, 12 novembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier de la Chambre des Notaires,

ARTHUR COURTOIS.

26073-o

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me W. F. Pratt, Notary residing and practising at Montreal, Judicial District of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of M. R. H. Barron, deceased Notary.

Montreal, November 12, 1949.

ARTHUR COURTOIS,  
Secretary-Treasurer of the Board,  
of Notaries.

26072-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Board of Notaries, by Me Gaston Tétreault, Notary residing and practising at Inverness, Judicial District of Arthabaska, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me L. A. Paradis, demissionary Notary.

Montreal, November 12, 1949.

ARTHUR COURTOIS,  
Secretary-Treasurer of the Board  
of Notaries.

26073-o

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 28 septembre 1949.

M. Hector Saint-Pierre, d'Ottawa, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, September 28, 1949.

Mr. Hector Saint-Pierre, of Ottawa, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 20 juillet 1949.

M. Charles-A. Pelletier, maire de la municipalité de Saint-Gabriel-Lallemant: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska.

M. Alphonse Doré, 4228 rue Notre-Dame ouest, Montréal: juge de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

Québec, 3 août 1949.

M. Robert Lamb, de Val d'Or: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi.

M. E.-J. Arseneault, de St-Jacques-des-Piles: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières.

MM. Hervé Landry et Antonio Métivier, mécaniciens, de Nicolet: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet.

MM. Paul-Émile Chartier, 6254 rue Beaulieu, Ville-Émard, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Charles St-Amour, chef de police de la municipalité de Montréal-Nord, 11247 rue Plaza, Montréal-Nord, A. Ashton, 7066, 2ième avenue, Ville St-Michel, comté de Laval, Albert Ruel, grand maître de l'Ordre des chevaliers de St-Vincent Ferrier, 7962 rue Berri, J.-H. Brault, contremaitre, 738 avenue Atwater, tous deux de Montréal, Raymond Ménard, gérant, 990 1ière avenue, Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Henri Chapleau, marchand, de St-Pascal, comté de Kamouraska: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska; Fernand Adams, assistant-registraire de claims miniers à Amos, d'Amos: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi; J.-B. Tardif, inspecteur au service de la taxe de vente, de St-Octave-de-Métis, comté de Matane: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Rimouski et de Bonaventure; Docteur J.-L. Pichette, médecin, 177 rue Principale, Hull: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, et Jean L'Anglais, avocat, bureau des successions, hôtel du gouvernement, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 11 août 1949.

M. Armand Dénommmé, de St-Damien, comté de Berthier: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette.

M. Azarias Tremblay, de St-Irénée, comté de Charlevoix: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

M. Paul-Émile Doyon, assistant-enquêteur à la Commission des pensions de vieillesse, de Ste-

Quebec, July 20, 1949.

Mr. Charles A. Pelletier, mayor of the municipality of Saint-Gabriel Lallemant: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska.

Mr. Alphonse Doré, 4228 Notre-Dame Street West, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

Quebec, August 3, 1949.

Mr. Robert Lamb, of Val d'Or: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Abitibi.

Mr. E. J. Arseneault, of St-Jacques-des-Piles: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières.

Messrs Hervé Landry and Antonio Métivier, mechanics, of Nicolet: to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Nicolet.

Messrs Paul Émile Chartier, 6254 Beaulieu Street, town of Emard, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Charles St-Amour, chief of police, of the municipality of Montreal-North, 11247 Plaza Street, Montreal-North, A. Ashton, 7066 2nd Avenue, town of St-Michel, county of Laval, Albert Ruel, grand Master of the Order of "Les Chevaliers de St-Vincent-Ferrier", 7962 Berri Street, J. H. Brault, foreman, 738 Atwater Avenue, both of Montreal, Raymond Ménard, manager, 990 1st Avenue, Verdun: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Henri Chapleau, merchant, of St-Pascal, county of Kamouraska: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska; Fernand Adams, assistant-registrar of mining claims at Amos, of Amos: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi; J. B. Tardif, inspector of sales tax service, of St-Octave-de-Métis, county of Matane: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Rimouski and Bonaventure; Doctor J. L. Pichette, physician, 177 Principale Street, Hull: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Hull, and Jean L'Anglais, advocate, Successions Office, Parliament Buildings, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec.—The justices of the peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, August 11, 1949.

Mr. Armand Dénommmé, of St-Damien, county of Berthier: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Joliette.

Mr. Azarias Tremblay, of St-Irénée, county of Charlevoix: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

Mr. Paul Émile Doyon, assistant investigator of the Old Age Pensions Commission, of Ste-

Marie, comté de Beauce; juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce.

M. Maurice Bergeron, 46 rue Rouville, Hull: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Hull.

Sergent-Major E.-J.-L. Marier, officier du personnel civil au No 25, Dépôt central d'ordonnance, 6565 Notre-Dame est, Longue Pointe, Montréal: juge de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

Québec, 17 août 1949.

MM. Joseph Fortier, mesureur de bois licencié, et Paul Dumont, gérant de la Coopérative agricole, tous deux de La Sarre, comté d'Abitibi: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi.

MM. Edmour Garon, ingénieur forestier pour la Donnacona Paper Co., de Sault-au-Mouton, comté de Saguenay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; L.-P. Bilodeau, 5349 rue des Erables, Marcel Lamarche, gérant, 6079 Boulevard Monk, Albert Vaillancourt, agent d'assurances, 2381 rue Jolicoeur, tous trois de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et J.-Ernest Bertrand, gérant de banque, 3 Boulevard des Ormes, Drummondville ouest, comté de Drummond: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 24 août 1949.

MM. Roger Prigent, gérant de ventes, 9311 rue Berri, Noël Trudeau, 6342 avenue de Châteaubriand, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Aimé Boucher, de La Rédemption: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski, tous trois aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 31 août 1949.

MM. Alcide Desjardins, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Charles de Mandeville, comté de Berthier: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, et Louis-Léonidas-Raoul Lefebvre, gérant de la succursale de la Banque Canadienne Nationale, 3859 Boulevard Décarie, Montréal, et demeurant à 5418, avenue Monkland, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 7 septembre 1949.

MM. Nazaire Grenon, de Rivière-du-Moulin: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi, A. Sauvé, marchand, 3503 rue Ethel, Verdun, et Marc-Yvan Rodrigue,

Marie, county of Beauce: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Beauce.

Mr. Maurice Bergeron, 46 Rouville Street, Hull: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Hull.

Sergeant-Major E. J. L. Marier, civil staff officer at No. 25, Central Ordinance Depot, 6565 Notre-Dame East, Longue Pointe, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

Quebec, August 17, 1949.

Messrs. Joseph Fortier, licensed Culler, and Paul Dumont, manager of the "Coopérative Agricole", both of La Sarre, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi.

Messrs. Edmour Caron, forestry engineer of the Donnacona Paper Co., of Sault-au-Mouton, county of Saguenay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; L. P. Bilodeau, 5349 des Erables Street Marcel Lamarche, manager, 6079 Monk Boulevard, Albert Vaillancourt, insurance agent, 2381 Jolicoeur street, all three of Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and J. Ernest Bertrand, bank manager, 3 des Ormes Boulevard, Drummondville West, county of Drummond: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: — The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, August 24, 1949.

Messrs. Roger Prigent, sales manager, 9311 Berril Street, Noël Trudeau, 6342 de Châteaubriand Avenue, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Aimé Boucher, of La Rédemption: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski, all three for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, August 31, 1949.

Messrs. Alcide Desjardins, investigator Old Age Pensions Commission, of St-Charles de Mandeville, county of Berthier: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, and Louis Léonidas Raoul Lefebvre, branch manager of La Banque Canadienne Nationale, 3859 Décarie Boulevard, Montreal, and residing at 5418 Monkland Avenue, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, both gentleman for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, September 7, 1949.

Messrs. Nazaire Grenon, of Rivière-du-Moulin: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi, A. Sauvé, merchant 3503 Ethel street, Verdun, and

comptable, 4145 rue St-Denis, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, tous trois aux fins de recevoir le serment seulement conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 14 septembre 1949.

MM. Dr Roméo Grégoire, médecin, et Florent Dubois, marchand, tous deux d'Asbestos: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

MM. René Laprade, employé civil, 179 rue Archambault, Hull-Sud: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull; Vincent Domingue, comptable en chef, de Ste-Thérèse-de-Blainville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; Wilfrid Sirois, de Grande-Rivière ouest, comté de Gaspé-Sud: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, et Maurice Descoteaux, I.F., chef du district forestier de la Côte Nord, de Baie Comeau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 22 septembre 1949.

M. Charles Paquet, de St-Narcisse Neubois, comté de Lotbinière: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec.

MM. Lorenzo Vignola, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Grégoire, comté de Montmorency: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; John Charles Logue, Sr., de Maniwaki: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle; Charles Monbleau, 3817 rue Joseph, Verdun, Maurice Lachapelle, 7080 rue Hutchison, Paul-Hector Lesage, 2269-q, rue Sherbrooke est, D.-P. Massue, 3422 rue Durocher, App. 19, Camille Boulianne, 7815 rue Berri, René Demers, 1687 rue Lasalle, tous six de Montréal, Maxime Bourassa, 523 rue Delanaudière, Jean-Luc Beaudry, 120 rue St-Barthélemi, Joseph Auger, rue Gaspard, Georges Pouliot, 888 rue St-Viateur, tous quatre de Joliette, Robert Baril, 1 rue Léonard, Eugène Thibault, 70 rue Bowen Sud, tous deux de Sherbrooke, Aurèle Cousineau, 8 rue Murray, Hull, Geo.-Emile Labarre, 5 rue Bourassa, Julien Samson, 147 rue St-Joseph, ces deux derniers de Lauzon, Gérard Simard, 80 rue de Longueuil, Québec, Emilien Simard, 169 avenue Royale, Château-Richer, Elie Boily, de St-Félicien, comté de Roberval, Hervé Garceau, 401, Sième avenue, Grand'Mère, ces dix-neuf derniers enquêteurs de la Commission du salaire minimum: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Philippe Dumont, comptable, 14 rue Dumais, Rimouski: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Marc Yvan Rodrigue, accountant, 4145 St-Denis street, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, all three for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, September 14, 1949.

Messrs. Dr. Roméo Grégoire, physician, and Florent Dubois, merchant, both of Asbestos: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Messrs. René Laprade, civil servant, 179 Archambault street, Hull-South: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull; Vincent Domingue, chief accountant, of Ste-Thérèse-de-Blainville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; Wilfrid Sirois, of Grande-Rivière West, county of Gaspé-South: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, and Maurice Descoteaux, F.E., chief of the Forestry district of the North Shore, of Comeau Bay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, September 22, 1949.

Mr. Charles Paquet, of St-Narcisse Neubois, county of Lotbinière: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec.

Messrs. Lorenzo Vignola, investigator Old Age Pensions Commission, of St-Grégoire, county of Montmorency to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; John Charles Logue, Sr., of Maniwaki: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle; Charles Monbleau, 3817 Joseph street, Verdun, Maurice Lachapelle, 7080 Hutchison street, Paul-Hector Lesage, 2269-q Sherbrooke street East, D.P. Massue, 3422 Durocher street, Apt.19, Camille Boulianne, 7815 Berri street, René Demers, 1687 Lasalle street, all six of Montreal, Maxime Bourassa, 523 Delanaudière street, Jean Luc Beaudry, 120 St-Barthélemi Street, Joseph Auger, Gaspard street, Georges Pouliot, 888 St-Viateur street, all four of Joliette, Robert Baril, 1 Léonard street, Eugène Thibault, 70 Bowen South street, both of Sherbrooke, Aurèle Cousineau, 8 Murray street Hull Geo. Emile Labarre, 5 Bourassa street, Julien Samson, 147 St. Joseph street, these two latter of Lauzon, Gérard Simard, 80 de Longueuil street, Quebec, Emilien Simard, 169 Avenue Royale, Château Richer, Elie Boily, St-Félicien, county of Roberval, Hervé Garceau, 401 8th avenue, Grand'Mère, these nineteen last mentioned investigators on the Minimum Wage Commission: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec, and Philippe Dumont, accountant, 14 Dumais street, Rimouski: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

M. Gérard Gaudry, comptable, 107 rue Napoléon, Ste-Anne de Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, 28 septembre 1949.

MM. Eugène Maynard, échevin, 758 McEachran, Outremont: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Lucien Rodrigue, agent d'assurances, de St-Sauveur-des-Monts, comté de Terrebonne: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne; J.-P. Pepin, 1681 rue Lajoie, Trois-Rivières, juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire des Trois-Rivières; Armand Gagné, chef du bureau de la Loi des renseignements sur les compagnies au Secrétariat de la province, 160 rue Aiguebelle, Paul Lavallée, employé pour le service familial de Québec, tous deux de Québec, Albert Vézina, employé de la Banque d'Economie, de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Christy Dubreuil, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, de St-Méthode, comté de Frontenac: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Beauce et de St-François: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Docteur Jean-Louis Taillon, M.D., 614 rue St-Georges, St-Jérôme: coroner conjoint pour le district de Terrebonne, avec juridiction sur le district électoral de Terrebonne.

Québec, 5 octobre 1949.

MM. Alf.-L. Paradis, agent d'affaires de l'Association des employés du textile de Sherbrooke Inc., 29 rue Brébeuf, Sherbrooke, Paul-A. Germain, employé de la Canadian International Paper, Edifice Sun Life, à Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec, et Maurice Provost, technicien, 16167 Blvd Gouin, Ste-Geneviève: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: tous trois aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

M. Jean-Louis Lallier, greffier de la Cour de circuit et greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Mégantic, à Thetford-Mines: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des mandats d'arrestation et de recherches, de brefs de sommation, de subpoenas et de mandats de dépôt, ainsi qu'à la réception des cautionnements et à l'ajournement des causes, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 12 octobre 1949.

M. Gérald Dion, d'Adamsville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford.

Mr. Gérard Gaudry, accountant, 107 Napoléon street, Ste-Anne de Chicoutimi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi.

Quebec, September 28, 1949.

Messrs. Eugène Maynard, alderman, 758 McEachran street, Outremont: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Lucien Rodrigue, insurance agent, St-Sauveur des Monts, county of Terrebonne: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne; J. P. Pépin, 1681 Lajoie street, Trois-Rivières: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Armand Gagné, chief of the Companies Information Act office, in the Department of the Provincial Secretary, 160 Aiguebelle street, Paul Lavallée, employee of the Quebec Family Welfare Agency, both of Quebec, Albert Vézina, employee of the Banque d'Economie, of l'Ange Gardien, county of Montmorency: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Christy Dubreuil, investigator Old Age Pensions Commission, of St-Méthode, county of Frontenac: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce and St. Francis: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1949, chapter 15).

Dr. Jean-Louis Taillon, M.D., 614 St-Georges street, St-Jérôme: to be joint coroner for the district of Terrebonne, with jurisdiction over the electoral district of Terrebonne.

Quebec, October 5, 1949.

Messrs. Alf. L. Paradis, business agent of l'Association des Employés du Textile de Sherbrooke Inc., 29 Brébeuf street, Sherbrooke, Paul A. Germain, employee of the Canadian International Paper, Sun Life Building Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole province of Quebec, and Maurice Provost, technician, 16167 Gouin Boulevard, Ste-Geneviève: to be a Justice of the peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; all three for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Jean Louis Lallier, Clerk of the Circuit Court, Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Mégantic, at Thetford Mines: to be a Justice of the Peace pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, such jurisdiction, however, to be restricted to administering the oath, swearing of complaints, issue of arrest and search warrants; writs of summons, subpoenas and warrants of custody, also the receiving of sureties and adjournment of cases, either alone when the Law so permits or with another Justice of the Peace when the Law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Quebec, October 12, 1949.

Mr. Gérald Dion, of Adamsville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford.

MM. J.-Camille Morin, contrôleur des œuvres à Notre-Dame-de-la-Merci, 667 ouest, Blvd Gouin, Frédéric Bénéard, épicer, 3135 rue Allard, tous deux de Montréal, Alphonse Blondeau, technicien de Contrecoeur, comté de Verchères: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Patrick L. O'Connor, agent d'assurances, 62 rue Laval, Kénogami: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi: tous quatre aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Docteur Roger Smith, M.D., de Clarke City: coroner conjoint pour le district de Saguenay, avec juridiction sur le territoire s'étendant de Rivière Pentecôte à Rivière-au-Tonnerre.

Québec, 19 octobre 1949.

M. Charles Lemieux, avocat, de Sherbrooke: recorder de la cité de Sherbrooke.

MM. le notaire Jean-Baptiste-Alfred Bouchard et Robert Frederick Hadley, cultivateur, tous deux d'Hemmingford: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois.

MM. Horton Spencer Howeroft, assistant-surintendant de l'usine de la Dominion Textile à Sherbrooke, 42 avenue Fairmount, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; André Landry, directeur des études des Ecoles d'Arts et Métiers, 8149 rue St-Dominique, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Raoul Bourret, secrétaire chef comptable au service de l'administration des Ecoles d'Arts et Métiers, 20a, rue de l'Eglise, St-Laurent, J.-Donat Verdon, commerçant en quincaillerie, 2752 rue Rouen, Uldéric Lafrance, 7485 rue Fabre, ces deux derniers de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Gérard Laforest, chef de bureau au Sanatorium, de Mont-Joli: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 26 octobre 1949.

M. Frank W. Dougherty, de St-Michel de Wentworth, comté d'Argenteuil: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne.

M. François Harbour, secrétaire-trésorier de la corporation de la paroisse de L'Annonciation (Oka): juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne.

M. Henri Poirier, de Maniwaki: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle.

MM. Jacques Bouvrette, principal des écoles catholiques de la cité de Noranda, de Noranda: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rouyn-Noranda; Gérard Berthiaume, 11331 rue de l'Onde, Ville St-Laurent, Montréal, Lucien Gignac, officier en charge de l'emploi à la compagnie Canadair, 1745 rue Bourbonnière, Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Roger Guertin, officier de l'Ambulance St-Jean, 4325 rue Adam, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec:— Les juges de paix nom-

Messrs. J. Camille Morin, comptroller of the "Oeuvres à Notre-Dame-de-la-Merci", 667 Blvd. Gouin West, Frédéric Bénéard, grocer, 3135 Allard street, both of Montreal, Alphonse Blondeau, technician, of Contrecoeur, county of Verchères, to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Patrick L. O'Connor, insurance agent, 62 Laval Street, Kénogami: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi: all four for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Doctor Roger Smith, M.D., of Clarke City: to be joint coroner for the district of Saguenay, with jurisdiction over the territory extending from the Rivière Pentecôte to Rivière-au-Tonnerre.

Quebec, October 19, 1949

Mr. Charles Lemieux, advocate of Sherbrooke: to be recorder for the city of Sherbrooke.

Messrs. Notary Jean Baptiste Alfred Bouchard and Robert Frederick Hadley, farmer, both of Hemmingford: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois.

Messrs. Horton Spencer Howeroft, assistant superintendent of the Dominion Textile Plant at Sherbrooke, 42 Fairmount avenue, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; André Landry, director of studies at the School of Arts and Crafts, 8149 St. Dominique street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Raoul Bourret, chief secretary and accountant in the administration division of the School of Arts and Crafts, 20a rue de l'Eglise St-Laurent, J. Donat Verdon, hardware dealer, 2752 Rouen street, Uldéric Lafrance, 7485 Fabre street, these two latter of Montreal, to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Gérard Laforest, office chief at the Mont-Joli Sanatorium, of Mont-Joli: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 26, 1949.

Mr. Frank W. Dougherty, of St. Michel de Wentworth, county of Argenteuil: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne.

Mr. François Harbour, secretary-treasurer of the Corporation of the Parish of l'Annonciation (Oka): to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne.

Mr. Henri Poirier, of Maniwaki: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle.

Messrs. Jacques Bouvrette, Principal of Catholic Schools of the city of Noranda, of Noranda: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rouyn-Noranda; Gérard Berthiaume, 11331 de l'Onde street, Ville St-Laurent, Montréal, Lucien Gignac, employment officer at the Canadair Company, 1745, Bourbonnière street, Montréal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Roger Guertin, officer of St. John's Ambulance, 4325 Adam street, Montreal: to be a Justice of the

més dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Québec, 27 octobre 1949.

Quebec, October 27, 1949.

Docteur Miville Chrétien, de Leeds, comté de Mégantic: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska.

Doctor Miville Chrétien, of Leeds, county of Mégantic: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska.

M. William Turner, inspecteur à la Police des liqueurs, district de Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal.

Mr. William Turner, inspector in Liquor Police Force, district of Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Montreal.

26083-0

26083

### Ordre de Cour

### Rule of Court

Province de Québec, district de Trois-Rivières, cour Supérieure, N° 10212. Trois-Rivières, le sept novembre 1949. En chambre, présent: l'honorable H. A. Fortier, J.C.S. D. VERDON LTÉE, corps politique légalement incorporé ayant sa principale place d'affaires à 15, rue Caron, Québec, demanderesse; vs E. BRISEBOIS et RENÉ BRISEBOIS, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "E. Brisebois & Fils", 535, Des Forges, Trois-Rivières, défendeurs, & FRANCOIS NOBERT, avocat, des cité et district de Trois-Rivières, opposant à fin de conserver.

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 10212. Trois-Rivières, on November the seventh, 1949. In Chamber, present: The Honorable H. A. Fortier, J.S.C. D. VERDON LTD, a body politic duly incorporated having its principal place of business at 15, Caron Street, Quebec, plaintiff, vs E. BRISEBOIS and RENÉ BRISEBOIS, carrying on business together under the firm name of "E. Brisebois & Fils", 535, Des Forges, Trois-Rivières, defendants, & FRANCOIS NOBERT, advocate, of the city and district of Trois-Rivières, opposants to secure charges.

#### ORDONNANCE

#### ORDER

Sur l'opposition à fin de conserver de l'opposant, à la suite de la vente mobilière faite par l'huissier Roger Provencher, sur le défendeur René Brisebois, le 30 mai 1949, l'huissier ayant rapporté au greffe de cette Cour la somme de \$600.53, déduction faite de ses frais et déboursés; vu l'allégation de l'opposant à l'effet que le défendeur René Brisebois est insolvable et en déconfiture.

Upon the opposition for payment of the said opposant, following the sale of moveable effects of the defendant René Brisebois, made on May the 30th, 1949, by Roger Provencher, bailiff, S.C., who has returned the writ of seizure on June 1st, 1949, with a deposit of \$600.53, being the balance of the sale after deduction of his costs duly taxed; and seeing the allegation of the insolveny of the said defendant René Brisebois.

IL EST ORDONNÉ que les créanciers généralement du défendeur René Brisebois soient appelés, leur enjoignant de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion de cette ordonnance publiée deux fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, dans les langues françaises et anglaises.

IT IS ORDAINED to the creditors generally of the said defendant René Brisebois to file their claims within fifteen days from the date of the first insertion of these presents to be published twice in the *Quebec Official Gazette* in the french and in the english languages.

Par l'ordre du juge,

By order the judge.

Le Protonotaire,  
26069-45-2-0 ADÉLARD PROVENCHER,

ADÉLARD PROVENCHER,  
26069-45-2-0 Prothonotary.

### Proclamation

### Proclamation

Canada,  
Province de Québec.  
[L.S.]  
EUG. Fiset

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]  
EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETINGS.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth et annexé à la municipalité du village de la Guadeloupe, dans le comté de Frontenac;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette annexion, à la municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 13 octobre 1949, portant le N° 1126, et conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal, Nous déclarons que le territoire suivant, savoir:

Le lot connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le canton de Forsyth, sous le numéro 21b du rang VII, sera détaché de la municipalité de Saint-Évariste-de-Forsyth et annexé à la municipalité du village de la Guadeloupe, comté de Frontenac, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la Gazette officielle de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

26097-o

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petitions has been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the municipality of Saint-Évariste-de-Forsyth and annexed to the municipality of the village of Guadeloupe, in the county of Frontenac;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled, and there will remain, after this annexion, to the municipality of Saint-Évariste-de-Forsyth, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 13th of October, 1949, bearing No. 1126, and pursuant to the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code, We declare that the following territory, to wit:

The lot known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Forsyth, as number 21b of range VII, to be detached from the municipality of Saint-Évariste-de-Forsyth and annexed to the municipality of the village of Guadeloupe, county of Frontenac, such annexion to become effective as from the first of January following the publication of the present proclamation in the Quebec Official Gazette.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this ninth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

26097

Siège social

INTERNATIONAL ELECTRIC ROUYN LIMITED

"Avis est donné que la Compagnie "International Electric Rouyn Limited" constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 5 avril 1949 et ayant son bureau principal dans la ville de Rouyn y a établi son bureau au N° 340 rue Larivière."

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Rouyn, le 8 avril 1949.

Le Président,  
LÉO BEAUCHAMP.

26067-o

Head Office

INTERNATIONAL ELECTRIC ROUYN LIMITED

Notice is given that the company "International Electric Rouyn Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date of April 5, 1949, and having its head office in the town of Rouyn, has there established its office at No. 340 Larivière Street.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Rouyn, April 8, 1949.

LÉO BEAUCHAMP,  
President.

26067

## Soumissions

Province de Québec

VILLE DE DORVAL

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à 8 heures p.m. le mercredi 30 novembre 1949, pour l'achat de \$104,500 d'obligations de la ville de Dorval, datées du 1er septembre 1949, émises sous l'autorité des règlements nos 195, 196, 197, 198, 199 et 205, et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1969 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$104,500—20 ans

| Année              | Capital    |
|--------------------|------------|
| 1er septembre 1950 | \$3,500.00 |
| 1er septembre 1951 | 4,000.00   |
| 1er septembre 1952 | 4,000.00   |
| 1er septembre 1953 | 4,000.00   |
| 1er septembre 1954 | 4,500.00   |
| 1er septembre 1955 | 4,500.00   |
| 1er septembre 1956 | 4,500.00   |
| 1er septembre 1957 | 5,000.00   |
| 1er septembre 1958 | 5,000.00   |
| 1er septembre 1959 | 5,000.00   |
| 1er septembre 1960 | 5,500.00   |
| 1er septembre 1961 | 5,500.00   |
| 1er septembre 1962 | 5,500.00   |
| 1er septembre 1963 | 5,500.00   |
| 1er septembre 1964 | 6,000.00   |
| 1er septembre 1965 | 6,000.00   |
| 1er septembre 1966 | 6,500.00   |
| 1er septembre 1967 | 6,500.00   |
| 1er septembre 1968 | 6,500.00   |
| 1er septembre 1969 | 7,000.00   |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lachine.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 30 novembre 1949, à 8 heures p.m. à la salle municipale N° 40 rue Martin, à Dorval. P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dorval, ce 7ème jour de novembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,  
ARMAND DELTORCHIO.

26098-o

## Tenders

Province de Québec

TOWN OF DORVAL

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock p.m. on Wednesday, November 30th, 1949, for the purchase of \$104,500 of bonds of the Town of Dorval dated September 1st, 1949, issued under authority of By-laws nos 195, 196, 197, 198, 199 and 205, and redeemable serially from September 1st, 1950 to September 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$104,500—20 years

| Year              | Capital    |
|-------------------|------------|
| September 1, 1950 | \$3,500.00 |
| September 1, 1951 | 4,000.00   |
| September 1, 1952 | 4,000.00   |
| September 1, 1953 | 4,000.00   |
| September 1, 1954 | 4,500.00   |
| September 1, 1955 | 4,500.00   |
| September 1, 1956 | 4,500.00   |
| September 1, 1957 | 5,000.00   |
| September 1, 1958 | 5,000.00   |
| September 1, 1959 | 5,000.00   |
| September 1, 1960 | 5,500.00   |
| September 1, 1961 | 5,500.00   |
| September 1, 1962 | 5,500.00   |
| September 1, 1963 | 5,500.00   |
| September 1, 1964 | 6,000.00   |
| September 1, 1965 | 6,000.00   |
| September 1, 1966 | 6,500.00   |
| September 1, 1967 | 6,500.00   |
| September 1, 1968 | 6,500.00   |
| September 1, 1969 | 7,000.00   |

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or Lachine.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par on any interest payment date, under the provisions of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday November 30th, 1949, at 8 o'clock p.m. at the Municipal Hall No. 40 Martin Street, at Dorval, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Dorval, this 7th day of November 1949.

ARMAND DELTORCHIO,  
Secretary-Treasurer.

26098-o

Province de Québec,

VILLE LASALLE  
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées marquées sur l'enveloppe "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné, à l'hôtel-de-ville de Ville LaSalle, 13 rue Strathyre, Ville LaSalle, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 30 novembre 1949, pour l'achat d'obligations au montant de \$250,000.00 remboursables en séries vingt ans datées du premier novembre 1949 et émises sous l'autorité des règlements 329, 331, 335, 336, 339 et 348 du conseil de la Ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

Lesdites soumissions devront mentionner le taux d'intérêt desdites obligations au choix du soumissionnaire, lequel taux ne devra pas cependant excéder 3½% et le taux offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. L'intérêt sera payable semi-annuellement les premier mai et premier novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement est le suivant:

| Le premier novembre<br>des années | Rachat<br>annuel |
|-----------------------------------|------------------|
| 1950.....                         | \$ 9,000.00      |
| 1951.....                         | 9,000.00         |
| 1952.....                         | 9,000.00         |
| 1953.....                         | 9,500.00         |
| 1954.....                         | 10,500.00        |
| 1955.....                         | 11,000.00        |
| 1956.....                         | 12,000.00        |
| 1957.....                         | 12,000.00        |
| 1958.....                         | 12,000.00        |
| 1959.....                         | 12,000.00        |
| 1960.....                         | 13,000.00        |
| 1961.....                         | 13,000.00        |
| 1962.....                         | 14,000.00        |
| 1963.....                         | 14,000.00        |
| 1964.....                         | 14,500.00        |
| 1965.....                         | 15,000.00        |
| 1966.....                         | 15,000.00        |
| 1967.....                         | 15,000.00        |
| 1968.....                         | 15,000.00        |
| 1969.....                         | 15,500.00        |

Le capital et les intérêts seront payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans les procédures d'emprunt, à Montréal ou à tout autre endroit qui pourra être déterminé par résolution du conseil.

Lesdites obligations pourront, en vertu de l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération à la session spéciale du conseil de la Ville LaSalle qui sera tenue le 30 novembre 1949, à huit heures du soir, à l'Hôtel-de-ville, 13 rue Strathyre, Ville LaSalle.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Le conseil de la Ville LaSalle se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville LaSalle, ce huitième jour de novembre mil neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,  
ALBERT GRAVEL.

26099-o

Province of Quebec,

TOWN OF LASALLE  
(County of Jacques-Cartier)

Notice is hereby given that sealed tenders endorsed on the envelope "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, at the City Hall of the Town of LaSalle, 13 Strathyre avenue, Town of LaSalle, up to eight o'clock in the afternoon, the 30th of November 1949, for the purchase of \$250,000.00 of bonds of the Town of LaSalle, redeemable serially in twenty years, dated from November 1st, 1949, and issued under authority of Loan By-laws Nos. 329, 331, 335, 336, 339 and 348 of the Council of the Town of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier.

The interest rate on said bonds shall be at the option of the tenderer, which rate shall not exceed, however, 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. Interest will be payable semi-annually on the first day of May and the first day of November of each year. The table of redemption is as follows:

| November the 1st of<br>the years | Annual<br>Maturities |
|----------------------------------|----------------------|
| 1950.....                        | \$ 9,000.00          |
| 1951.....                        | 9,000.00             |
| 1952.....                        | 9,000.00             |
| 1953.....                        | 9,500.00             |
| 1954.....                        | 10,500.00            |
| 1955.....                        | 11,000.00            |
| 1956.....                        | 12,000.00            |
| 1957.....                        | 12,000.00            |
| 1958.....                        | 12,000.00            |
| 1959.....                        | 12,000.00            |
| 1960.....                        | 13,000.00            |
| 1961.....                        | 13,000.00            |
| 1962.....                        | 14,000.00            |
| 1963.....                        | 14,000.00            |
| 1964.....                        | 14,500.00            |
| 1965.....                        | 15,000.00            |
| 1966.....                        | 15,000.00            |
| 1967.....                        | 15,000.00            |
| 1968.....                        | 15,000.00            |
| 1969.....                        | 15,500.00            |

Capital and interest will be payable at the principal office of the bank mentioned in the loan procedures in Montreal, or at any other place which might be determined by resolution of the council.

The said bonds may, under authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date, at par; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the special meeting of the Council of the Town of LaSalle to be held the 30th of November 1949, at eight o'clock in the evening at the City Hall, 13 Strathyre Avenue, Town of LaSalle.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The Council of the Town of LaSalle does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Town of LaSalle, this 8th day of November 1949.

ALBERT GRAVEL,  
Secretary-Treasurer.

26099-o

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné, que des soumissions cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 5 heures p.m., lundi, le 28 novembre 1949, pour l'achat de \$300,000 d'obligations de la Cité de Sherbrooke, émises sous l'autorité de son règlement No 690 lesquelles obligations seront datées du 1er août 1949 et remboursables par séries du 1er août 1951 au 1er août 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par an, payable semi-annuellement les premier février et premier août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission entière ou varier selon les échéances. Cette émission constitue la deuxième tranche d'un emprunt total de \$800,000, autorisé par le règlement No 690, dont une première tranche de \$300,000, a déjà été vendue. Le tableau d'amortissement est le suivant:

| Année         | Montant      |
|---------------|--------------|
| 1er août 1951 | \$6,500.00   |
| 1er août 1952 | 6,500.00     |
| 1er août 1953 | 7,000.00     |
| 1er août 1954 | 7,000.00     |
| 1er août 1955 | 7,500.00     |
| 1er août 1956 | 7,500.00     |
| 1er août 1957 | 7,500.00     |
| 1er août 1958 | 8,000.00     |
| 1er août 1959 | 8,000.00     |
| 1er août 1960 | 8,500.00     |
| 1er août 1961 | 8,500.00     |
| 1er août 1962 | 9,000.00     |
| 1er août 1963 | 9,000.00     |
| 1er août 1964 | 199,500.00   |
|               | <hr/>        |
|               | \$300,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal ou Québec, au choix du détenteur.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations, au moment de leur livraison.

La livraison des titres aura lieu dans le mois suivant l'adjudication.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil Municipal qui sera tenue le 28 novembre 1949, à 8 heures p.m., dans la salle des délibérations du Conseil.

Le Conseil Municipal de la Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, Qué., le 8 novembre, 1949.

Le Greffier,  
ANT. DESLAURIERS.

26100-o

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that sealed tenders marked: "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned until 5 p.m., Monday, November 28th 1949, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$300,000, issued under authority of By-law No. 690, said bonds being dated August 1st 1949 and redeemable serially from August 1st 1951, to August 1st 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the first day of February and August each year. The rate of interest offered may be the same for the entire issue or vary according to maturities. This issue constitutes the second block of a total loan of \$800,000, authorized by By-law No. 690, of which a first block of \$300,000, has already been sold. The table of maturities is as follows:

| Year            | Amount       |
|-----------------|--------------|
| August 1st 1951 | \$6,500.00   |
| August 1st 1952 | 6,500.00     |
| August 1st 1953 | 7,000.00     |
| August 1st 1954 | 7,000.00     |
| August 1st 1955 | 7,500.00     |
| August 1st 1956 | 7,500.00     |
| August 1st 1957 | 7,500.00     |
| August 1st 1958 | 8,000.00     |
| August 1st 1959 | 8,000.00     |
| August 1st 1960 | 8,500.00     |
| August 1st 1961 | 8,500.00     |
| August 1st 1962 | 9,000.00     |
| August 1st 1963 | 9,000.00     |
| August 1st 1964 | 199,500.00   |
|                 | <hr/>        |
|                 | \$300,000.00 |

Capital and interest are payable at Sherbrooke, Montreal or Quebec at the holder's option.

These bonds may, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds, when delivered.

The delivery of the securities will be made within the month following the acceptance of the tender.

Tenders shall be opened and considered at a Special Meeting of the Municipal Council which will be held on November 28th 1949, at 8 p.m., in the Council Room.

The Municipal Council of the City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Sherbrooke, this 8th day of November 1949.

ANT. DESLAURIERS,  
City Clerk.

26100-o

CITÉ DE VERDUN

Demande de soumissions

Avis est par les présentes donné que le Conseil de la cité de Verdun recevra, à compter de la date de la publication du présent avis, et jusqu'au 28ème jour de novembre 1949, à onze heures a.m., à l'Hôtel de Ville, 475 avenue de l'Eglise, cité de Verdun, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la cité de Verdun", pour l'achat de \$283,000.00 d'obligations datées le 1er novembre 1949, émises sous l'autorité des règlements d'emprunt 479 et 480.

CITY OF VERDUN

Application for tenders

Notice is hereby given that the Council of the City of Verdun will receive from the date of the publication of this notice to the 28th day of November 1949, at eleven o'clock a.m., at the City Hall, 475 Church Avenue, City of Verdun, written tenders, sealed and endorsed "Tenders for bonds of the City of Verdun", for the purchase of \$283,000.00 of bonds dated November 1st 1949, issued under the authority of loan by-laws 479 and 480.

Tableau des remboursements—\$283,000.00—20 ans

| Année                  | Capital     |
|------------------------|-------------|
| 1er novembre 1950..... | \$ 7,000.00 |
| 1er novembre 1951..... | 7,000.00    |
| 1er novembre 1952..... | 7,000.00    |
| 1er novembre 1953..... | 7,500.00    |
| 1er novembre 1954..... | 7,500.00    |
| 1er novembre 1955..... | 8,000.00    |
| 1er novembre 1956..... | 8,500.00    |
| 1er novembre 1957..... | 9,000.00    |
| 1er novembre 1958..... | 9,000.00    |
| 1er novembre 1959..... | 9,000.00    |
| 1er novembre 1960..... | 9,000.00    |
| 1er novembre 1961..... | 9,500.00    |
| 1er novembre 1962..... | 10,000.00   |
| 1er novembre 1963..... | 10,500.00   |
| 1er novembre 1964..... | 10,500.00   |
| 1er novembre 1965..... | 11,000.00   |
| 1er novembre 1966..... | 11,000.00   |
| 1er novembre 1967..... | 11,500.00   |
| 1er novembre 1968..... | 12,000.00   |
| 1er novembre 1969..... | 108,500.00  |

Total de l'émission..... 283,000.00

Table of Redemption—\$283,000.00—23 years

| Year                    | Capital     |
|-------------------------|-------------|
| November 1st, 1950..... | \$ 7,000.00 |
| November 1st, 1951..... | 7,000.00    |
| November 1st, 1952..... | 7,000.00    |
| November 1st, 1953..... | 7,500.00    |
| November 1st, 1954..... | 7,500.00    |
| November 1st, 1955..... | 8,000.00    |
| November 1st, 1956..... | 8,500.00    |
| November 1st, 1957..... | 9,000.00    |
| November 1st, 1958..... | 9,000.00    |
| November 1st, 1959..... | 9,000.00    |
| November 1st, 1960..... | 9,000.00    |
| November 1st, 1961..... | 9,500.00    |
| November 1st, 1962..... | 10,000.00   |
| November 1st, 1963..... | 10,500.00   |
| November 1st, 1964..... | 10,500.00   |
| November 1st, 1965..... | 11,000.00   |
| November 1st, 1966..... | 11,000.00   |
| November 1st, 1967..... | 11,500.00   |
| November 1st, 1968..... | 12,000.00   |
| November 1st, 1969..... | 108,500.00  |

Total of issue..... 283,000.00

Cette émission a pour objet de financer des améliorations locales, telles que égouts, conduites d'eau, trottoirs et ruelles.

Ces obligations seront remboursables en vingt ans, du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1969, et l'intérêt sera payable semi-annuellement au taux n'excédant pas 3½% l'an, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année.

Le taux d'intérêt pourra être le même pour le montant total de l'émission ou pourra varier suivant l'échéance.

La cité se réserve le droit, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, de racheter par anticipation, au pair et l'intérêt couru, le 1er novembre 1964 ou le 1er novembre de chaque année subséquente, la totalité ou partie des obligations alors en circulation et émises en vertu du présent règlement. Dans le cas de rachat partiel, ce rachat affectera les obligations des échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés des titres alors en circulation.

Le capital et l'intérêt seront payables à la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt. Les obligations pourront être émises en coupures de \$500.00 et de \$1,000.00, et elles pourront être enregistrées quant au capital seulement.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée d'un comité du Conseil qui sera tenue à l'Hôtel de Ville, 475 avenue de l'Eglise, cité de Verdun, le 28ème jour de novembre 1949 à trois heures p.m., ou après cette date aussitôt que le Comité du Conseil pourra se réunir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté tiré sur une banque à charte du Canada, à l'ordre de la cité de Verdun, pour un montant égal à 1% de la valeur des émissions.

The object of this issue is to finance local improvements such as sewers, watermains, sidewalks and lanes.

These bonds will be redeemable in twenty years, from the 1st November 1950 to the 1st November 1969, and the interest will be payable semi-annually at a rate not exceeding 3½% per annum on May 1st of each year.

The rate of interest offered may be the same for the total amount of the issue or may vary according to maturity.

The City reserves the right, under the authority of Chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, to redeem by anticipation, at par plus accrued interest, on the 1st of November 1964 or on the 1st of November of any subsequent year, any or all of the unmatured bonds issued under authority of this by-law. In the case of partial redemption, such redemption shall apply to the longest maturities and the highest numbers of the bonds or debentures then in circulation.

The capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure. The bonds may be issued in denominations of \$500.00 and \$1,000.00 and will be registerable as to principal only.

The tenders will be taken into consideration at a meeting of a Committee of the Council to be held at the City Hall, 475 Church Avenue, City of Verdun, on the 28th day of November 1949, at three o'clock p.m. or so soon thereafter as the Council Committee may be convened.

Every tender must be accompanied by an accepted cheque on a chartered bank of Canada to the order of the City of Verdun, for an amount equal to 1% of the value of the issue.

Chaque soumission devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus sur les obligations du 1er novembre 1949 à la date de leur livraison.

La cité de Verdun se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Les règlements susdits ont été approuvés par la Commission Métropolitaine de Montréal et par le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Tous autres détails peuvent être obtenus en s'adressant au soussigné.

Donné à la cité de Verdun, ce 5ème jour de novembre 1949.

Le Greffier,  
A. J. BURGESS.

26080-o

Province de Québec

VILLE DE VICTORIAVILLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 1er décembre 1949, pour l'achat de \$215,000.00 d'obligations de la Ville de Victoriaville, datées du 1er octobre 1949 et remboursables par séries du 1er octobre 1950 au 1er octobre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

| Année                     | Capital      |
|---------------------------|--------------|
| 1er octobre 1950. . . . . | \$10,000.00  |
| 1er octobre 1951. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1952. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1953. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1954. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1955. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1956. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1957. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1958. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1959. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1960. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1961. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1962. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1963. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1964. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1965. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1966. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1967. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1968. . . . . | 10,000.00    |
| 1er octobre 1969. . . . . | 25,000.00    |
|                           | <hr/>        |
|                           | \$215,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Victoriaville.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Every tender must specify whether the price offered does or does not include the interest accrued on the bonds from the 1st of November 1949 to the time of their delivery.

The City of Verdun reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

The above mentioned by-laws have been approved by the Montreal Metropolitan Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

Any other details may be obtained by applying to the undersigned.

Given at the City of Verdun, this 5th day of November 1949.

A. J. BURGESS,  
City Clerk.

26080-o

Province of Quebec

TOWN OF VICTORIAVILLE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m. on Thursday, December 1st, 1949, for the purchase of \$215,000.00 of bonds of the town of Victoriaville, dated the first of October, 1949 and redeemable serially from the 1st of October, 1950, to the 1st of October, 1969 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of April, and on the 1st of October of each year. The rate of interest may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

| Year                      | Capital      |
|---------------------------|--------------|
| October 1st 1950. . . . . | \$10,000.00  |
| October 1st 1951. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1952. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1953. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1954. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1955. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1956. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1957. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1958. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1959. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1960. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1961. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1962. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1963. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1964. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1965. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1966. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1967. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1968. . . . . | 10,000.00    |
| October 1st 1969. . . . . | 25,000.00    |
|                           | <hr/>        |
|                           | \$215,000.00 |

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure in Montreal, in Quebec or in Victoriaville.

The said bonds are subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the date of their delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil de Ville de Victoriaville qui sera tenue, jeudi, le 1er décembre 1949, à 8 hres p.m. à l'Hôtel de ville de Victoriaville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Victoriaville, ce 8 novembre 1949.

Le Greffier,  
26101-o RAYMOND BEAUDET.

Province de Québec,  
CITÉ DE JOLIETTE  
(Comté de Joliette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 28 novembre 1949, pour l'achat de \$125,000 d'obligations de la Cité de Joliette, datées du 1er novembre 1949 et remboursables par séries du 1er novembre 1950 au 1er novembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'ortissement—\$125,000—20 ans

| Année                      | Capital    |
|----------------------------|------------|
| 1er novembre 1950. . . . . | \$5,000.00 |
| 1er novembre 1951. . . . . | 5,000.00   |
| 1er novembre 1952. . . . . | 5,000.00   |
| 1er novembre 1953. . . . . | 5,000.00   |
| 1er novembre 1954. . . . . | 5,000.00   |
| 1er novembre 1955. . . . . | 5,500.00   |
| 1er novembre 1956. . . . . | 5,500.00   |
| 1er novembre 1957. . . . . | 6,000.00   |
| 1er novembre 1958. . . . . | 6,000.00   |
| 1er novembre 1959. . . . . | 6,000.00   |
| 1er novembre 1960. . . . . | 6,000.00   |
| 1er novembre 1961. . . . . | 6,500.00   |
| 1er novembre 1962. . . . . | 6,500.00   |
| 1er novembre 1963. . . . . | 7,000.00   |
| 1er novembre 1964. . . . . | 7,000.00   |
| 1er novembre 1965. . . . . | 7,500.00   |
| 1er novembre 1966. . . . . | 7,500.00   |
| 1er novembre 1967. . . . . | 7,500.00   |
| 1er novembre 1968. . . . . | 7,500.00   |
| 1er novembre 1969. . . . . | 8,000.00   |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Ces obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 28 novembre 1949, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council of the town of Victoriaville, to be held on Thursday, December 1st, 1949, at 8 o'clock p.m., in the town hall of Victoriaville.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Victoriaville, November 8th, 1949.  
RAYMOND BEAUDET,  
Town Clerk.

Province of Quebec,  
CITY OF JOLIETTE  
(County of Joliette)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m., Monday the 28th of November, 1949, for the purchase of \$125,000 of bonds of the City of Joliette, dated the 1st of November, 1949, and redeemable serially from the 1st of November 1950, to the 1st of November, 1969, inclusive with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$125,000—20 years

| Year                       | Capital    |
|----------------------------|------------|
| 1st November 1950. . . . . | \$5,000.00 |
| 1st November 1951. . . . . | 5,000.00   |
| 1st November 1952. . . . . | 5,000.00   |
| 1st November 1953. . . . . | 5,000.00   |
| 1st November 1954. . . . . | 5,000.00   |
| 1st November 1955. . . . . | 5,500.00   |
| 1st November 1956. . . . . | 5,500.00   |
| 1st November 1957. . . . . | 6,000.00   |
| 1st November 1958. . . . . | 6,000.00   |
| 1st November 1959. . . . . | 6,000.00   |
| 1st November 1960. . . . . | 6,000.00   |
| 1st November 1961. . . . . | 6,500.00   |
| 1st November 1962. . . . . | 6,500.00   |
| 1st November 1963. . . . . | 7,000.00   |
| 1st November 1964. . . . . | 7,000.00   |
| 1st November 1965. . . . . | 7,500.00   |
| 1st November 1966. . . . . | 7,500.00   |
| 1st November 1967. . . . . | 7,500.00   |
| 1st November 1968. . . . . | 7,500.00   |
| 1st November 1969. . . . . | 8,000.00   |

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Joliette.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday the 28th day of November, 1949, at 8 o'clock p.m., in the City Hall.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Joliette, ce neuvième jour de novembre 1949.

26102-o Le Secrétaire-trésorier,  
CAMILLE BONIN.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Joliette, this ninth day of November, 1949.

26102 CAMILLE BONIN,  
Secretary-Treasurer.

## Vente — Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

### VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Lionel J. Willetts, débiteur. Manufacturier de stores vénitiens, 85½, rue Du Pont, Québec, P.Q.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le TRENTE NOVEMBRE 1949 à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, aux bureaux des syndics soussignés, 111, côte de la Montagne, Québec, P.Q., l'immeuble de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un terrain situé en la paroisse de Charlesbourg sur le côté nord du chemin conduisant au Petit Village ou 10e Rue Est, faisant partie du lot numéro Un des subdivisions du lot originaire N° sept cent huit (708-1 Ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, mesurant 40 pieds de front par 80 pieds de profondeur, le tout plus ou moins et mesure anglaise, avec maison dessus construite; le dit terrain borné comme suit: à l'est par deux lots de 40 x 80 pieds chacun, appartenant à Lionel Industries Ltd, au nord par Ubald Dorion, à l'ouest par un lot de 40 x 80, propriété de Aimé Aubert, de Notre-Dame des Laurentides, et au sud par le chemin public ou 10e Rue Est.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

La vente de cet item est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du Code de Procédure Civile, et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente du Shérif.

Conditions de paiement: COMPTANT.

Québec, Qué, le 24 octobre 1949.

Les Syndics,  
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux:

111, côte de la Montagne,  
Québec, Qué.

26000-43-2-o

## Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public, est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 26 octobre 1949, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la Commission scolaire, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de la Fanfare, à l'hôtel de ville, le TRENTE

## Sale — Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

### AUCTION SALE

In the matter of: Lionel J. Willetts, debtor, manufacturer of Venetian blinds, 85½ Du Pont Street, Quebec, P.Q.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold, by public auction, in the offices of the undersigned Trustees, 111 Mountain Hill, Quebec, P.Q., the immovable of this estate, to wit:

ITEM A.—A lot of land situate in the parish of Charlesbourg, on the north side of the road leading to the "Petit Village" or 10th street East, forming part of lot number one of the subdivisions of original lot number seven hundred and eight (708 Pt. 1) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, measuring 40 feet in front by 80 feet in depth, the whole English measure and more or less—with the house thereon erected; the said lot of land being bounded as follows: on the east by two lots 40 x 80 each, belonging to Lionel Industries Ltd, on the north by Ubald Dorion, on the west by a lot 40 x 80, the property of Aimé Aubert, of Notre-Dame des Laurentides, and on the south by the public road or 10th Street East.

The said Item will be sold to the highest and last bidder.

The said item will be sold in conformity with Articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the Code of Civil Procedure, and also section forty-five of the Bankruptcy Act; the said sale to have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: CASH.

Quebec, Que, October 24, 1949.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,  
Trustees.

Offices:

111 Mountain Hill,  
Quebec, Que.

26000-43-2

## Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated October 26, 1949, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207), to sell the immovables hereinunder designated for payment of arrears of taxes due the City of Chicoutimi and to the School Commission, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the Band Hall (salle de la Fanfare) at the city hall, on NOVEMBER, the

NOVEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois pourront être exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales pour l'année 1948 et les taxes scolaires de l'année 1948-1949 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

THIRTIETH, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there will be excluded from the sale, those immovables upon which municipal taxes for the year 1948 and school taxes of the year 1948-49, and the preceding years, shall have been paid before the time of sale.

1.— Tremblay, Jules-R., re Brique de Chicoutimi.— Les lots de terre 1179-2 et 1177-1 avec droit à l'usage à perpétuité d'une lisière de terrain de 60 pieds de largeur pour communiquer du dit lot no 1179-2 à la nouvelle rue Taché, laquelle lisière de terrain est maintenant désignée sous le no 1179-1.

Mais avec réserve en faveur de la Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay du droit de laisser, maintenir et entretenir à l'endroit où elle se trouve actuellement une première ligne de transmission traversant: a) sur un poteau le lot no 1179-2 et b) sur un autre poteau, le no 1177-1; une seconde ligne de transmission (feeder) traversant, sur deux poteaux, le même 1177-1.

2.— Brassard, Paul-Émile.— Un terrain ou emplacement formé de la totalité du lot no 608-4 et de la juste moitié ouest du lot no 608-5.

3.— Girard, Joseph.— Tout ce lopin de terre ou emplacement, formant partie des lots connus et désignés sous les numéros 447, 448 et 449 lequel terrain mesure 46 pieds de largeur de l'ouest à l'est, sur 95 pieds de profondeur, du nord au sud, et est borné: vers le nord, par le terrain réservé pour la rue Price, vers l'est, par le terrain de Alphonse Fortier ou représentants, vers le sud, par le terrain des héritiers Savard ou leurs représentants, et vers l'ouest, par le terrain de Johnny Brassard, fils d'Abel.

4.— Laberge, Charles.— Le lot numéro 891-20.

5.— Paré, Jacques; L'Heureux, Armand.— Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot no 467, mesurant 45 pieds de l'est à l'ouest, en front sur la rue Price, par 100 pieds de profondeur, du nord au sud, et est compris dans les bornes suivantes: au nord, par la rue Price, au sud par le terrain de M. F.-X. Boudreault, à l'ouest par le terrain de M. Gérard Gagnon, et à l'est par la propriété de M. Armand L'Heureux. Avec le droit de passer à pieds, en voitures et de toutes façons, dans un chemin de 10 pieds de largeur sur toute la profondeur pour communiquer de son terrain à la rue Price. Ledit chemin étant situé sur la limite est du terrain plus haut décrit; le dit chemin étant mitoyen avec M. Armand L'Heureux. Le dit chemin devant être entretenu par les deux parties.

6.— Tremblay, Léonce.— Tout ce terrain ou emplacement connu et désigné sous le numéro 600-1.

7.— Tremblay, Dame Jules-R.— Un terrain étant la plus grande partie du lot numéro 297, mesurant 120 pieds de front, sur la rue Racine et borné vers le nord par la ligne sud de la rue Racine, vers l'est par M. Jules-R. Tremblay, résidu du lot no 297, vers le sud-est par le Ruisseau de la Prison et vers l'ouest partie au terrain de Dame Johnny Gravel et partie au terrain de MM. Tremblay & Frère ou représentant.

8.— Tremblay, Jules-R.— 1. Un lopin de terre formant partie du lot no 297, mesurant 16 pieds de largeur ou environ de l'est à l'ouest, sur la profondeur qu'il y a entre la rue Racine au nord et la ligne centrale d'un ruisseau appelé "Ruisseau de la Prison" au sud, et borné vers l'est au terrain de la Compagnie Tremblay & Simard, Ltée, ou représentants et vers l'ouest à une ligne parallèle à la limite ouest du dit lot no 297 et distante de 120 pieds, mesure précise de cette ligne ouest; sauf à distraire les droits de passage en faveur de M. Adrien Gagnon et Tremblay Frère;

2.— Un terrain formant partie du même lot no 297 de figure irrégulière et de superficie inconnue, borné vers le nord-ouest, à la ligne centrale du dit ruisseau de la Prison, au sud, partie au terrain ci-après décrit et partie au terrain de MM. Tremblay et Frère et à l'est au terrain de Simard et Tremblay, Ltée, ou représentants; sauf à distraire les droits de passage en faveur de M. Adrien Gagnon et Tremblay et Frère;

3.— Un terrain formant partie du lot no 317, de figure triangulaire et de superficie inconnue, borné au nord au terrain ci-dessus décrit au paragraphe 2, au sud-est au terrain de MM. Tremblay et Frère et vers l'ouest au terrain des susdits Tremblay et Frère.

9.— Tremblay, Edgar.— 1. Les lots nos 1156 et 1195-1;

2. Tout ce terrain ou emplacement, formant partie du lot connu et désigné sous le numéro 1155, mesurant 50 pieds de largeur du nord-est au sud-ouest, sur 120 pieds de profondeur et compris dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest à la rue St-Ignace, bornée des autres côtés à M. Denis Desgagné, ou représentants, le côté nord-est se trouvant à 148 pieds en mesurant sur le

1.— Tremblay, Jules-R., re Brique de Chicoutimi.— Lots of land 1179-2 and 1177-1, with right, in perpetuity, to the use of a strip of land of 60 feet in width, to communicate from said lot 1179-2 to the new Taché street, said strip of land now being designated under No. 1179-1.

But with reserve, in favour of the "Société d'Éclairage et d'Énergie Électrique du Saguenay", of the right to leave, maintain and keep in repair, at the place where it is actually found, a first transmission line crossing: a) on a pole, lot No. 1179-2 and b) on another pole, No. 1177-1; on a second transmission line, (feeder) crossing on two poles, the said 1177-1.

2.— Brassard, Paul-Émile.— A lot of land or emplacement formed of the whole of lot No. 608-4, and the exact half of lot No. 608-5.

3.— Girard, Joseph.— All that parcel of land or emplacement forming part of those lots known and designated under numbers 447, 448 and 449, said lot of land measuring 46 feet in width from west to east, by 95 feet in depth from north to south, and being bounded: on the north by the land reserved for Price Street, on the east by the land of Alphonse Fortier or representatives, on the south by the land of the Savard heirs or their representatives and on the west by the land of Johnny Brassard, son of Abel.

4.— Laberge, Charles.— Lot number 891-20.

5.— Paré Jacques; L'Heureux, Armand.— All that parcel of land or emplacement forming part of lot No. 467, measuring 45 feet from east to west, in front, on Price Street, by 100 feet in depth from north to south, and being comprised within the following boundaries: on the north by Price Street, on the south by the land of Mr. F. X. Boudreault, on the west by the land of Mr. Gérard Gagnon, and on the east by the property of Mr. Armand L'Heureux. With right of way on foot and in vehicle, and otherwise in a road of 10 feet in width by the whole of the depth to communicate from his lot of land to Price Street, the said road being situate on the eastern limit hereinabove described; said road being "mitoyen" with Mr. Armand L'Heureux. Said road to be maintained by both parties.

6.— Tremblay, Léonce.— All that lot of land or emplacement known and designated under number 600-1.

7.— Tremblay, Dame Jules R.— A lot of land being the greatest part of lot number 297, measuring 120 feet in front, on Racine street and bounded on the north by the south line of Racine Street, on the east by Mr. Jules R. Tremblay, residue of lot No. 297, on the southeast by the "Ruisseau de la Prison" and on the west partly by the land of Dame Johnny Gravel and partly by the land of Messrs. Tremblay et Frère or representative.

8.— Tremblay, Jules R.— 1. A parcel of land forming part of lot No. 297, measuring 16 feet in width (or about) from east to west by the depth existing between Racine street on the north and the central line of a stream called "Ruisseau de la Prison" on the south, and bounded on the east by the land of the "Compagnie Tremblay & Simard, Ltée" or representatives and on the west by a line parallel to the west limit of said lot No. 297 and 120 feet distant, exact measurement, from this west line; save to be deducted the rights of way in favour of Mr Adrien Gagnon and Tremblay et Frère;

2. A lot of land forming part of said lot No. 297 of irregular and unknown superficial area, bounded on the north west by the central line of said "Ruisseau de la Prison", on the south partly by the land hereinabove described and partly by the land of Messrs. Tremblay et Frère, and on the east by the land of Simard & Tremblay, Ltée or representatives; save to be deducted the rights of way in favour of Mr. Adrien Gagnon and Tremblay et Frère;

3. A lot of land forming part of lot No. 317, of irregular figure, and unknown superficial area, bounded on the north by the land hereinabove described in paragraph 2, on the southeast by the land of Messrs Tremblay et Frère and on the south by the land of aforesaid "Tremblay et Frère".

9.— Tremblay, Edgar.— 1. Lots Nos 1156 and 1195-1;

2. All that lot of land or emplacement forming part of that lot known and designated under number 1155, measuring 50 feet in width from the northeast to the southwest, by 120 feet in depth, and comprised within the following boundaries: on the northwest by St-Ignace Street, bounded on the other sides by Mr. Denis Desgagné or representatives, the northeast side being 148

chemin public, de l'emplacement de M. François Maltais, ou représentants, le côté sud-est de l'emplacement ci-dessus décrit, se trouvant à 154 pieds de l'angle sud-ouest, formé par la clôture de M. Maltais, ou représentants, à environ une centaine de pieds du chemin public.

3. Un emplacement formant partie du lot no 1155, située au nord-est de l'emplacement sus-décrit, sur une largeur de 10 pieds, en mesurant sur le chemin public, sur toute la profondeur du dit emplacement, laquelle lisière de terrain est bornée vers le nord-ouest par le chemin public (rue St-Ignace) vers le nord-est par le terrain de Denis Desgagné, ou représentants, vers le sud-est encore par le terrain de Denis Desgagné, ou représentants, vers le sud-ouest au terrain susdécrit en premier lieu.

10.— Tremblay, J. David.— Ce lopin de terre ou emplacement connu sous le numéro 644-22, sauf à distraire:

a) Une partie comprise dans l'angle nord du dit lot et délimitée par les lignes limitatives nord-est et nord-ouest et un arc de cercle d'un rayon de quinze pieds;

b) Une lisière d'une profondeur de 5 pieds sur toute la largeur comprise entre l'arc de cercle décrit en premier lieu et la ligne limitative sud-ouest du dit lot et bornée vers le nord-ouest par le lot no 645 (rue Caron).

L'acquéreur ou ses représentants ne pourront ériger, bâtir, ou placer aucune bâtisse ou partie de bâtisse ou habitation plus près de 10 pieds des lignes séparatives du dit lot no 644-22 avec les lots de rues nos 645 et 644-26.

11.— Tremblay, Thomas et Tremblay, Philippe "Mathias".— Un lopin de terre mesurant 50 pieds de profondeur du nord au sud par 54 pieds de largeur de l'est à l'ouest, formant partie du lot no 601-7, compris dans les bornes suivantes: vers le nord au terrain formé du lot no 601-8, vers le sud au terrain de Ths Tremblay ou représentant, vers l'est à Léonce Tremblay et vers l'ouest à Léger Lachance. Avec droit pour l'acquéreur et ses représentants du droit de poser des portes, fenêtres, chassis et droit de vue sur le résidu du lot no 601-7, et ce quelque soient les distances des constructions qui pourront être érigées.

Les dits lots et parties de lots sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi et à toutes less ervitudes actives ou passives apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 28 Octobre 1949.

26027-44-2-o

Le Greffier,  
GASTON CARRIER.

## VILLE DE LAUZON

### VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Lauzon, MERCREDI, le QUATORZE DECEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi en vertu des articles 548 et suivants du chapitre 243 des statuts refondus de la Province de Québec de 1941.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 1er octobre 1949, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par la Loi 24, Geo. V, chap. 33, sections 3 et 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

feet measured on the public road from the emplacement of Mr. François Maltais or representatives, the south-east side of the emplacement hereinabove described being 154 feet from the southwest angle formed by the fence of Mr. Maltais or representatives, at about one hundred feet from the public road.

3. An emplacement forming part of lot No. 1155, situated on the northeast of the hereinabove described emplacement, on a width of 10 feet, measuring on the public road by the whole depth of the said emplacement, said strip of land being bounded on the northwest by the public road, (St-Ignace Street) on the northeast by the land of Denis Desgagné or representatives, on the southeast, again by the land of Denis Desgagné or representatives, on the southwest by the land hereinabove firstly described.

10.— Tremblay, J. David.— That parcel of land or emplacement known under number 644-22, save to be deducted:

a) A part comprised in the north angle of said lot, and limited by the following northeast and northwest boundary lines and the arc of a circle of a radius of fifteen feet;

b) A strip of land of five feet in depth by the whole of the width of the arc of a circle firstly described and the southwest boundary line of said lot and bounded on the northwest by lot No. 645 (Caron Street).

The purchaser or representatives thereof may not erect, build or place any building or part of building or dwelling closer than 10 feet from the lines dividing said lot No. 644-22 from streets lots of Nos. 645 and 644-26.

11.— Tremblay, Thomas and Tremblay Philippe "Mathias".— A parcel of land measuring 50 feet in depth from north to south by 54 feet in width from east to west, forming part of lot No. 601-7, comprised within the following boundaries: on the north by the lot of land composed of lot No. 601-8, on the south by the land of Ths. Tremblay or representative, on the east by Léonce Tremblay and on the west by Léger Lachance, with right for the purchaser and his representatives, to put up doors, sashes, windows, and right of way on the residue of lot No. 601-7, and such, whatever be the distance of the constructions which may be erected.

The said lots or parts of lots are of the official cadastre for the town of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected circumstances and dependencies if any, subject to all acquired rights of the city of Chicoutimi, and to all active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The purchase price of each of these immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, October 28, 1949.

26027-44-2

GASTON CARRIER,  
Clerk.

## TOWN OF LAUZON

### SALE OF PROPERTY FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinbelow described will be sold at public auction in the Town Hall of Lauzon, on WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, pursuant to sections 548 and following of chapter 243 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 1st of October, 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under authority of the Cities and Towns Act, section 550, as amended by the Act 24 Geo. V, chap. 33, sections 3 and 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

| Noms<br>Names  | No. cad.<br>Cad. No. | Subd. |
|--|----------------------|-------|
| 1—J. S. DeBilly, .....<br>Pour le Village incorporé de Lauzon. For the Incorporated village of Lauzon.   | 739                  | 2     |
| 2—Honoré Dubreuil, .....<br>Au cadastre révisé du quartier Couture de Lauzon. Revised cadastre for Couture Ward, Lauzon.   | 156                  | 1     |
| 3—J. S. DeBilly, .....   | 206                  | 119   |
| 4—J. S. DeBilly, .....   | 205                  | 69    |
| 5—Levis Dry Dock Co. ....  | 204                  | 325-A |
| 6—Levis Dry Dock Co. ....  | 203                  | "A"   |
| 7—Levis Dry Dock Co. ....  | 203                  | "B"   |
| 8—Levis Dry Dock Co. ....<br>Au cadastre officiel pour la partie est du village incorporé de Lauzon. Of the official cadastre for the east part of the incorporated village of Lauzon. | 203                  | "C"   |
| 9—Dominion Investment Co. ....<br>Au cadastre officiel pour le village incorporé de St-Joseph de Lévis. Of the official cadastre for the incorporated village of St-Joseph de Lévis.   | 77                   |       |

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées aux dits immeubles.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque révisé par la Banque.

Conditions of sale: cash or cheque certified by a bank.

Donné à l'Hôtel de Ville de Lauzon, ce vingt-septième jour d'octobre 1949.

Given at the Town Hall of Lauzon, this twenty-seventh day of October, 1949.

Le Greffier,  
L. BOURASSA.

L. BOURASSA,  
Clerk.

26039-44-2-o

26039-44-2

**VENTES PAR SHÉRIFS**

**SHERIFF'S SALES**

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**BEAUHARNOIS**

**BEAUHARNOIS**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure — District de Beauharnois  
N° 9284 } Mlle MARY GENEVIEVE CUR-  
RAN, demanderesse; vs JOHN  
E. O'NEIL, défendeur.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court — District of Beauharnois  
No. 9284 } Miss MARY GENEVIEVE CUR-  
RAN, plaintiff; vs JOHN E.  
O'NEILL, defendant.

Saisi comme appartenant au défendeur:  
Une terre sise et située dans la paroisse de St-Anicet, comté de Huntingdon, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de St-Anicet et Ste-Barbe, comme étant le lot N° 827, dans le quatrième rang, avec bâtisses dessus construites.

Seized as belonging to the defendant:  
A farm being and situate in the parish of St-Anicet, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parishes of St-Anicet and Ste-Barbe as being lot No. 827, in the fourth rang, with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Anicet, comté de Huntingdon, dit district, le JEUDI, QUINZE DÉCEMBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Anicet, county of Huntingdon, said district, on THURSDAY, the FIFTEENTH of DECEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Salaberry de Valleyfield, P. H. REID,  
ce 7ème jour de novembre 1949. 26093-45-2-o  
[Première insertion: 12 novembre 1949]

Sheriff's Office, P. H. REID,  
Salaberry de Valleyfield, Sheriff.  
this 7th day of November, 1949. 26093-45-2  
[First insertion: November 12, 1949]

**MONTREAL**

**MONTREAL**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
C. S. District de Montréal  
Montréal, { ANATOLE BOHEMIER, de-  
à savoir: { mandeur, vs GEORGES R.  
N° 266553 { CHOUINARD, défendeur.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
S. C. District of Montreal  
Montreal, { ANATOLE BOHEMIER, plain-  
to wit: { tiff, vs GEORGES R. CHOU-  
No. 266553 { NARD, defendant.

"Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, connu et désigné comme étant les subdivisions numéros dix-neuf et vingt du lot originaire numéro deux cent vingt (220-19 & 20) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, contenant, ledit lot numéro dix-neuf, trois mille deux cent soixante-dix pieds en superficie, et ledit lot numéro vingt, trois mille trois cent quatre-vingt-dix pieds de superficie, le tout mesure anglaise et plus ou moins;

Une partie de la subdivision numéro cent treize dudit lot originaire numéro deux cent vingt (220-P.113) audit cadastre officiel de la paroisse de Saint Jeanne de l'Île Perrot, située immédiatement en arrière des lots ci-dessus mentionnés, contenant soixante pieds de largeur par dix pieds de profondeur et borné comme suit: d'un côté par le résidu dudit lot, de l'autre côté par le lot numéro 220-9, en avant par les dits lots nos 220-19 & 20, et en arrière par le lot no. 220-16.

Avec maison et autres dépendances dessus érigées et avec toutes les servitudes actives et passives y inhérentes.

P ur être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 19 octobre 1949. [Première insertion: 22 octobre 1949]

Le Shérif,  
L. P. CAISSE.

25959-42-2-0

An emplacement situatè in the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, known and designated as being subdivisions numbers nineteen and twenty of the original lot number two hundred and twenty (220-19 & 20) of the official cadastre for the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, containing, the said lot number nineteen, three thousand two hundred and seventy feet in superficial area, and said lot number twenty, three thousand three hundred and ninety feet in superficial area, the whole English measure and more or less;

A part of subdivision number one hundred and thirteen of said original lot number two hundred and twenty (220-Pt.113) of said official cadastre for the parish of Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, situated immediately in rear of the lots above mentioned, measuring sixty feet in width by ten feet in depth and bounded as follows: on one side by the residue of said lot, on the other side by lot number 220-9, in front by said lots Nos. 220-19 & 20, and in rear by lot No. 220-16.

With the house and other dependencies thereon erected and with all the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de l'Île Perrot, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, October 19, 1949. [First insertion: October 22, 1949]

L. P. CAISSE,  
Sheriff.

25959-42-2

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } **MARCEL HETU**, employé }  
N° 56621 } de chemin de fer, domicilié à 145 rue Ozanam, Québec, contre **ALPHONSE BOUFFARD**, de St-Rédempteur, comté de Lévis, à savoir:

1° Le lot 3-2 (trois-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant un emplacement situé maintenant sur le côté nord-est du chemin public dans le village de St-Rédempteur, mesurant 72 pieds sur le chemin public, 105 pieds dans la ligne qui le sépare du lot N° 3-3, au nord-ouest, 59 pieds dans la ligne qui le sépare des lots 3-3 et 3, au nord-est et 140 pieds dans la ligne qui le sépare du lot N° 3, au sud-est, contenant en superficie 8000 pieds, mesure anglaise. A distraire la partie cédée à Geo. Huot, suivant acte passé devant A. Gingras, le 4 juin 1926 et enregistré à Lévis, le 12 juin 1926, sous le N° 67355.

2° Partie du lot N° 3-3 (trois-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, étant une lisière de terrain située maintenant dans le village de St-Rédempteur, mesurant 10 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur 55 pieds de profondeur du nord au sud, mesure anglaise, bornée au nord et au nord-est par le dit lot N° 3-3, au sud par la partie non subdivisée du lot N° 3 et à l'ouest par une autre partie du lot N° 3-2.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Rédempteur, comté de Lévis, le DEUXIÈME jour de DECEMBRE prochain à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 26 octobre 1949. [Première insertion: 29 octobre 1949] [Seconde insertion: 12 novembre 1949]

Le Shérif,  
AIMÉ DION.

26001-43-2-0

## QUEBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: } **MARCEL HETU** railway }  
No. 56621 } employee, domiciled at 145 Ozanam street, Quebec; against **ALPHONSE BOUFFARD**, of St-Rédempteur, county of Lévis, to wit:

1. Lot No. 3-2 (three-two) of the official cadastre of the Parish of St-Etienne de Lauzon, county of Lévis, being an emplacement now situate on the northeast side of the public road in the village of St-Rédempteur, measuring 72 feet on the public road, 105 feet in the line which separates it from lot No. 3-3, on the northwest, 59 feet in the line which separates it from lots Nos 3-3 and 3, on the northeast and 140 feet in the line which separates it from lot No. 3, on the southeast, containing a superficial area of 8000 feet, English measure, to be deducted, the part ceded to Geo. Huot, according to deed passed before A. Gingras, on the 4th of June, 1926, and registered at Lévis, on the 12th of June, 1926, under No. 67355.

2. Part of lot No. 3-3 (three-three) of the official cadastre for the parish of St-Etienne de Lauzon, county of Lévis, being a strip of land now situate in the village of St-Rédempteur, measuring 10 feet in width from east to west by 55 feet in depth from north to south, English measure, bounded on the north and northeast by said lot No. 3-3, on the south by the unsubdivided part of lot No. 3 and on the west by another part of lot No. 3-2.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Rédempteur, county of Lévis, on the SECOND day of DECEMBER, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Quebec, October 26, 1949. [First insertion: October 29, 1949] [Second insertion: November 12, 1949]

AIMÉ DION,  
Sheriff.

26001-43-2

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10267  
**COLBROOKE LUMBER COMPANY LIMITED**, corporation légalement incorporée, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, demanderesse vs **GAGNON & GAGNON**, procureurs pour leurs frais distraits, avocats distrayants, vs **JULES RIOUX**, industriel, d'Amqui, district de Rimouski, défendeur.

Le moulin à scie, avec autres bâtisses et dépendances, y compris machines et machineries du défendeur, situées sur un lot à bail, étant une étendue de terrain située dans le dit village d'Amqui, mesurant un arpent de largeur sur deux arpents de profondeur, connu et désigné sous le numéro vingt quatre (P de 24) du cadastre officiel de la paroisse de St-Benoît Joseph Labre, d'Amqui, premier rang-ouest de la Seigneurie du Lac Matapédia, la dite étendue de terrain étant bornée au sud à la terre de Albert Roy au nord à un chemin privé sur le dit lot et des deux autres côtés par le reste de la terre du bailleur, avec en outre un droit de passage à pieds et en voitures et camions pour communiquer de la dite étendue de terrain jusqu'à la rue Proulx.

Pour être vendu à la porte de l'église d'Amqui, le VINGT-TROIS de NOVEMBRE 1949 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, le 18 octobre 1949  
**CHARLES GARON**, Shérif.  
 25953-42-2-o  
 [Première insertion: 22 octobre 1949]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 10973  
**LOUIS TURCOTTE**, épiciier, de St-Robert Bellarmin, demandeur, vs **P. PAUL LAVOIE**, de St-Robert Bellarmin, défendeur.

Partie du lot N° 211, comprenant un terrain de 60 pieds de front sur 80 pieds de profondeur au cadastre officiel de la paroisse de St-Germain de Rimouski, borné au nord à Philippe St-Pierre, à l'est à l'avenue Rouleau, au sud à C. E. Collin, à l'ouest à René Lepage, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est sujette à la rente à René Lepage.

Pour être vendu au bureau du shérif, le VINGT QUATRE NOVEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, le 18 octobre 1949  
**CHARLES GARON**, Shérif.  
 25955-42-2-o  
 [Première insertion: 22 octobre 1949]

*Fieri Facias de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8791  
**NAZAIRE LABRIE**, cultivateur de Ste-Paula, district de Rimouski, demandeur saisi, vs **ARMAND BOUCHARD**, cultivateur de Ste-Paula, district de Rimouski, défendeur.

Les Impenses, améliorations, défrichements, et tous les droits de préemption sur le lot N° 25, rang 14 canton de Matane au cadastre officiel de Ste-Paula Co. Matapédia, district de Rimouski.

**RIMOUSKI**

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 10267  
**COLBROOKE LUMBER COMPANY LIMITED**, a corporation duly incorporated, having its head office in the city of Montreal, plaintiff; vs **GAGNON & GAGNON**, attorneys for costs distracted, advocates distracting for costs; vs **JULES RIOUX**, industrialists, of Amqui, district of Rimouski, defendant.

The saw-mill, with other buildings and dependencies, including machines and machinery belonging to the defendant, situate on a leased lot, being a tract of land situate in the said village of Amqui, measuring one arpent in width by two arpents in depth, known and designated as number twenty-four (Pt. of 24) of the official cadastre for the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, first West Range of the Seigneurie of Lake Matapédia. The said tract of land being bounded on the south by the land of Albert Roy, on the north by a private road on said lot, and on the other two sides by the residue of the land of the lessor, with, moreover, a right of way on foot and in vehicle and with trucks, to communicate from the said tract of land to Proulx street.

To be sold, at the church door of Amqui, on the TWENTY-THIRD of NOVEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, October 18, 1949  
**CHARLES GARON**, Sheriff.  
 25953-42-2  
 [First insertion: October 22, 1949]

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 10973  
**LOUIS TURCOTTE**, grocer, of St-Robert Bellarmin, plaintiff, vs **P. PAUL LAVOIE**, of St-Robert Bellarmin, defendant.

Part of lot No. 211, comprising a lot of land 60 feet in front by 80 feet in depth, on the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, bounded on the north by Philippe St-Pierre, on the east by avenue Rouleau, on the south by C. E. Collin, on the west by René Lepage — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is subject to a rent payable to René Lepage.

To be sold at the Sheriff's Office, on the TWENTY-FOURTH of NOVEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Rimouski, October 18, 1949  
**CHARLES GARON**, Sheriff.  
 25955-42-2  
 [First insertion: October 22, 1949]

*Fieri Facias de Terris*  
Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 8791  
**NAZAIRE LABRIE**, farmer, of Ste-Paula, district of Rimouski, defendant; vs **ARMAND BOUCHARD**, farmer, of Ste-Paula, district of Rimouski, plaintiff seized.

The expenditures, improvements, clearings and all rights of preemption on lot No. 25, range 14 Township of Matane, on the official cadastre for Ste-Paula, county of Matapédia, district of Rimouski.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Paula de Matapédia, le VINGT-DEUX NOVEMBRE 1949 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
Rimouski, le 18 octobre 1949 CHARLES GARON,  
[Première insertion: 22 octobre 1949] 25954-42-2-o

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure } JOSEPH ALLARD,  
District de St-Hyacinthe } journalier, de La  
No. 6265 } Providence, district  
de Saint Hyacinthe, demandeur; vs ELZÉAR  
LANGLAIS, cultivateur, de Saint-Dominique,  
dans le même district, défendeur.

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, par et sous le numéro cinq cent vingt-huit (N° 528); mais à distraire du dit lot la partie détachée et vendue à Aimé Comeau, suivant acte de vente reçu devant Mtre Henri Morin, notaire, de la dite partie vendue devant avoir une superficie de 80 arpents environ, sans bâtisses; et à distraire également la lisière vendue au Gouvernement de la Province de Québec.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Dominique, comté de Bagot, le SAMEDI, DIX-SEPTIEME jour de DÉCEMBRE 1949, à 10 heures de l'avant-midi.

Bureau du Sheriff, Le Shérif,  
St-Hyacinthe, le 10 novembre 1949. RICHARD BOUSQUET,  
26094-45-2-o

[Première insertion: 12 novembre 1949]

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Cour Supérieure

Canada, } EDMOUR, AL-  
Province de Québec, } DEGE & LE-  
District des Trois-Rivières } ANDRE PAIN-  
N° 10478 } CHAUD tous  
trois de la cité de Shawinigan-Falls, demandeurs,  
vs Dame LUCINA DUBOIS, épouse commune  
en biens de William Arseneault, tant personnellement que pour autoriser son épouse à ester  
aux fins des présentes, de la Municipalité de St-Théophile du Lac, défendeurs, & R. BAILLY & G. GRANT, régistrateur de Ste-Geneviève de Batiscan, Mis-en-cause,

Comme appartenant aux dits défendeurs,

Un certain terrain ou emplacement situé dans la paroisse de St-Théophile du Lac, faisant partie du lot numéro mille vingt (Pt 1020) des plan et livre de renvoi pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel à l'endroit appelé Village Dubois, mesurant cinquante pieds de largeur (50') sur la profondeur de cent pieds (100') mesure anglaise, et borné comme suit: en front par la vieille ligne du C.P.R., en profondeur et d'un côté par J. Henri Dubois, et d'autre côté par Laurentide Company, représentée par Alphonse Desaulniers avec bâtisses et dépendances y dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théophile du Lac, comté de Champlain, MARDI le VINGT-DEUXIEME

To be sold at the church door of Ste-Paula de Matapédia, on the TWENTY-SECOND of NOVEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHARLES GARON,  
Rimouski, October 18, 1949 Sheriff.  
[First insertion: October 22, 1949] 25954-42-2

### SAINT-HYACINTHE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court } JOSEPH ALLARD,  
District of St-Hyacinthe, } laborer, of La  
No. 6265 } Providence, district  
of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs ELZÉAR LANGLAIS, farmer, of Saint-Dominique, in the same district, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A farm, situate in the parish of Saint-Dominique, county of Bagot, known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint-Dominique, county of Bagot, as and under five hundred and twenty-eight (No. 528); but to be deducted from said lot, the part detached and sold to Aimé Comeau, according to deed of sale passed before Mtrs Henri Morin, notary, the said part sold should have a superficial area of about 80 arpents, without buildings; and to be deducted also the strip of land sold to the Quebec Provincial Government.

To be sold, at the parochial church door of Saint-Dominique, county of Bagot, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, RICHARD BOUSQUET,  
St-Hyacinthe, November 10, 1949. Sheriff.  
26094-45-2

[First insertion: November 12, 1949]

### TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*  
Superior Court

Canada, } EDMOUR, AL-  
Province of Quebec } GE & LEANDRE  
District of Trois-Rivières, } PAINCHAUD,  
No. 10478 } all three of the city  
of Shawinigan-Falls, plaintiffs; vs Dame LUCINA DUBOIS, wife common as to property of William Arseneault, both personally and to authorize his wife to act for the purposes hereof, of the Municipality of St-Théophile du Lac, defendants; & R. BAILLY & G. GRANT, registrar of Ste-Geneviève de Batiscan, Mis-en-cause.

As belonging to the said defendants:

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of St-Théophile du Lac, forming part of lot number one thousand and twenty (Pt. 1020) on the official plan and in the book of reference for the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, at the place called "Village Dubois", measuring fifty feet in width (50'), by the depth of one hundred feet (100') English measure, and bounded as follows: in front, by the old C.P.R. line, in depth and on one side by J. Henri Dubois, and on the other side by the Laurentide Company, represented by Alphonse Desaulniers — with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold, at the church door of the parish of St-Théophile du Lac, county of Champlain, on TUESDAY, the TWENTY-SECOND day of

jour de NOVEMBRE, 1949, à DIX heures du matin. NOVEMBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif,  
Trois-Rivières, le 19 octobre 1949.  
25966-42-2-o  
[Première insertion: 22 octobre 1949]

Sheriff's Office,  
Trois-Rivières, October 19, 1949.  
25966-42-2  
[First insertion: October 22, 1949]

**Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 45**

**Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 45**

**ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:**

**ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:**

Pagé vs Jean. . . . . 2592

Pagé vs Jean. . . . . 2592

**ARRÊTÉS EN CONSEIL:**

**ORDERS IN COUNCIL:**

1198, section "B" — Industrie de la peinture dans la Province. . . . . 2593  
1198, section "C" — Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec . . . . . 2594  
1221, section "A" — Industrie de la construction dans la région de Sorel. . . . . 2593  
1254 — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau *et al.* . . . . . 2595

1198, part "B" — Paint industry in the Province. . . . . 2593  
1198, part "C" — Hardware, paint and building materials trade in the district of Quebec. . . . . 2594  
1221, part "A" — Construction industry in the district of Sorel . . . . . 2593  
1254 — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau *et al.* . . . . . 2595

**ASSEMBLÉE:**

**MEETING:**

The Canada & Gulf Terminal Railway Co. . . . . 2592

The Canada & Gulf Terminal Railway Co. . . . . 2592

**AVIS AUX INTÉRESSÉS:** 2565

**NOTICE TO INTERESTED PARTIES:** 2565

**AVIS DIVERS:**

**MISCELLANEOUS NOTICES:**

Deschênes, village de (Tirage d'obligations) . . . . . 2606  
Four Star Fashions Inc. (Directeurs) . . . . . 2606  
Immeubles Mea Inc. (Distribution de l'actif) . . . . . 2607  
Le Sanatorium St-Jean (Règlements) . . . . . 2607  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Laverlochère (Formation) . . . . . 2608  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Repentigny (Formation) . . . . . 2608  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul (Formation) . . . . . 2608  
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la province de Québec (Directeurs) . . . . . 2607  
Selecta Girdle Inc. (Distribution de l'actif) . . . . . 2608  
Select Oils Limited (Avis d'autorisation) . . . . . 2607  
United Dominion Mining Company Ltd. (Distribution de l'actif) . . . . . 2608

Deschênes, village of (Drawing of bonds) . . . . . 2606  
Four Star Fashions Inc. (Directors) . . . . . 2606  
Immeubles Mea Inc. (Distribution of the assets) . . . . . 2607  
Le Sanatorium St-Jean (By-Laws) . . . . . 2607  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Laverlochère (Formation) . . . . . 2608  
Le Syndicat de l'U.C.C. de Notre-Dame de Repentigny (Formation) . . . . . 2608  
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul (Formation) . . . . . 2608  
Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la province de Québec (Directors) . . . . . 2607  
Selecta Girdle Inc. (Distribution of the assets) . . . . . 2608  
Select Oils Limited (Notice of authorization) . . . . . 2607  
United Dominion Mining Company Ltd (Distribution of the assets) . . . . . 2608

**CHARTES — ABANDON DE:**

**CHARTERS — SURRENDER OF:**

Clément Frères Limitée. . . . . 2609  
Durable Bedding Limited. . . . . 2610  
International Corporation of Canada Limited. . . . . 2609  
La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited. . . . . 2609  
Roméo Dorval Limitée . . . . . 2610  
Stately Corporation. . . . . 2610  
United Dominion Mining Company Ltd. . . . . 2610

Clément Frères Limitée. . . . . 2609  
Durable Bedding Limited. . . . . 2610  
International Corporation of Canada Limited. . . . . 2609  
La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited. . . . . 2609  
Roméo Dorval Limitée . . . . . 2610  
Stately Corporation. . . . . 2610  
United Dominion Mining Company Ltd. . . . . 2610

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES  
AFFAIRES:

J. I. Case Company (Incorporated) . . . 2610

## DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

## AFFAIRES MUNICIPALES:

Beaulac, village de . . . . . 2611

## INSTRUCTION PUBLIQUE:

Notre-Dame-de-Stanbridge, munic. scolaire de . . . . . 2611

S-Valérien, munic. scolaire de la paroisse de . . . . . 2611

## TERRES ET FORÊTS:

Cap-de-la-Madeleine, cité de . . . . . 2611

Hull, cité de . . . . . 2612

St-Colomb-de-Sillery, paroisse de . . . . . 2612

## TRAVAIL:

Comité conjoint du commerce d'horlogerie et de bijouterie des Cantons de l'Est (Avis) . . . . . 2576

Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, commerce de gros (Modification) . . . . . 2577

Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement) . . . . . 2591

Commerce de détail dans les cité et canton de Granby (Modification) . . . . . 2583

Établissements commerciaux dans la ville de Richmond et la municipalité de Melbourne (Modification) . . . . . 2578

Établissements commerciaux dans la ville de Windsor (Modification) . . . . . 2577

Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec (Modification) . . . . . 2579

Le Syndicat National des Employés de la Boulangerie et Pâtisserie de Granby Inc. (Avis) . . . . . 2588

Le Syndicat National des Imprimeurs de Chicoutimi Inc. (Avis) . . . . . 2581

Métiers de barbiers, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec (Modification) . . . . . 2576

Métiers de barbier et de coiffeur dans la région de Sherbrooke (Modification) . . . . . 2587

Métiers de poseur de marbre, tuiles et terrazzo dans la région de Montréal (Modification) . . . . . 2585

## GREFFES DE NOTAIRES:

Pratt, W. F. . . . . 2612

Tétreault, Gaston. . . . . 2612

## LETTRES PATENTES:

Beaudoin Manufacturing Company Limited . . . . . 2566

B. F. M. Limitée — B. F. M. Limited . . . . . 2567

Bijouterie Latendresse Inc. . . . . 2567

Camille Inc. . . . . 2567

Continental Store (Buckingham) Ltd.—Magasin Continental (Buckingham) Ltée . . . . . 2568

Continental Store (Campbellton) Ltd.—Magasin Continental (Campbellton) Ltée . . . . . 2568

## COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

J. I. Case Company (Incorporated) . . . 2610

## DEPARTMENTAL NOTICES:

## MUNICIPAL AFFAIRS:

Beaulac, village of . . . . . 2611

## EDUCATION:

Notre-Dame-de-Stanbridge, school munic. of . . . . . 2611

St-Valérien, school munic. of the parish of . . . . . 2611

## LANDS AND FORESTS:

Cap-de-la-Madeleine, city of . . . . . 2611

Hull, city of . . . . . 2612

St-Colomb-de-Sillery, parish of . . . . . 2612

## LABOUR:

Horology and Jewellery Trades Joint Committee of the Eastern Townships (Notice) . . . . . 2576

Fur Industry Parity Committee, wholesale trade (Amendment) . . . . . 2577

Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of St-Jean and Iberville (Levy) . . . . . 2591

Retail trade in the city and township of Granby (Amendment) . . . . . 2583

Commercial establishments in the town of Richmond and the municipality of Melbourne (Amendment) . . . . . 2578

Commercial establishments in the town of Windsor (Amendment) . . . . . 2577

Building material industry in the Province of Quebec (Amendment) . . . . . 2579

Le Syndicat National des Employés de la Boulangerie et Pâtisserie de Granby Inc. (Notice) . . . . . 2588

Le Syndicat National des Imprimeurs de Chicoutimi Inc. (Notice) . . . . . 2581

Barber and hairdressing trades in the district of Quebec (Amendment) . . . . . 2576

Barber and hairdressing trades in the district of Sherbrooke (Amendment) . . . . . 2587

Marble, tile and terrazzo setters trades in the district of Montreal (Amendment) . . . . . 2585

## NOTARIAL RECORDS:

Pratt, W. F. . . . . 2612

Tétreault, Gaston. . . . . 2612

## LETTERS PATENT:

Beaudoin Manufacturing Company Limited . . . . . 2566

B. F. M. Limitée — B. F. M. Limited . . . . . 2567

Bijouterie Latendresse Inc. . . . . 2567

Camille Inc. . . . . 2567

Continental Store (Buckingham) Ltd.—Magasin Continental (Buckingham) Ltée . . . . . 2568

Continental Store (Campbellton) Ltd.—Magasin Continental (Campbellton) Ltée . . . . . 2568

|   |      |   |      |
|---|------|---|------|
| Continental Store (Hawkesbury) Ltd.—<br>Magasin Continental (Hawkesbury)<br>Ltée..... | 2568 | Continental Store (Hawkesbury) Ltd.—<br>Magasin Continental (Hawkesbury)<br>Ltée..... | 2568 |
| Continental Store (Montreal) Ltd.—<br>Magasin Continental (Montréal) Ltée             | 2569 | Continental Store (Montreal) Ltd.—<br>Magasin Continental (Montréal) Ltée             | 2569 |
| Continental Store (Quebec) Ltd.— Ma-<br>gasin Continental (Québec) Ltée....           | 2569 | Continental Store (Quebec) Ltd.— Ma-<br>gasin Continental (Québec) Ltée....           | 2569 |
| Deb-Town Inc.. . . . .  | 2569 | Deb-Town Inc.. . . . .  | 2569 |
| Economaster Inc.. . . . .   | 2570 | Economaster Inc.. . . . .   | 2570 |
| Giroux & Frères Inc.. . . . .   | 2570 | Giroux & Frères Inc.. . . . .   | 2570 |
| Greene Bros Signs Ltd.. . . . .   | 2570 | Greene Bros Signs Ltd.. . . . .   | 2570 |
| J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited..  | 2571 | J. B. Sachs & Co. (Canada) Limited..  | 2571 |
| J. O. Desjardins Co. Ltée.. . . . .   | 2571 | J. O. Desjardins Co. Ltée.. . . . .   | 2571 |
| Joseph Walsh Ltd.. . . . .  | 2571 | Joseph Walsh Ltd.. . . . .  | 2571 |
| Jos. Fortin & Fils Inc.. . . . .  | 2572 | Jos. Fortin & Fils Inc.. . . . .  | 2572 |
| Les Propriétaires de Maisons Uniques<br>Inc.. . . . .                                 | 2572 | Les Propriétaires de Maisons Uniques<br>Inc.. . . . .                                 | 2572 |
| Mac-Ann Inc. . . . .  | 2572 | Mac-Ann Inc. . . . .  | 2572 |
| Metropolitan Braids Ltd. . . . .  | 2573 | Metropolitan Braids Ltd. . . . .  | 2573 |
| Obrun Fashions Incorporated. . . . .  | 2573 | Obrun Fashions Incorporated. . . . .  | 2573 |
| Paragon Jewellery Limited. . . . .  | 2573 | Paragon Jewellery Limited. . . . .  | 2573 |
| Restaurant Coronet, Inc. . . . .  | 2573 | Restaurant Coronet, Inc. . . . .  | 2573 |
| Ronald Caron Ltée. . . . .  | 2574 | Ronald Caron Ltée. . . . .  | 2574 |
| Shamie Realities, Inc.. . . . .   | 2574 | Shamie Realities, Inc.. . . . .   | 2574 |
| Simon's Camera Exchange Inc.. . . . .   | 2574 | Simon's Camera Exchange Inc.. . . . .   | 2574 |
| St-Lawrence Metals Inc.. . . . .  | 2575 | St-Lawrence Metals Inc.. . . . .  | 2575 |
| Textelle, Inc.. . . . .   | 2575 | Textelle, Inc.. . . . .   | 2575 |
| The Traffic Club of Montreal Incor-<br>porated. . . . .                               | 2575 | The Traffic Club of Montreal Incor-<br>porated. . . . .                               | 2575 |
| <b>NOMINATIONS:</b>   |      | <b>APPOINTMENTS:</b>  |      |
| Diverses. . . . .   | 2612 | Miscellaneous . . . . .   | 2612 |
| <b>ORDRE DE COUR</b>  |      | <b>RULE OF COURT:</b>   |      |
| D. Verdon Ltée vs Brisebois <i>et al.</i> . . . . .                                   | 2618 | D. Verdon Ltée vs Brisebois <i>et al.</i> . . . . .                                   | 2618 |
| <b>PROCLAMATION:</b>  |      | <b>PROCLAMATION:</b>  |      |
| Concernant l'annexion d'un certain ter-<br>ritoire au village de la Guadeloupe..      | 2618 | Concerning annexation of a certain ter-<br>ritory to the village of Guadeloupe..      | 2618 |
| <b>SIÈGE SOCIAL:</b>  |      | <b>HEAD OFFICE:</b>   |      |
| International Electric Rouyn Limited.   | 2619 | International Electric Rouyn Limited..  | 2619 |
| <b>SOUSSIONS:</b>   |      | <b>TENDERS:</b>   |      |
| Dorval, ville de. . . . .   | 2620 | Dorval, town of . . . . .   | 2620 |
| Joliette, cité de. . . . .  | 2625 | Joliette, city of . . . . .   | 2625 |
| LaSalle, ville de . . . . .   | 2621 | LaSalle, town of . . . . .  | 2621 |
| Sherbrooke, cité de. . . . .  | 2622 | Sherbrooke, city of. . . . .  | 2622 |
| Verdun, cité de. . . . .  | 2623 | Verdun, city of . . . . .   | 2623 |
| Victoriaville, ville de . . . . .   | 2624 | Victoriaville, town of. . . . .   | 2624 |
| <b>VENTES, LOI DE FAILLITE:</b>   |      | <b>SALES, BANKRUPTCY ACT:</b>   |      |
| Willetts, Lionel-J.. . . . .  | 2626 | Willetts, Lionel-J.. . . . .  | 2626 |
| <b>VENTES POUR TAXES:</b>   |      | <b>SALES FOR TAXES:</b>   |      |
| Chicoutimi, cité de. . . . .  | 2626 | Chicoutimi, city of. . . . .  | 2626 |
| Lauzon, ville de . . . . .  | 2628 | Lauzon, town of . . . . .   | 2628 |
| <b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>  |      | <b>SHERIFFS' SALES:</b>   |      |
| <b>BEAUHARNOIS:</b>   |      | <b>BEAUHARNOIS:</b>   |      |
| Curran vs O'Neil . . . . .  | 2629 | Curran vs O'Neil . . . . .  | 2629 |
| <b>MONTREAL:</b>  |      | <b>MONTREAL:</b>  |      |
| Bohemier vs Chouinard. . . . .  | 2629 | Bohemier vs Chouinard. . . . .  | 2629 |
| <b>QUÉBEC:</b>  |      | <b>QUÉBEC:</b>  |      |
| Hétu vs Bouffard . . . . .  | 2630 | Hétu vs Bouffard . . . . .  | 2630 |

RIMOUSKI:

|  |      |
|--|------|
| Colbrooke Lumber Company Limited<br>vs Rioux. .... | 2631 |
| Labrie vs Bouchard .....                           | 2631 |
| Turcotte vs Lavoie. ....                           | 2631 |

SAINT-HYACINTHE:

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Allard vs Langlais . . . . . | 2632 |
|------------------------------|------|

TROIS-RIVIÈRES:

|   |      |
|---|------|
| Painchaud <i>et al</i> vs Dubois <i>et vir.</i> . . . . . | 2632 |
|---|------|

26105-o

RIMOUSKI:

|  |      |
|--|------|
| Colbrooke Lumber Company Limited<br>vs Rioux. .... | 2621 |
| Labrie vs Bouchard .....                           | 2631 |
| Turcotte vs Lavoie. ....                           | 2631 |

SAINT HYACINTHE:

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Allard vs Langlais . . . . . | 2632 |
|------------------------------|------|

TROIS-RIVIÈRES:

|   |      |
|---|------|
| Painchaud <i>et al</i> vs Dubois <i>et vir.</i> . . . . . | 2632 |
|---|------|

26105-o